

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
LÉGISLATIONS FRANÇAISES
SUR LES TABACS

SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 9 mars 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Jacques BONNEAU

Président : M. ESMEIN, professeur.

*Suffragants : { MM. LEFEBVRE, professeur
 MEYNIAL, professeur.*

LIBRAIRIE

de la Société du

RECUEIL J.-B. SIREY

22, Rue Soufflot. — PARIS, V^o

L. LAROSE & L. TENIN. Directeurs

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
LÉGISLATIONS FRANÇAISES
SUR LES TABACS
SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 9 mars 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Jacques BONNEAU



Président : M. ESMEIN, professeur.

*Suffragants : { MM. LEFEBVRE, professeur.
MEYNIAL, professeur.*

LIBRAIRIE

de la Société du

RECUEIL J.-B. SIREY

22, Rue Soufflot. — PARIS, v^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES
Législations Françaises sur les Tabacs
SOUS L'ANCIEN RÉGIME

AVANT-PROPOS

Étudier les législations françaises sur les tabacs sous l'Ancien Régime, c'est retracer les circonstances qui présidèrent à la naissance, à l'organisation et au développement de l'impôt des tabacs, c'est exposer l'histoire des organes dont on le munit, c'est faire connaître les lois qui le régirent, en fixer la portée, en indiquer les causes, en marquer les effets.

Cœuvre qui ne saurait être très complète car, si les textes officiels sont multiples, les ouvrages spéciaux sur ce sujet sont au contraire en très petit nombre. La plupart des écrivains financiers négligent cette branche de revenu ; ceux même qui s'en occupent ne lui consacrent le plus souvent que quelques lignes rapides et générales. Les déclarations et ordonnances se présentent donc avec leur sécheresse accoutumée, privées du commentaire qui en détruirait l'obscurité et leur rendrait les apparences de la vie. Cependant,

sans nier les lacunes de ce travail, nous espérons être parvenu à une narration suffisamment complète. Elle n'est pas sans intérêt puisque, avant 1789 comme de nos jours, existait le monopole des tabacs et qu'on peut ainsi, grâce à elle, voir comment le droit ancien a préparé le droit actuel, retrouver dans quelle mesure le présent est le débiteur du passé. Elle nous a permis de constater les débuts si modestes et les progrès continus d'un impôt dont on propose aujourd'hui d'augmenter encore par une hausse de prix l'énorme rendement.

Nous nous sommes borné à une étude strictement historique, nous couvrant, chaque fois que cela nous a été possible, du témoignage des contemporains. Nous avons indiqué ce qu'avait été l'impôt et non ce qu'il aurait pu être, ou dû être. Nous n'avons pas examiné les reproches faits par les économistes au monopole ou plutôt nous ne les avons mentionnés que comme conséquence et en proportion de l'influence de leurs ouvrages sur son histoire.

A plus forte raison nous ne nous sommes pas attardé davantage à discuter le caractère légitime de cet impôt. Il nous paraît évident. L'usage du tabac en effet n'est point un besoin naturel, il n'est que de caprice et de fantaisie. Le droit payé par le consommateur n'est donc qu'une contribution volontaire, et même heureuse car elle porte sur une matière souvent jugée malsaine. Aussi longtemps qu'il y aura des États, et que ces États auront l'obligation de subvenir à de lourdes charges, l'impôt des tabacs subsis-

tera. C'est qu'il est de l'intérêt national de le faire prospérer. De nos jours, comme il y a deux siècles, on le retrouve, sous des formes diverses, dans la presque universalité des budgets. Cette longue communauté de pratique chez les peuples les plus différents est la preuve la plus complète de l'utilité de cet impôt ; elle est la meilleure justification de la politique de l'Ancien Régime.

CHAPITRE PREMIER

L'établissement du monopole

I

Le tabac était inconnu en Europe avant la découverte de l'Amérique. Ce sont les Espagnols, semble-t-il, qui, au cours de leurs voyages au Nouveau-Monde, remarquèrent et imitèrent les premiers l'étrange usage des populations indiennes d'aspirer la fumée de certaines herbes en feu. Un moine français, André Thevet, revendique toutefois la priorité. D'un voyage au Brésil il aurait rapporté en 1555 les premières graines de tabac. Mais, dès ce moment, les matelots espagnols et portugais se servaient de celui rencontré chez les peuplades sauvages au milieu desquelles ils allaient commercer et, pendant que les races latines poursuivaient la conquête du nouveau continent, l'herbe américaine, introduite dans les différents États, commençait de son côté la conquête de l'Europe.

C'est une tradition constante, admise par tous les auteurs, que celle fixant à l'année 1560 son apparition en France (1). Le président Jean Nicot, seigneur de Villemain, ambassadeur de François II auprès du

1. Moreau de Beaumont, *Mémoires concernant les droits et impositions*. Huitième mémoire, t. IV, p. 1, et suiv. Dupin, *Œconomiques*, t. I, p. 321. Rousset. *Histoire des impôts indirects*, ch. VII, p. 223.

roi de Portugal, la présenta à cette époque à Catherine de Médicis.

En l'honneur de la reine le tabac s'appela un instant médicée. Si ce nom fut éphémère, nombre d'autres subsistèrent durant plus d'un siècle. Celui de tabac rappelait que pour beaucoup les Espagnols l'avaient d'abord connu soit dans l'île de Tabago, soit à Tabasco, ville du royaume de Yucatan. Plusieurs l'appelaient petun, locution indienne ; d'autres herbes à la reine ou de Sainte-Catherine ; d'autres nicotiane ou herbe de l'ambassadeur, en souvenir de son importateur ; d'autres enfin herbe du grand-prieur, à la demande de François de Lorraine, grand-prieur de France (1). Ces différents vocables, que l'existence de plusieurs variétés d'une même famille expliquait peut-être, devaient devenir une difficulté le jour où un monopole rigoureux serait établi par l'État. L'on verrait des gens prétendre que la prohibition de culture s'appliquait au tabac, mais non à la nicotiane, la Cour des Aides leur donner raison et, en 1710, un arrêt du Conseil se couvrir gravement de l'autorité de Furetière pour déclarer ces divers termes synonymes (2). A la fin du xvi^e siècle, ils témoignaient simplement de la faveur où était tenue une plante que les plus grands person-

1. On la nomma encore cathérinaire ou herbe sainte. Thevet lui donna le nom d'angoulmoisine car il était originaire d'Angoulême. C. Barbier, *Histoire du tabac*, 1861, p. 10 et suiv.

2. Arrêt du Conseil du 13 décembre 1710. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XX, p. 561.

nages acceptaient en quelque sorte de protéger de leur nom.

L'usage du tabac se répandait en effet avec la plus grande rapidité et vers 1600 il était l'objet d'un important trafic en Hollande (1). Comment se passer d'une plante aussi vantée, dont l'on prônait alors également le goût agréable et les nombreuses propriétés médicinales? Dans son ouvrage *La France antarctique* Thevet déclare que les Indiens « l'estiment merveilleusement profitable à plusieurs choses... Elle est fort salubre pour faire distiller et consumer les humeurs superflues du cerveau. Davantage fait passer la faim et la soif pour quelque temps. (2) » C'est là le ton habituel des premiers adeptes du tabac. C'est le remède unique et universel. Un moindre éloge eût suffi pour lui donner droit de cité et les Français s'y adonnèrent bien vite, comme ils s'adonnent à toute chose, avec passion.

Cet emploi exagéré amena une réaction. La gêne parfois ressentie du voisinage des fumeurs, les avis d'une partie des médecins déclarant cette plante malsaine, l'inutilité bientôt reconnue d'une dépense sans cesse renouvelée, tout cela provoqua chez certains une vive répulsion pour le tabac. L'on discuta sa nature et ses propriétés. Il devint un objet de controverse qui alluma une guerre très vive entre les savants (3). A la vérité des abus s'étaient manifestés.

1. Dupin, *OEconomiques*, t. I, p. 326.

2. *Les singularités de la France antarctique*, 1558, p. 59 et suiv.

3. Au xvii^e siècle l'on publia un grand nombre d'ouvrages contre le tabac. En 1699 le sieur Claude Berger soutint une thèse de méde-

« Nous avons appris depuis peu, disait Urbain VIII, en 1642, que la mauvaise habitude... s'est tellement répandue dans plusieurs diocèses, que les personnes des deux sexes, même les prêtres et clercs, autant les séculiers que les réguliers, oubliant la bienséance qui convient à leur rang, prennent du tabac partout et principalement dans les églises. » Et la bulle défendait d'en faire emploi dans les édifices sacrés sous les peines les plus graves (1).

Nombreux furent les souverains qui luttèrent contre le tabac. Jacques I^{er} en avait une aversion profonde. Il le combattit même dans un long ouvrage, le *Misocapnos*: « C'est, dit-il, une chose qui répugne à la vue, d'une odeur insupportable, nuisible à l'intelligence; pour tout dire enfin ses noirs tourbillons de fumée ressemblent aux vapeurs qui s'échappent des enfers. » Les princes orientaux ne se bornèrent pas aux paroles: en Russie l'on défendit l'usage du tabac à la suite d'un incendie survenu en 1650 dans la capitale; en Turquie le sultan Amurat IV l'interdit sous peine de mort en s'appuyant sur un texte du Coran condamnant l'ivresse.

En France l'on n'en vint pas à ces mesures extrêmes. Richelieu respecta une plante dont la consom-

cine sur la question de savoir: an *ex tabaci usu frequenti vitæ summa brevior?* et il conclut à l'affirmative. Par contre en 1689 les apothicaires de Clermont demandèrent à cultiver l'herbe nicotiane qu'ils dirent nécessaire pour leurs remèdes. C. Barbier, *Histoire du tabac*, p. 15 et suiv. Jean Néander, *Traité du tabac*, 1626.

1. Carolus Coquelines, *Bullarum amplissima collectio*, t. VI, 2^e partie, p. 311 et suiv.

mation était presque universelle, mais il y vit une nouvelle source de revenus pour le Trésor. Il ne prohiba pas le tabac; il fit mieux : il l'imposa.

II

La déclaration royale du 17 novembre 1629 observa que le trop bon marché des tabacs était grandement préjudiciable à la santé des sujets du roi, parce qu'ils en prenaient à toute heure (1). Aussi les chargea-t-elle d'un droit de 30 sols par livre pesant (2). En 1635 un règlement du lieutenant-civil sur la police générale de Paris accentua ce but de protection en ne permettant la vente qu'aux apothicaires et sur ordonnance de médecin (3).

Mais le motif déterminant du pouvoir était autre. L'on voulait avant tout favoriser l'agriculture de la France et le commerce de ses colonies américaines. L'on n'imposait donc ni les tabacs cultivés dans la métropole, ni ceux récoltés dans les îles françaises des Antilles. Richelieu, grand fondateur de compagnies coloniales, leur facilitait ainsi la lutte contre les produits des autres nations.

En résumé la déclaration de 1629 établissait seulement un droit de douane sur les tabacs étrangers.

1. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XVI, p. 347.

2. Les agents du roi avaient déjà essayé de percevoir un droit malgré l'absence de tout texte l'établissant. Les intéressés refusèrent, disant qu'il n'était pas autorisé par les tarifs.

3. Delamarre, *Traité de la police*, livre I, titre IX, p. 138.

La plus grande partie de la consommation, évaluée à 2.000.000 de livres pesant, n'était pas atteinte. Si la date est importante, c'est qu'elle marque le point de départ de cet impôt aujourd'hui si productif.

Réduit à 7 livres par cent pesant en 1632, ce droit fut augmenté de nouveau par les tarifs de septembre 1664 et d'avril 1667. On le portait à 13 livres par quintal sur les tabacs de Virginie, du Brésil et des autres provenances étrangères et de plus l'on créait une taxe de 4 livres sur ceux des îles françaises de l'Amérique. Puis un arrêt du Conseil de décembre 1670 fit droit aux réclamations des grandes compagnies coloniales et ramena le nouvel impôt à 40 sols (1). On le perçut à toutes les frontières : les lettres-patentes de 1669, affranchissant le port de Marseille, décidèrent même que cette taxe y serait continuée (2).

Bientôt, dans certaines villes, le tabac figura au nombre des matières sur lesquelles se levaient les deniers d'octroi. Enfin le roi accorda quelques privilèges sur cette denrée. Telle fut une imposition de 5 sols pour livre à l'entrée des villes d'Aix, Marseille, et Toulon en faveur de leurs hôpitaux (3).

Ce système d'un droit de douane ne fut pas spécial

1. *Archnat.* AD XI, 48. La série AD XI, dite collection Rondonneau, contient dans les portefeuilles 48 à 51c la suite presque complète des ordonnances, déclarations, arrêts du Conseil et baux concernant le tabac.

2. *Arch. nat.* AD XI, 48.

3. Ce privilège fut modifié quand le monopole fut établi. L'on ne perçut plus les 5 sols mais le fermier donna 12.000 livres par an aux hôpitaux. Bail Breton, art. 14.

à la France. Jacques I^{er} l'institua en Angleterre où, après quelques années de monopole, on l'y établit de nouveau. Il se recommandait par sa modération, sa facilité de perception, son absence d'arbitraire. Par contre le droit sur les tabacs étrangers était assez fort depuis 1664 pour en détourner la masse des consommateurs ; celui sur les tabacs coloniaux trop faible pour être productif. D'ailleurs, même si modique, il empêchait ces derniers, déjà pénalisés par les frais de transport, de concurrencer les produits français. Aussi jusqu'en 1674 les tabacs consommés en France y furent-ils presque tous récoltés. La culture française fut encouragée, mais le résultat fiscal tout à fait médiocre. Les embarras financiers allaient exiger une autre solution.

III

La guerre, déclarée à la Hollande en 1672 et bientôt étendue à l'Empire, à l'Espagne et à d'autres puissances, obligea Louis XIV à des dépenses exceptionnelles. Pour y faire face, Colbert, déjà contraint malgré son sentiment intime d'augmenter les gabelles, demanda davantage aux aides et aux taxes indirectes sur les objets de luxe. Le règne devint l'une des époques les plus fertiles en créations d'impôts.

Parmi eux ceux qui affectèrent la forme d'un monopole eurent pour l'Etat un attrait particulier. La mainmise complète sur le produit en facilitait la taxation élevée. L'ignorance du coût exact de production, en

dissimulant en partie l'énormité de l'impôt, lui donnait une élasticité pour ainsi dire sans limites, à la seule condition de le faire porter sur un produit soit nécessaire, soit estimé du plus grand nombre.

Le tabac était en faveur. Colbert institua donc le monopole (1) en 1674. « L'usage du tabac étant devenu si commun dans tous les États, qu'il a donné lieu à la plupart des princes voisins de faire de ce commerce l'un de leurs principaux revenus, nous avons cru, dit le roi dans la déclaration du 27 septembre, que nous pouvions en établir un semblable dans nos États par le débit du tabac (2). »

Institué dès 1636 dans les royaumes de Castille et de Léon, en 1657 dans les États de Venise, en 1664 dans ceux de l'Église et en Portugal, en 1670 dans l'archiduché d'Autriche, le monopole faisait tache d'huile. La Russie l'adoptait en 1697, la plupart des États italiens et l'ensemble des provinces espagnoles dans le premier tiers du XVIII^e siècle. L'Angleterre l'avait subi un instant; la Prusse devait s'y convertir un jour. Jusqu'à la Révolution il fut le régime de droit commun pour la plupart des grandes nations. Seules celles qui, comme la Hollande, possédaient une classe marchande importante, des tra-

1. La nécessité de ressources extraordinaires obligea Colbert à cette création, contraire à ses idées. En 1680 il proposa au roi, s'il consentait à diminuer ses dépenses, d'abolir cette ferme et celle du papier timbré, comme préjudiciables au commerce du royaume. *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, par Pierre Clément, t. II, p. 104.

2. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XIX, p. 145.

ditions démocratiques puissantes, un goût et une science consommés des questions économiques, ne voulurent ni s'interdire un commerce qui les enrichissait, ni s'imposer des règles vexatoires, compagnes ordinaires du monopole. Elles se bornèrent à un léger droit d'importation et approvisionnèrent souvent les pays où existait une prohibition de culture, doublant ainsi le gain de leur récolte grâce au bénéfice de son transport. Mais, partout où le pouvoir du prince s'exerçait sans limites précises et sans contrôle efficace, l'État s'attribua pour la vente de cette denrée un privilège exclusif.

D'ailleurs, si l'usage du tabac était répandu, les théoriciens ne contestaient plus à cette époque son inutilité. Nous verrons souvent, au cours de cet exposé, réclamer la liberté au nom des intérêts du laboureur, de l'artisan, du colon, de l'armateur ; nous n'entendrons parler de l'emploi nécessaire du tabac que par les écrivains de la fin du XVIII^e siècle. En 1674 le principe opposé était acquis. La déclaration l'érigea en vérité légale : « Nous avons trouvé la proposition qui nous a été faite d'autant plus raisonnable, dit le roi, que ce n'est point une denrée nécessaire pour la santé, ni pour l'entretien de la vie. » Vingt ans plus tard, Vauban citait parmi les impôts à conserver « les eaux-de-vie et le tabac, à cause du mésusé. » (1)

Le monopole de 1674 ne concernait que la vente.

1. *Projet de capitation de 1694.*

« Voulons et nous plaît que tout tabac du cru de notre royaume, îles françaises de l'Amérique, tabac mâtiné du Brésil, et autres venant des pays étrangers, en feuille, rouleau, corde, en poudre, parfumé ou non parfumé, ou autrement, de quelque sorte et manière que ce soit, sera à l'avenir vendu et débité, tant en gros qu'en détail, par ceux qui seront par nous préposés. » La culture restait libre et libre aussi la vente si le produit était destiné à l'exportation. L'on pouvait même apporter dans le royaume toutes sortes de tabacs, à condition d'en payer les droits d'entrée qui étaient maintenus et de les céder aux fermiers. Tout privilège antérieur était révoqué ; toute infraction sévèrement punie.

Cette première forme du monopole parut aux contemporains tout à fait imparfaite. Superposer à des cultures disséminées sur tout le territoire un commerce exclusif, contraindre les laboureurs à payer un prix élevé une plante qui croissait sur leurs terres, c'était placer tous les producteurs entre le respect de la loi et leur intérêt, c'était s'obliger à une surveillance étroite et universelle, c'était provoquer la fraude. Cette faute initiale devait causer de grandes difficultés aux créateurs du monopole et les obliger à une réglementation de plus en plus rigoureuse.

Impopulaire dès ses débuts, le privilège de la vente ne s'établit pas en Guyenne et en Bretagne sans de graves émeutes. Il y partagea la haine qui avait accueilli la même année l'impôt du timbre, élevant les frais de procédure, et le droit de marque

de l'étain, atteignant la vaisselle du pauvre. A Rennes l'on saccagea les bureaux de la ferme (1). En certaines paroisses l'on dut surseoir à la perception. Des troupes rétablirent l'ordre matériel ; l'hostilité des esprits persista.

L'on présenta le monopole comme le résultat d'intérêts particuliers : « La vue de celui qui opéra cette installation fut de s'assurer, comme on a su, des pensions qu'il avait dessus. » M^{me} de Montespan, disait-on, s'en était fait concéder le revenu par le roi. On lui attribua en partie la stagnation des affaires : « Le parti du tabac peut passer pour un des établissements les plus fâcheux pour le commerce et la navigation... » On le maudit comme l'un des signes les plus odieux du malheur des temps (2).

Plus tard, il est vrai, les critiques devinrent moins violentes au fur et à mesure de l'amélioration du système. Si on lui reprocha toujours l'arbitraire de ses règles et les droits excessifs accordés au fermier, l'on reconnut sa nécessité dans l'état précaire du Trésor. Il se justifia par ses magnifiques résultats financiers.

1. L'évêque de Saint-Malo à Colbert : « Il suffit à présent de s'écrier devant le peuple : Voilà un maltotier ! pour faire assommer son ennemi. » Juillet 1675. *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, par G.-B. Depping, t. III, p. 265.

2. Mémoire sur le rétablissement du commerce présenté par les négociants de Paris, 1685. De Boislisle, *Mémoire sur la généralité de Paris*, p. 771 et suiv. Mémoire du sieur des Casaux du Hallay, député de Nantes, sur l'état du commerce, mars 1701. De Boislisle, *Correspondance du contrôleur général des finances avec les intendants des provinces*, t. II, p. 497.

Aussi, sauf une courte période de deux années, le monopole subsista-t-il jusqu'à la fin de l'Ancien Régime et s'étendit-il à la presque totalité de la France. En 1674 on l'avait établi dans tout le royaume mais, sans doute à cause de la guerre, la déclaration ne fut pas appliquée en Artois et en Flandre. D'autres provinces, réunies dans la suite, telles la Franche-Comté et l'Alsace, conservèrent également des législations spéciales.

IV

Au xvii^e siècle le procédé employé pour le recouvrement des impôts indirects était celui de la mise en ferme. L'État, dont les agents assuraient la rentrée des impôts directs, abandonnait ce soin à des fermiers pour la plupart des autres taxes.

En 1674 l'on agit de même pour le privilège exclusif de la vente du tabac. D'abord concédé à des fermiers spéciaux, comme il en était alors de la plupart des droits, il fut ensuite alternativement possédé par des compagnies particulières et par la ferme générale, puis à partir de 1730 solidement attaché à cette dernière qui en vint à centraliser tous les impôts et produits affermés.

Au reste avec l'un ou l'autre de ces organismes l'on suivait la procédure rappelée par l'ordonnance de 1629 : « Tous les baux à ferme de nos domaines, aides, gabelles et autres subsides et impositions, quelles qu'elles soient, seront faits en notre conseil en la

manière accoutumée (1). » La coutume c'était l'adjudication publique au plus offrant et dernier enchérisseur. En fait avec les fermiers généraux il n'y avait plus de concurrence possible. Le contrôleur général discutait avec eux de gré à gré et le même groupe de capitalistes se perpétuait aux affaires par des traités ou partis successifs. Un arrêt du Conseil, appelé résultat, donnait connaissance des obligations détaillées au bail.

Ce bail, conclu pour une période variable, mais qui était le plus souvent de six années, ne comprenait le nom que d'un seul adjudicataire. C'était celui d'un homme de paille, de condition très modeste, dont le nom servait en quelque sorte de raison sociale à un groupe de traitants. Ceux-ci, agréés par le Conseil du roi comme ses cautions, étaient les véritables fermiers et en portaient même le titre. L'adjudicataire leur cédait ses droits au bail et consentait, en échange d'un traitement fixe, à ce que l'on fit usage de son nom, s'engageant à signer « toutes les fois qu'il en serait requis. » (2) Toutes les affaires administratives et contentieuses de la ferme se poursui-

1. Art. 346. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XVI, p. 306.

2. En 1786, lors du bail Mager, il « a été expressément convenu que le dit Mager ne signera aucuns ordres, commissions, procurations ou autres actes généralement quelconques, qu'après qu'ils auront été visés, signés ou paraphés de sept au moins des dits sieurs intéressés » *Arch. nat.*, G⁴⁷. — Pendant le bail Girardin un arrêt de 1751 subroge Bocquillon à Girardin car ce dernier « ne peut plus vaquer aux dites fonctions, ni fournir journellement ses signatures ».

vaient en son nom, mais il n'en avait pas la responsabilité.

La gestion appartenait exclusivement aux cautions. Un acte de société intervenait entre elles, stipulant la solidarité, l'obligation pour les signataires de participer aux assemblées de la compagnie, et réglait leur quote-part respective dans le partage des profits ou des pertes. Dans les compagnies particulières elles avaient généralement des intérêts inégaux. L'égalité régnait au contraire dans la ferme générale où chacun des associés fournissait une même somme à titre d'avance ou de cautionnement (1).

Parfois les compagnies fermières trouvaient trop lourde leur administration. Aussi, dans certaines provinces, s'en déchargeaient-elles en adjugeant le produit de l'impôt à des sous-fermiers subrogés à leurs droits. L'on retrouvait alors le même système : un adjudicataire, simple prête-nom, et des traitants, cautions en apparence et uniques fermiers au fond.

De prime abord, confier à des particuliers le recouvrement des deniers publics peut paraître extraordinaire, mais cette préférence de l'État pour ce procédé peut aisément s'expliquer. Elle tenait à plusieurs causes. Outre que la tâche des fonctionnaires royaux s'en trouvait simplifiée, cela assurait la rentrée de l'impôt. A une époque où les guerres et la misère

1. Les fermiers généraux furent 40, puis 60 et de nouveau 40 après la réforme de 1780. La société fut, selon les cas, de 20 ou de 30 sols, chaque intérêt étant de 6 deniers.

anéantissaient le produit en certaines provinces, la garantie donnée par l'engagement d'une compagnie de financiers puissants n'était pas inutile. Mieux que le pouvoir ils pouvaient résister aux demandes de dégrèvements, surtout de la part des privilégiés, et, comme plusieurs des taxes affermées étaient arbitraires, c'étaient eux que poursuivait la haine populaire. De plus le Trésor recevait à jour fixe et d'avance la somme forfaitaire portée au bail. Il pouvait donc soit engager des dépenses, soit en solder d'anciennes, malgré les retards dans les rentrées et les baisses inattendues dans les rendements. Ainsi à des perceptions aléatoires et tardives c'était substituer pour le roi un encaissement prochain et certain.

Avantages chèrement payés. Le caractère en partie spéculatif des revenus de l'État incitait les fermiers à les évaluer fort bas. Sachant que leur fortune dépendait des recouvrements, ils mettaient tout en œuvre pour les opérer jusque sur les plus insolubles et usaient en prodiges des moyens rigoureux prévus par la loi.

Grâce à ce tribut, perçu sur l'État et les contribuables, leurs charges étaient très lucratives. Nombre de candidats y prétendaient et dans ce but payaient largement l'influence des courtisans. Le roi nommait les fermiers généraux par arrêt du Conseil qu'ils présentaient aux autres membres de la compagnie (1). Une fois parvenus à cette situation, ils dis-

1. La charge était le plus souvent possédée de père en fils. Celui-ci était d'abord adjoint. Vers 1780 l'on nomme plusieurs anciens fermiers,

tribuaient, pour la conserver ou en vertu de conventions secrètes, des sommes importantes en croupes et pensions à des personnes désignées par le roi.

Comme plusieurs fermiers étaient parvenus à une fortune éclatante, leur richesse, mise en parallèle avec la misère publique sur laquelle elle était prélevée, leur créa de nombreuses inimitiés. D'où la grande quantité de libelles publiés contre eux. Voici, par exemple, ce qu'on écrit d'un fermier du tabac : « Il est du su de tout le monde que, quoique le sieur Maynon soit depuis trente ans fermier général des cinq grosses fermes et depuis dix-huit ans de celle du tabac, on l'a vu à la fois à la tête de plus de vingt traités généraux... Peut-on pousser l'avidité plus loin?... Rien ne lui a coûté pour s'enrichir prodigieusement et on l'estime riche à plus de vingt millions... Ce sont ces biens immenses et illégitimes qui le mettent en état de tout entreprendre. Il brise pour ainsi dire toutes les portes à force d'argent (1). »

Si certains fermiers généraux commettaient des abus, l'opinion publique, il faut le dire, leur était plus hostile qu'ils ne le méritaient. Bien souvent ils n'étaient que les instruments de l'arbitraire royal et, loin de le créer, le tempéraient. Leurs bénéfices exagérés avaient pour contre-partie des avances considérables et des risques énormes. Plus d'une fois ils

fermiers honoraires. Le roi leur donne pouvoir d'assister et de délibérer aux assemblées de régie.

1. *Arch. nat.*, G⁷ 1295.

permirent au Trésor de tenir ses engagements et sauvèrent, avec la parole donnée, l'honneur de l'État. Enfin ils disciplinèrent leurs agents, les soumirent à des règles minutieuses et créèrent en partie l'administration moderne.

CHAPITRE II

Les Compagnies fermières du monopole

I

Le premier bail de la ferme du tabac fut consenti en 1674 à Breton « pour en jouir dans toute l'étendue du royaume, pays et terres de notre obéissance ». La ferme de la marque de l'étain lui fut également dévolue. (1) Pendant les six années de ce bail, Breton paya une redevance annuelle de 500.000 livres d'abord, de 600.000 ensuite pour les deux droits réunis. En raison de ses frais d'établissement et des tabacs restant encore dans le commerce, trois mois de jouissance gratuite lui furent accordés.

Pour liquider la situation antérieure, le roi exigea des marchands une déclaration presque immédiate. Elle fit connaître le tabac existant en quantité et en qualité, en permit l'inventaire et la marque, en empêcha toute soustraction. Dans les trois mois les possesseurs le durent vendre. Passé ce délai, si ceux des ports de mer eurent encore la faculté de le transpor-

1. Résultat du Conseil du 30 novembre 1674 portant bail à Breton, *Arch. nat.*, AD XI, 48.

ter hors du royaume, ceux de l'intérieur durent le céder aux préposés, « sur le pied de l'achat, sans fraude, moyennant qu'il soit bon, loyal et marchand. »

Malgré la modicité apparente du prix de son bail, la compagnie de Breton ne put faire face à ses engagements. Celle de Boulet qui lui succéda en 1680 ne paraissait pas beaucoup plus prospère quand Colbert, désireux d'abaisser les frais de perception des diverses fermes, les groupa et forma ainsi la ferme générale. Les frais généraux devaient être moindres ; le prix d'adjudication plus élevé. Le bail particulier du tabac fut résilié et le monopole joint en octobre 1681 aux droits perçus par la ferme générale, mais sans voir, si l'on en croit Forbonnais, son rendement évalué plus haut (1).

L'activité des fermiers généraux se manifesta dès avant leur entrée en jouissance par une mesure des plus importantes : une ordonnance du 22 juillet 1681 déterminait leurs droits et établissait les règles les plus détaillées pour les faire respecter (2). Ce texte fut capital. La plupart des arrêts du Conseil qui suivirent ne firent que le rajeunir et le commenter.

1. Forbonnais, *Recherches et considérations sur les finances de France*, t. I, p. 537. Le chiffre de 500.000 livres est également indiqué par un mémoire compris dans G⁷ 1295. Toutefois, en 1686, Desmaretz, futur contrôleur général, fixe son revenu à 1.000.000 depuis 1681. De Boislisle, *Correspondance*, t. I, p. 544.

2. *Arch. nat.*, AD XI, 48. L'analyse détaillée de cette ordonnance est dans Guyot, *Recueil universel de jurisprudence*, t. XVI, p. 635 et suiv.

Cette arme permit à la ferme générale une exploitation plus heureuse (1). Sa redevance s'éleva bientôt à 800.000 livres et le monopole paraissait lui être pour toujours uni quand, en septembre 1697, un bail distinct fut consenti pour le tabac à Nicolas Duplantier (2).

Une offre de 1.500.000 livres par an avait décidé le contrôleur général à traiter avec une compagnie particulière dont le fermier Maynon était le principal intéressé (3). Le fermier s'engageait en outre à verser à l'adjudicataire général des fermes un abonnement de 100.000 livres pour les droits d'entrée, de sortie, de transport et autres faisant partie du bail des fermes générales.

La nouvelle compagnie essaya de s'éterniser. Elle signa trois autres baux de six ans. « En 1703 les fermiers qui sont en place surprirent le Conseil et les ministres pour qu'il n'y eût point d'enchères, ni d'affiches. On leur a continué la ferme par un résul-

1. La jouissance eut lieu sous les noms de Fauconnet (résultat du 26 juillet 1681), Domergue (résultat du 18 mars 1687), et Pointeau (résultat du 12 septembre 1691).

2. Par résultat du 30 avril 1697, Thomas Templier avait été déclaré adjudicataire des fermes générales, y compris le tabac. On résilia le bail pour ce dernier objet. Guyot, *Recueil universel de jurisprudence* t. XVI, p. 639.

3. L'usage se maintint de traiter la ferme du tabac de ferme générale, non plus parce qu'elle s'étendait à la généralité des droits affermés, mais parce qu'elle englobait la totalité des provinces soumises au privilège exclusif. L'on faisait ainsi allusion à l'époque encore peu ancienne où la perception de l'impôt était adjugée par province.

tat du Conseil contre l'ordonnance. » De même en août 1708, bien que le bail eût encore quatorze mois de durée, « la Cour étant à Fontainebleau, ils ont demandé par un autre résultat la continuation de la ferme, le tout pour prévenir qu'il n'y eût point d'affiches et par ce moyen ôter au public la liberté d'augmenter la ferme ». En décembre 1714 un nouveau résultat eut encore lieu à leur profit : « Sa Majesté, considérant qu'il est temps de procéder au renouvellement de la dite ferme..., aurait mandé en son Conseil les cautions dudit Michault... pour leur faire entendre que son intention était de faire un nouveau bail de six années... (1) » Elles l'acceptèrent sous le nom de Guillaume Fitz, bourgeois de Paris, moyennant 2.000.000 les deux premières années et de 2.200.000 les quatre autres.

La règle de l'adjudication semblait se perdre. Les fermiers la déclaraient dangereuse à une époque où, par suite des guerres et de la famine, la consommation était diminuée. Se sachant nécessaires, ils ne parlaient pas sans hauteur. Leur force était faite de leur richesse et de la détresse continuelle du Trésor royal auquel ils faisaient des avances à l'heure des échéances critiques. Le Conseil, heureux de conserver des hommes connaissant la gestion de la ferme, ayant un personnel exercé et un crédit de premier ordre, leur abandonnait trop facilement peut-être

1. *Arch. nat.*, G¹ 1293 et 1294. Résultat du Conseil du 18 décembre 1714.

une partie notable des revenus de l'impôt. Du moins des sociétés rivales et évincées accablaient-elles les bureaux du contrôleur général d'observations malveillantes. Elles s'étonnaient dans leurs mémoires de voir le privilège exclusif rapporter seulement 2.000.000 en France tandis qu'avec une population bien moindre il produisait 3.100.000 en Portugal, 4.500.000 en Espagne. Elles écrivaient en 1715 : « La cause de cette disproportion extraordinaire d'une même ferme en des royaumes si peu peuplés par rapport à la France n'est pas difficile à démêler. En Espagne et en Portugal toutes les enchères ont été reçues ; en France elles ont été toutes rejetées, et on ne saurait disconvenir qu'il ne soit contre la prudence de laisser pendant dix-huit ans une ferme au même fermier par des résultats du Conseil sans vouloir écouter aucune enchère. C'est le vrai moyen de n'en jamais connaître la juste valeur (1). »

L'une de ces compagnies, enhardie sans doute par le patronage du duc du Maine, se fit remarquer par ses plus vives instances. Elle demanda la résiliation du bail : « Tous les temps nous ont convaincus que dès que la religion d'un ministre a été surprise, il n'a pas hésité à résilier soit les baux, soit les traités tels qu'ils aient été.... » La mort de Louis XIV lui fournit un nouvel argument : « Cet usage qui est constant doit avoir plus de lieu dans une minorité qu'en tout autre temps puisque tout ce qui a été fait sous le rè-

1. *Arch. nat.*, G⁷ 1295.

gne précédent doit être nécessairement confirmé par la régence pour être valable. » (1) Et elle fait valoir en effet grand nombre de résiliations récentes.

Repoussée sur ce point, elle fatigua de ses placets le duc d'Orléans et les divers Conseils. Ses offres, supérieures aux chiffres du bail en cours, furent cependant refusées. L'on ne voulait pas risquer une aventure avec une compagnie sans expérience et compromettre la rentrée d'un impôt dont partie du produit était engagée d'avance (2). Elle envoya alors une dénonciation à la Chambre de justice créée en mars 1716 pour juger les traitants coupables d'exactions envers le peuple ou de péculat envers le roi. « Tous les sujets du roi voient avec une extrême douleur les malversations et concussions considérables commises par la ferme générale du tabac... Il n'y a point de ferme dans le royaume sur laquelle les intérêts de Sa Majesté

1. C'est une allusion à ce principe de notre ancien droit public disant que les obligations assumées par un roi lui restent personnelles et ne se transmettent pas juridiquement à son successeur. « La couronne, dit Loyseau, n'est pas purement héréditaire ni par testament ni même *ab intestat*, mais est déférée par la loi du royaume au premier prince du sang... sans que pourtant il soit tenu pour héritier, ni chargé des dettes du roi son prédécesseur... » *Des offices*, p. 101 de l'édition de 1678.

2. Des tableaux des revenus ordinaires pour les années 1699 à 1707 publiés par de Boislesle, *Correspondance*, t. II, p. 579 et s., il ressort que chaque année partie du produit du tabac servait à garantir les dettes. Cette fraction engagée par avance s'élève en 1706 à 430.000 livres. Les budgets des années suivantes sont inconnus, mais, au milieu du désordre financier qui y régna, l'on anticipa vraisemblablement davantage sur les revenus afferlés.

et du public aient été plus ouvertement blessés. Les trésors immenses qu'elle renferme et que les fermiers actuels se sont appropriés injustement leur ont procuré des fortunes éclatantes... » Une procédure en récusation d'un magistrat allié du fermier retarda l'affaire. Dans l'intervalle le régent, circonvenu, obsédé par l'intervention des protecteurs intéressés de nombreux financiers, supprima la Chambre de justice et la poursuite du même coup (1).

II

Cependant la compagnie du fermier Maynon qui gérait la ferme depuis 1697 n'acheva pas son quatrième bail. « Selon les bruits publics, la Compagnie d'Occident pense à la ferme générale du tabac, » annonça-t-on bientôt. Cette compagnie, créée en août 1717, avait le monopole du commerce de la Louisiane. Après publications le privilège lui fut concédé pour six années à dater d'octobre 1718 moyennant 4.020.000 livres par an (2). Ce fut une vraie révolution. Elle se chargea en effet « de fournir le royaume de tabac propre à être râpé et fumé provenant des cultures des colonies françaises, pour le transport duquel elle ne pourra se servir que de

1. L'hostilité des négociants n'en fut pas diminuée. Sans grand souci du vraisemblable, un mémoire de 1718 prétend démontrer que le fermier gagne net 6.280.000 livres par an. *Arch. nat.*, G⁷ 1295.

2. Résultat du Conseil du 1^{er} août 1718 sous le nom de Jean Ladmiral. *Arch. nat.*, AD XI, 49.

matelots français et de vaisseaux français ». Jusquelà la ferme s'était approvisionnée en France et surtout à l'étranger car les fraudes provoquées par la culture dans la métropole avaient conduit à une limitation de plus en plus étroite des lieux de plantation. L'étranger vit ainsi créer pour les approvisionnements une préférence en sa faveur.

Or le tabac croissait avec succès dans certaines terres françaises d'Amérique et on l'acclimatait en Guinée. Le tabac de Saint-Domingue notamment avait été connu et apprécié en France mais, soit par crainte de versements frauduleux, soit par suite d'un gain plus fort réalisé sur les autres tabacs, les fermiers antérieurs s'en étaient montrés les adversaires. « On sait assez la peine qu'avaient eue nos plantations de tabac de Saint-Domingue à combattre la vogue et la réputation des plantations anglaises de Virginie... Les nôtres avaient enfin gagné le dessus ; on ne pouvait assez en apporter en France ni la France assez en fournir et envoyer dans les États et royaumes du nord, lesquels ne voulaient plus que de celui-là. » Ce commerce occupait plus de soixante vaisseaux. Mais le parti du tabac survint et avec lui l'embarras, puis la ruine pour les planteurs coloniaux. « Ce parti a tellement gêné les habitants, qu'ils ont déjà, par trois fois, en différents temps, arraché leur tabac et cessé d'en planter ; en sorte qu'aujourd'hui ils n'en font que peu ou point du tout. Les fermiers du tabac ont toujours regardé avec ombrage le tabac venant des colonies... Il n'est point

de rigueurs qu'ils n'aient exercées pour dégoûter de ce commerce les habitants et les marchands » (1). Le Conseil du commerce indique les résultats de cette conduite: « Les habitants de l'île de Saint-Domingue ont été obligés de chercher ailleurs des établissements parce qu'ils ne pouvaient plus continuer la culture et le commerce du tabac aux conditions qui leur étaient imposées. Cet abandon mettait les fermiers du tabac dans la nécessité d'en tirer d'Angleterre, de Hollande et de Portugal pour plusieurs millions qu'ils payaient en argent au préjudice de nos îles et du commerce des sujets du roi » (2).

Mieux valait, pensa-t-on en 1718, échanger les tabacs coloniaux contre des marchandises françaises. Ainsi leur achat n'entraînerait plus la sortie d'un numéraire dont la possession était regardée par l'école mercantile comme un gage de prospérité. A ceux qui craignaient pour les cultures de la métropole, l'on répondit: « Elles se soutiendront toujours par leur proximité et par la ressource dont elles sont en temps de guerre ». D'ailleurs l'on disait le tabac du Mississipi meilleur que celui de France parce que cultivé sous le 30° degré de latitude au lieu du 45°. Puis combien le nouveau système serait plus favorable aux colonies dont la culture serait encouragée, à la marine dont de nombreux matelots, licenciés

1. Mémoire présenté par les négociants de Paris et Mémoire du sieur des Casaux du Hallay.

2. *Arch. nat.*, F¹² 51, folio 88.

depuis la paix, étaient sans travail. Faire prospérer les colonies et entretenir de nombreux vaisseaux, voilà surtout les buts désirés par le Conseil du roi. Le bail fait à la Compagnie d'Occident, bien qu'il présente une hausse de prix, fut dicté moins par des motifs fiscaux que par des considérations commerciales.

III

Les conditions du bail de 1718 ne furent jamais complètement exécutées. Pour rétablir les cultures là où elles avaient disparu, pour les étendre et les porter à un point de perfection suffisant, plusieurs années étaient nécessaires. L'engagement pris par la Compagnie d'Occident de fournir les consommateurs de tabacs coloniaux ne valait qu'après une période de trois ans. Avant cela des transformations radicales s'opérèrent. La première fut la disparition de la Compagnie d'Occident fondue en mai 1719 avec la Compagnie des Indes. Celle-ci, distraite des objets de commerce dont elle devait s'occuper uniquement et devenue le centre des opérations de finances de Law, eut besoin d'un crédit plus grand et dans ce but réunit nombre d'entreprises lucratives. Elle remplaça dans la traite des nègres les Compagnies de Guinée et du Sénégal, s'annexa en mai 1719 la Compagnie de Chine, devint en août adjudicataire des fermes générales et en septembre des droits d'aides. Le bail du tabac suivit la Compagnie qui en était

fermière : il passa à la Compagnie des Indes, mais on ne l'y reçut pas dans le même esprit.

Dès les premiers jours de leur jouissance, les directeurs de la Compagnie des Indes demandèrent au Conseil la conversion du monopole de la vente en un droit à l'entrée. De la liberté donnée au commerce ils attendaient un accroissement de la navigation et de la culture des colonies. La Compagnie percevrait le droit et paierait toujours 4.020.000 livres. N'ayant plus à surveiller que les frontières, elle ferait une économie notable. Tout cela n'irait pas sans un sacrifice : la liberté du commerce entraînerait la prohibition des restes d'une culture intérieure déjà si restreinte.

Ce que la Compagnie demandait, c'était le retour du régime de 1629 mais un retour productif, pensait-elle, et à cause de l'interdiction de planter en France qui obligerait tous les tabacs à payer le droit et à cause de l'énormité même de ce droit. Ce système avait toujours eu de nombreux partisans. Il plaisait à l'État parce que plus simple, plus agréable au public. Déjà on l'avait étudié : « Feu M. de Seignelay, ministre très attentif à tout ce qui pouvait avoir rapport à la marine et aux colonies, y a fait travailler pendant deux ans par les plus habiles gens qu'il pût trouver... » Le Conseil du commerce avait bien exprimé des doutes sur le produit possible de ce système, mais en général il était demandé par l'opinion et le commerce (1). « Il était d'ailleurs malaisé, dit

1. *Arch. nat.*, G¹ 1295. « Sur la proposition de rétablir la vente du tabac, l'espérance d'une augmentation des droits d'entrée par la

Forbonnais, que des négociants ne n'aperçussent pas qu'il est impossible d'améliorer aucun établissement sous le joug destructif des monopoles (1). » Le remède avait été indiqué : « Il sera très facile d'indemniser le roi de ce que lui produit cette ferme, en mettant de si gros droits d'entrée sur cette marchandise que Sa Majesté retire plutôt plus que moins (2). »

Un arrêt du Conseil du 29 décembre 1719 révoqua en conséquence le privilège de la vente exclusive du tabac, possédé par les Compagnies d'Occident puis des Indes sous le nom de Jean Ladmiral (3).

Chacun put le fabriquer et en faire commerce en gros ou en détail à la condition de l'introduire dans le royaume par certaines villes désignées et d'en acquitter la taxe. Par contre défense à tous d'en ensemen-
cer leurs terres à l'avenir. Le droit d'entrée, variable selon la provenance et la qualité, protégea les tabacs coloniaux français et ceux des provinces

grande consommation qu'on suppose que produirait cette liberté n'est pas si certaine qu'on pût compter sûrement que le roi serait dédommagé par là des droits que Sa Majesté en tire par la ferme présente. » Conseil du commerce, juillet 1701. *Arch. nat.* F¹² 51, folio 49. — Mémoire de M. le Pelletier, député de Paris, au Conseil du commerce, 1701. De Boislisle, *Correspondance*, t. II, p. 501.

1. Forbonnais, *Considérations sur les finances de France*, t. I, p. 538

2. *Arch. nat.*, G⁷ 1295.

3. *Arch. nat.*, G¹ 104. Cet arrêt déclare dans son article 8 : « Sa Majesté a réuni à ses fermes générales, dont la Compagnie des Indes est adjudicataire sous le nom d'Armand Pillavoine, la ferme des droits d'entrée sur le tabac. » Union éphémère qui ne dura qu'un an.

françaises hors de l'ancien monopole au détriment de ceux de l'étranger (1).

Le résultat fut déplorable. Les tabacs de la Louisiane et des îles françaises des Antilles, n'ayant jamais été encouragés jusque-là, ne purent pas, malgré la différence des droits, soutenir la concurrence étrangère (2). Les consommateurs se plaignirent de la mauvaise qualité des produits dont les prix, loin de baisser, augmentèrent. La fraude se développa, activée par la hausse du bénéfice et facilitée à l'intérieur par la disparition de toute surveillance.

Pour remédier à ces versements considérables opérés en fraude des droits, une déclaration du 17 octobre 1720 donna à la Compagnie des Indes le privilège exclusif de l'entrée des tabacs (3). Elle les vendrait en feuilles aux commerçants dans ses magasins et ceux-ci ne devraient les revendre qu'après les avoir façonnés. C'était, dix mois après le rétablissement de la liberté de la vente, en constater l'échec et la réduire de moitié. La marche des événements empêcha même d'en conserver les restes. La chute

1. Tarif du 29 décembre 1719. Par quintal : 300 livres pour les tabacs d'Espagne en poudre, 150 pour ceux du Brésil, 75 pour ceux de Virginie, 30 pour ceux de Lorraine et des provinces franches, 60 pour ceux des colonies françaises à part la Louisiane qui bénéficie d'un droit de 25 livres pendant la durée du privilège de la Compagnie des Indes et de 50 ensuite. L'arrêt du 3 mars 1720 complète ce tarif comme suit : 200 livres pour les tabacs de la Havane et 75 pour ceux du Levant, toujours par quintal. *Arch. nat.*, AD XI, 49.

2. Dupin, *OEconomiques*, t. I, p. 331.

3. *Arch. nat.*, AD XI, 49.

du système de Law entraîna celle de la Compagnie des Indes qui lui était étroitement unie. Le bail des fermes générales lui fut retiré en janvier 1721. De ce jour elle devint incapable d'exécuter sérieusement celui du tabac. Elle n'eut plus de gardes sur les côtes et les frontières; elle n'ouvrit pas les magasins destinés à approvisionner les fabricants et préféra leur donner des permissions pour importer le tabac sans intermédiaire. Au milieu de ce désarroi, les entrées de tabac de fraude devinrent si intenses qu'un mémoire présenté au Conseil en déclara les consommateurs fournis pour plusieurs années. Le revenu du Trésor se trouvant fort compromis, le gouvernement en revint au monopole.

IV

L'expérience de 1719 avait tourné au désastre. Elle désabusa les partisans de la liberté et permit à l'arrêt du Conseil du 19 juillet 1721 d'établir un nouveau monopole, sur le modèle de celui de 1674, mais plus complet puisqu'il joignit l'interdiction de la culture à celle du commerce.

Un bail, consenti à une compagnie particulière sous le nom de Duverdier, tint compte des circonstances défavorables et des dépenses nécessaires pour réorganiser la ferme. La redevance ne fut fixée qu'à 1.300.000 livres au début, 3.000.000 les dernières années (1). L'abonnement de 100.000 livres pour les

1. Résultat du Conseil du 19 août 1721 portant bail à Édouard Duverdier pour neuf ans et un mois à dater du 1^{er} septembre, 1,300 000 pour

droits d'entrée, sortie et autres dépendant des fermes générales, est stipulé en sus du prix. Cela se fit sans adjudication publique, de crainte d'attirer l'attention des fraudeurs et d'activer la disparition des stocks de tabacs existants. On les frappa, en effet, par mesure transitoire et pour élever de suite leurs prix au niveau de ceux du fermier, d'un droit de marque, acquitté par tous les détenteurs avant de pouvoir en disposer (1). S'ils les vendent Duverdier peut les prendre par préférence, au prix convenu, et acquérir de même les lieux servant de manufactures, magasins et bureaux (2).

Une déclaration du 1^{er} août 1721 organisa le privilège exclusif dans les plus grands détails (3). Elle est au second monopole ce que l'ordonnance de 1681 est au premier, s'en inspire largement, mais y ajoute tout ce que l'expérience acquise a fait juger nécessaire (4). C'est le règlement principal régissant la ferme.

les treize premiers mois, 1.800.000 la seconde année, 2.500.000 la troisième et 3.000.000 chacune des six autres. L'on prévoit une diminution annuelle de 500.000 livres si la liberté des plantations est rétablie. *Arch. nat.*, G¹ 6.

1. Bail Duverdier, art. 2.

2. Bail Duverdier, art. 5.

3. *Arch. nat.*, AD XI, 49.

4. Le préambule de la déclaration justifie son utilité : « D'ailleurs on n'a pu prévoir par la déclaration du 27 septembre 1674, et par l'ordonnance du mois de juillet 1681, tout ce qui était nécessaire tant pour la régie de ladite ferme que pour le jugement des fraudes, contraventions et autres contestations, ce qui a donné lieu à un grand

Bien que Duverdier eût stipulé une forte indemnité en cas de résiliation, sa jouissance fut éphémère. Des arrangements pris avec la Compagnie des Indes obligèrent le roi à lui transférer, non seulement la possession du bail, mais encore la propriété du monopole.

Lors de la création de la Compagnie d'Occident le pouvoir royal avait constitué une rente en sa faveur. A la suite d'opérations diverses, l'on rétablit la Compagnie des Indes, son héritière, dans cette rente de trois millions au principal de cent qui était garantie par le produit de l'impôt du tabac. Pour acquitter sa dette, le Conseil du roi résolut de lui abandonner la propriété du monopole. L'arrêt du 1^{er} septembre 1723 le lui aliéna à compter du 1^{er} octobre (1). « Elle exercera ce privilège, y est-il dit, comme chose à elle appartenant en pleine propriété, sans pouvoir augmenter le prix des tabacs. » Un contrat n'estima cette vente qu'à une somme de 90 millions produisant 2.500.000 livres d'intérêts et déclara que l'une des parties ne pourrait pas actionner l'autre pour faire modifier cette évaluation. Le roi l'effectua « tant pour encourager la plantation du tabac dans les colonies

nombre de déclarations, arrêts de notre Conseil... Nous avons jugé nécessaire d'expliquer notre intention sur l'exécution des différents règlements ci-devant rendus au sujet de ladite ferme... »

1. Déjà un arrêt du 22 mars de la même année lui avait de nouveau accordé la jouissance du privilège exclusif, également à dater du 1^{er} octobre et sous le nom de Pierre Lesueur. Les deux arrêts de 1723 sont compris dans AD XI, 49.

ue pour assurer de plus en plus l'état et la fortune des actionnaires. » Mais cela appauvrit au contraire le Trésor qui, pour ne plus servir quelques intérêts, aliénait un impôt susceptible de plus-values régulières. Cependant le roi déclare (1) « que si ce même fonds de 90 millions, qui est le patrimoine des actionnaires, était resté dans la circulation du commerce de la Compagnie, il lui aurait produit annuellement de bien plus grands bénéfices que ne peuvent être ceux de la vente exclusive du tabac, à quelque somme qu'ils puissent monter. »

Par le canal d'un Conseil de huit directeurs, la Compagnie des Indes fait d'abord valoir le privilège sous le nom de Pierre Lesueur, puis en 1730, époque où le tabac rapporte plus de sept millions, en confie la régie aux fermiers généraux (2) mais en conserve

1. Edit. de juin 1725 portant confirmation de l'aliénation, art. 7, *Arch. nat.*, AD XI, 49.

2. Le 5 septembre 1730 la ferme générale reçoit le tabac pour huit ans sous le nom de Pierre Carlier moyennant 7.500.000 livres les quatre premières années et 8.000.000 les quatre autres. Comme Carlier n'a plus alors les traites et gabelles que pour deux ans, ce bail est résilié en 1732 et le tabac suit les autres droits dans le bail Nicolas Desboves aux prix acceptés en 1730. Ainsi la Compagnie des Indes qui dans le contrat de 1723 avait reçu un impôt dont le produit était estimé 2 500.000 livres vit ce chiffre tripler en sept années.

Le chiffre de 8.000 000 fut maintenu en 1738. Préambule de l'ordonnance de juin 1747 « ... Ne pouvant pas déterminer avec précision l'augmentation qu'elle pourrait encore produire (la ferme), nous en avons depuis 1738 fixé le prix, par rapport à la Compagnie, aux mêmes 8 millions qu'elle en avait retirés par le bail de 1730 ; nous réservant de lui tenir compte de ladite augmentation lorsqu'elle serait connue

la propriété. L'État, lié par son contrat assiste passivement à la progression du produit, sans en rien toucher. Il se borne à reconnaître que les soins et les dépenses de la Compagnie ont contribué à cette hausse dans une large mesure.

Enfin par une ordonnance de juin 1747 le roi se détermine pour le bien de ses finances à lui retirer cette propriété et à la réunir à ses autres droits. L'État en échange se reconnaît débiteur de la Compagnie d'une somme de 170 millions, soit une plus-value de 80 millions réalisée par cette dernière. Ce changement ne modifie pas la régie car le roi la laisse à la ferme générale. A la date du 1^{er} juillet 1747 le Trésor redevient maître de son revenu.

A partir de 1730 l'exploitation du monopole fut donc confiée à la ferme générale d'une manière continue(1). Durant les soixante années de sa jouissance les baux enregistrèrent des augmentations constantes. L'impôt, dont les révolutions successives avaient contrarié l'essor, se développa et s'améliora de jour en jour. Guyot put écrire : « L'événement justifia le

et constatée par une plus longue jouissance, comme devant légitimement lui appartenir au titre dudit contrat, et tant qu'il subsistera. »
Arch. nat., AD XI, 51^a.

1. Cela par une série de baux de six ans commençant au 1^{er} octobre des années : 1732, Nicolas Desboves ; 1738, Jacques Forceville (résultat du 16 septembre) ; 1744, Thibault Larue ; 1750, Jean Girardin (résultat du 21 octobre 1749) ; 1756, Pierre Henriot (résultat du 5 octobre 1755) ; 1762, Jean-Jacques Prévost (résultat du 30 décembre 1761) ; 1768, Julien Alatarre (résultat du 19 mai 1767) ; 1774, Laurent David ; 1780, Nicolas Salzard ; 1786, Jean-Baptiste Mager (résultat du 19 mars).

parti qui avait été adopté de réunir l'exploitation du privilège de la vente exclusive du tabac à celle des fermes générales : l'harmonie qui régna entre les différentes parties, en simplifiant la régie, mit plus à portée de la perfectionner, et la ferme du tabac fit successivement des progrès qu'elle dut principalement aux soins et à l'attention continuelle avec lesquels les différents détails qui y sont relatifs furent suivis. (1) »

Au lendemain de leur prise de possession, les fermiers généraux supprimèrent les commis et gardes spéciaux du tabac, ceux des fermes devant suffire à l'un et à l'autre service. Ils prirent les mesures les plus propres à diminuer les frais et rédigèrent notamment en mars 1731 un ordre de travail établissant des règles si ingénieuses, une surveillance si bien combinée, que les administrations suivantes n'y ont rien pu ajouter (2). Malgré les difficultés et les oppositions de toute nature semées sur leur route, ils firent sentir leur impulsion puissante jusqu'aux frontières de l'État.

1. Guyot, *Recueil universel de Jurisprudence*, t. XVI, p. 647.

2. Stourm. *Les Finances de l'Ancien Régime et de la Révolution*, t. I, p. 366. L'ordre de travail de 1731 est analysé dans Moreau de Beaumont, *Mémoires concernant les droits et impositions*, t. IV, p. 37 et suiv.

V

Au fur et à mesure de l'extension du royaume les fermiers avaient vu s'élargir les limites de leur régie. En 1689 elle s'étend aux prévôtés démembrées du Barrois et réunies aux Trois-Évêchés (1). En 1714 ils établissent la vente exclusive « dans la principauté d'Orange et dans les lieux cédés à la France par le roi de Sicile par le traité de paix conclu à Utrecht » (2).

Plus tard c'est la principauté de Dombes qui est englobée. Dès 1704 son prince souverain, le duc du Maine, afferme, à l'imitation du régime français, la culture, le commerce et le débit des tabacs de sa principauté (3). Il est vraisemblable que les fermiers du roi font valoir cette ferme, mais en tout cas elle est incorporée au privilège français dans les baux postérieurs à 1762, époque où cette souveraineté est réunie à la couronne.

En Lorraine même situation. D'après le privilège concédé en 1700, le fermier doit y planter des tabacs et les fabriquer dans trois manufactures (4). Le fermier de France le négocie bientôt pour se mettre à couvert des versements de cette province mais il ne pa-

1. En raison de cette annexion le bail Domergue est augmenté de 6 000 livres.

2. Bail Fitz.

3. Bail consenti à Pierre de Lagarde moyennant 1.000 livres par an. *Arch. nat.*, AD XI, 48.

4. Il se cultivait alors en Lorraine et Barrois environ 1.800 arpents en tabac. Dupin, *OEconomiques*, t. I, p. 329.

rait pas devoir l'obtenir, « étant de son intérêt de ne pas faire valoir les plantations ni les établissements auxquels le Conseil de S. A. R. de Lorraine a une vive attention » (1). Toutefois il entre en possession en 1708. Voici le traité de Vienne de 1735 qui assure à la France la propriété de la Lorraine et du Barrois (2). Stanislas en gardant l'usufruit et exerçant la souveraineté, « les baux de la ferme de Lorraine sont jusqu'à sa mort passés en son nom et par lettres-patentes de sa chancellerie. » En 1762 on comprend ce pays dans le bail des fermes et un édit de novembre 1771 décide qu'à l'avenir les qualités et prix des tabacs y seront les mêmes que dans les autres provinces (3). Le produit de ces droits reste évalué à part dans le calcul des fermes, mais il n'y a là qu'une différence de comptabilité. La Lorraine est sous la loi générale et uniforme du privilège exclusif.

En 1686 le fermier de France prend la ferme du tabac de Charleville qui appartient au prince de Condé. Il la possède encore en 1719 moyennant 4.500 livres par an et y renonce sans doute quand le monopole disparaît momentanément du royaume. Des

1. Mémoire non daté sur la ferme du tabac en Picardie, Champagne et Bourgogne. *Arch. nat.*, G¹ 1291.

2. Il semble qu' le fermier français ne posséda pas la ferme de Lorraine sans interruption depuis 1708. Mais il en reprit la jouissance dès le 1^{er} octobre 1737. *Arch. nat.*, G¹ 6.

3. Mémoire de la ferme générale à Louis XVI, non daté. *Arch. nat.*, G¹ 131.

fermiers particuliers en ont alors la jouissance. Ils doivent y entretenir au moins vingt journaux de terre en tabac et ne vendre les produits aux consommateurs que 8 sols la livre. La ferme générale reprend cette régie pour 12.000 livres en janvier 1771 et y unifie les prix avec ceux des provinces de monopole (1). La ferme y reste distincte de celle de France. Il y a bail spécial, nomination des employés par le prince, mais les fermiers y ont réalisé comme partout ailleurs la seule unité qui leur tienne à cœur parce que seule elle empêche les versements : celle du prix.

Le Clermontois, où le prince de Condé a tous les droits utiles, suit la même évolution. Comme à Charleville le fermier y doit entretenir « une plantation de tabac en telle quantité qui sera déterminée chaque année par le Conseil de S.A.S. (2) » Puis en 1784 le roi acquiert les droits du prince et ce pays est soumis au régime de droit commun.

La ferme, malgré son désir d'agglomérer davantage les territoires soumis à sa régie, est obligée de respecter les provinces franches. Mais, si elle n'étend pas l'exercice de son privilège sur la France entière, elle l'étend par contre jusque sur des régions étrangères.

Pendant la guerre de succession d'Espagne, les troupes ayant occupé le comté de Nice, le sous-fer-

1. Nombreuses pièces sur l'établissement de la ferme générale dans ce pays, *Arch. nat.*, G¹ 22, 107.

2. *Arch. nat.*, G¹ 22.

mier de Provence y prend la ferme du tabac (1), et demande au contrôleur général son appui contre le sénat de cette ville qui lui refuse justice.

Cette jouissance de la ferme de Nice fut de courte durée. Il en est autrement du Comtat-Venaissin. Cette province, enserrée au milieu des territoires français, avait conservé la liberté complète des cultures. Un concordat du 12 mars 1734 les défend au contraire; établit un privilège exclusif au profit du Pape et l'affirme à perpétuité aux fermiers généraux du roi, par baux de neuf ans, sous le nom d'un bourgeois d'Avignon (2). Pareil traité existait déjà pour les gabelles. Le Comtat supporte dès ce moment la législation française, à charge pour les fermiers de payer 230.000 livres par an, prix invariable, très supérieur au bénéfice possible des ventes, mais qui prouve leur volonté de faire disparaître tous les abris de contrebande.

VI

En même temps que s'étend la ferme, son produit s'élève de plus en plus. Évalué à 8.000.000 de 1734 à 1738, il n'est pas l'objet d'une estimation distincte

1. C'est toujours de peur de la contrebande. Dans le comté de Nice, comme le duc de Savoie n'a établi qu'un léger droit, le tabac ne vaut que 7 sols la livre.

2. Le concordat, signé par le nonce Delci et M. Rouillé, fut suivi d'un règlement du 31 mars édictant à peu près les mêmes règles qu'en France, mais des peines moins sévères. *Arch. nat.*, G¹ 6.

dans les baux suivants, mais on le retrouve dans celui de 1756 pour une somme de 15.000.000, de 22.208.000 en 1762. Un impôt de 4 sols pour livre ajouté aux prix anciens de 1758 explique cette brusque augmentation. Puis le tabac atteint 23.125.000 livres en 1768 (1). La hausse est continue.

Les fermiers ne la constatent pas sans fierté. « Ce même objet, disent-ils en 1774, est entré dans le prochain bail des fermes pour plus de 24 millions. Ainsi dans l'espace d'un siècle son produit s'est élevé à plus de quarante fois ce qu'il était dans son origine. » Encore les droits de la Lorraine sont-ils évalués en plus et dépassent-ils le million (2). Des différents articles de ce bail, seuls ceux des grandes gabelles et des aides des provinces et entrées de Paris atteignent des chiffres plus élevés (3).

Une innovation heureuse a lieu à cette époque. Déjà l'on avait indiqué dans divers baux des prix différents pour les années de paix et pour celles de guerre. S'étant ainsi en quelque sorte assurés contre le plus redoutable de leurs risques, les fermiers étaient

1. Selon Moreau de Baumont le bail Alaterre de 1768 n'aurait évalué le tabac qu'à 22.541.278 livres. *Mémoires concernant les droits et impositions*, t. IV, p. 680. Le chiffre de 23.125.000 livres est donné par un mémoire émanant des fermiers généraux. *Arch. nat.*, G¹ 106.

2. Mémoire de la ferme générale à Louis XVI. Le tabac y est dit produire en Lorraine 1.100.000 livres par an. *Arch. nat.*, G¹ 106.

3. Bail Laurent-David. Grandes gabelles 34.250.000 livres, aides des provinces et entrées de Paris 31.365.776 livres. Le produit brut en argent du tabac y est estimé 37.808.305 livres et son produit net 24.083.567 livres. *Arch. nat.*, G¹ 6.

moins qualifiés pour réaliser les bénéfices énormes qui en formaient la contre-partie naturelle. Ces gains parurent scandaleux quand les progrès de l'administration eurent enlevé aux recettes tout caractère d'incertitude et de spéculation. Aussi substitua-t-on au régime en vigueur celui de la régie intéressée. L'on établit dans les baux deux fixations. La première, arrêtée à un chiffre assez modéré, constituait pour les fermiers un minimum de redevance qui les libérait de tout souci de perte ; la seconde, plus élevée, représentait les prévisions, les évaluations du Trésor et devait lui être versée si les fermiers l'encaissaient. Ces derniers, pourvus d'un traitement fixe, n'avaient droit qu'à partager avec le Trésor les sommes excédant la fixation la plus haute. Ainsi, en arguant de pertes possibles, ils ne pouvaient plus prendre la ferme à bas prix et réaliser, grâce à ce prétexte, des bénéfices maintenant réservés au travail et au zèle.

Ce système fut inauguré en 1780 avec le bail Salzard qui produisit 27.181.990 livres. Le revenu haussant toujours, le bail des tabacs, au moment de la Révolution, rendait 30 millions 1/2 environ en y comprenant les excédents stipulés sur le prix principal (1).

Cette énorme somme ne représentait pas exclusivement le bénéfice dû aux ventes. D'autres recettes, provenant du tabac, furent en effet comprises au bail, par exemple « le droit de 30 sols en principal sur le tabac étranger, dans les provinces où le privilège

1. Le bail Mager, alors en cours, évaluait le tabac 29 millions.

n'a pas lieu et les sous pour livre audit droit. » (1)
De même le produit des amendes et confiscations fut toujours accordé au fermier.

VII

Aux nombreux changements de compagnies fermières correspondit nécessairement une évolution dans la manière d'administrer, car chacune eut ses vues particulières qui rendirent certaines dispositions inutiles et en firent désirer de nouvelles. Ce détail peut donner une idée de la multiplicité des règlements rendus sur cette partie et faire connaître les contradictions qui s'y rencontrent. Cependant, la suppression du monopole de la vente en 1749 mise à part, la ferme du tabac ne connut pas de révolution véritable, ni même de variations essentielles dans la marche de ses services. Sous l'autorité passagère des diverses compagnies, elle conserva en bien des points la même politique et la même organisation, car la nature des choses ne se modifia pas.

Tous les fermiers s'opposèrent aux cultures, parce qu'ils y virent des armes de contrebande ; tous réclamèrent du Conseil du roi une réglementation rigoureuse, souvent arbitraire et vexatoire ; tous dirigèrent la partie technique, c'est-à-dire la fabrication

1. Bail Mager. Il s'agit du droit créé par la déclaration du 4 mai 1749. Voir page 129. L'on comprend aussi au bail la somme de 8.000 livres pour laquelle le pays de Gex qui a un abonnement contribue à l'impôt du tabac.

et la vente des tabacs, en commerçants experts et habiles, mais par contre se montrèrent méfiants envers les consommateurs, inquiets du rendement de l'impôt ; tous se servirent dans les provinces des mêmes organes de distribution et de surveillance.

Ainsi la durée éphémère de la plupart des compagnies fermières jusqu'en 1730 n'empêcha pas la stabilité des principales règles de l'impôt et l'on retrouve dans son histoire une suffisante unité.

CHAPITRE III

La régie de la ferme

I

Les fermiers du tabac avaient établi leur administration centrale à Paris, rue du Bouloir, paroisse Saint-Eustache, dans un immeuble appartenant au roi (1). L'extension de la régie le rendit insuffisant. « Le service de la ferme du tabac souffre considérablement de l'impossibilité dans laquelle le fermier a été jusqu'à présent de trouver dans la ville de Paris une maison convenable pour réunir tous les différents magasins, bureaux et ateliers qui lui sont nécessaires. » En 1746 l'on acquit pour cet usage l'hôtel de Longueville (2), rue Saint-Thomas-du-Louvre, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois.

1. Le bail en donne la jouissance au fermier « sans qu'il soit tenu d'en payer aucun loyer, mais seulement les menues réparations ».

2. Arrêt du 5 avril 1746 ordonne l'acquisition de cet hôtel, appartenant au duc de Chevreuse. Elle est faite moyennant 550.000 livres, 10.000 de pot-de-vin et l'acquittement d'une rente annuelle de 120 livres en faveur de l'hôpital des Quinze-Vingts. *Arch. nat.*, AD XI, 51 a.

A chaque renouvellement du bail, un arrêt du Conseil enjoint aux juges ordinaires de la ferme de mettre le fermier en possession. L'adjudicataire, pour certifier sa qualité et ses pouvoirs, fait enregistrer son résultat dans les Cours supérieures et les bureaux des finances ; il le présente simplement aux élections.

Ces formalités accomplies, il entre en jouissance du matériel de son prédécesseur. Son bail porte, en effet, « qu'il se chargera des tabacs de bonne qualité qui se trouveront restants,... comme aussi des meubles et ustensiles des manufactures, magasins et bureaux ». Il intervient entre les deux compagnies un compte où l'état des quantités est certifié par les inventaires et celui des prix par les registres d'achats. Le fermier entrant désintéresse le fermier sortant, à charge d'être pareillement remboursé à la fin de son bail par son successeur.

Les premières compagnies, n'ayant pas les capitaux et le personnel suffisants pour une exploitation directe universelle, sous-ferment certaines régions. Ce procédé est employé d'une manière normale dans les provinces du Midi et à titre exceptionnel dans celles de l'Est (1). L'habitude de sous-fermer disparaît avec l'abolition de premier mono-

1. En 1698 il y a sous-ferme en Picardie, Champagne, Bourgogne et Trois-Évêchés. Nouveau bail en 1699, la première compagnie ayant fait de mauvaises affaires. Peu après la ferme fait valoir directement. En 1681 et 1684 la Bretagne est sous-fermée. De Boislisle, *Mémoire sur la généralité de Paris*, p. 549.

pole (1). Au XVIII^e siècle la ferme générale régit directement.

Les fermiers généraux, dans un acte de société, prennent l'engagement de s'assembler chaque jour à l'hôtel des fermes. Des émoluments les indemnisent de leurs travaux. Ils répartissent les droits affermés entre plusieurs bureaux dont le nombre et les attributions sont souvent modifiés. Il en est un chargé de la régie du tabac, un autre du soin des manufactures et des approvisionnements, un troisième de l'examen des comptes (2). Le chiffre de leurs membres est proportionnel à leur importance. La règle est d'appeler tous les ans les mêmes membres à composer les mêmes bureaux, ce qui fait acquérir une expérience particulière à chaque fermier dans les ordres de recettes où il est spécialisé (3). Les bureaux sont souverains dans la sphère de leurs attributions. Toutefois un comité supérieur, formé des fermiers les plus anciens et les plus compétents, apaise les conflits possibles et délibère sur les questions capitales, ce qui sauvegarde l'unité.

Les décisions, prises par les bureaux, sont transmises aux directeurs de provinces par ceux des fer-

1. Cependant en 1721 Jean Tournelle est encore sous-fermier en Dauphiné, Lyonnais, Provence, Languedoc et Roussillon. *Arch. nat.*, AD XI, 49.

2. Vers 1780 le bureau de comptabilité est joint à celui de la régie. Il en est ainsi pour les autres impôts.

3. C'est ainsi qu'entre 1750 et 1790 les fermiers généraux Delaborde, Perrinet, Le Riche, Roslin, d'Augny et Delahante semblent plus particulièrement chargés de la régie des tabacs. *Arch. nat.*, G¹ 63.

miers chargés de la correspondance. D'autres chaque année accomplissent de longues tournées en province. Ils s'assurent de l'exécution des ordres, vérifient les comptes, recherchent sur place les améliorations désirables. Le résumé de leurs observations est consigné dans de volumineux rapports qui sont pour leurs collègues la source d'informations la plus précieuse. Bien que leur mission se borne à voir et à rendre compte, ils peuvent, s'il y a urgence, donner aux directeurs des instructions générales, à charge d'en envoyer copie à la Compagnie.

Cette division du travail n'émane pas uniquement de l'initiative des fermiers généraux. Tous les ans « le département de MM. les fermiers généraux », c'est-à-dire leur répartition entre les divers bureaux ou autres postes, est soumis à l'agrément du contrôleur général des finances et signé de lui.

Entre le contrôleur général et la ferme les rapports sont d'ailleurs des plus étroits. Nulle transaction, nulle décision importante n'interviennent sans son assentiment. Sa protection est nécessaire pour assurer l'autorité des fermiers. L'obscurité des lois augmente leur dépendance vis-à-vis du pouvoir car, en bien des cas, leurs droits se mesurent à la complaisance du Conseil. « La ferme du tabac, reconnaissent-ils, n'a cessé de faire des progrès tant qu'elle a été soutenue par le Conseil ; au lieu qu'elle a fléchi, lorsque les fermiers généraux n'en ont pas éprouvé la faveur (1). »

1. *Arch. nat.*, G¹ 106.

De son côté, l'Etat ne peut pas se désintéresser de l'administration des fermes. L'adjudicataire, simple particulier, dispose de droits réservés d'ordinaire à l'autorité public. C'est le devoir strict du Conseil d'en surveiller jalousement l'emploi. Puis toute inattention peut provoquer une baisse dans les ventes qui se traduira par une diminution de prix dans le bail suivant. Aussi le contrôleur général invite-t-il ses agents à exercer avec vigilance une certaine tutelle (1). Colbert écrit aux intendants : « Sa Majesté veut que vous donniez une entière application à maintenir cette ferme, et pour cela que vous fassiez venir souvent ceux qui en ont la direction dans votre département (2). »

De cette sorte de collaboration découle une grande force pour la ferme car ses agents se sentent secondés par ceux du roi. Il en résulte aussi quelque garantie pour les contribuables puisque le contrôleur général a aussitôt connaissance des abus que les préposés du tabac peuvent commettre dans les plus reculées des provinces.

II

Dans ces provinces les fermiers ont de nombreux employés qui, sauf les débitants, jouissent tous de

1. Les intendants veillent à l'observation des clauses du bail. En 1729, celui de Limoges s'étonne de n'avoir pas de relations avec les agents du tabac « lesquels croient n'être point sous la juridiction de l'intendant ». *Arch. dép. du Puy-de-Dôme*, C 4887.

2. Janvier 1679. *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, par Pierre Clément, t. II, p. 91.

privilèges. « Permettons aux fermiers et sous-fermiers de nos droits, aux commis ayant la direction générale de leurs fermes ou départements, capitaines et lieutenants de brigades à pied et à cheval, commis aux exercices et autres ayant serment en justice, de porter épées et autres armes. Les déclarons exempts de tutelle et de curatelle, de logement de gens de guerre, de guet et de garde. » Ils ne paient pas la gabelle et ne peuvent pas être désignés comme collecteurs des tailles. L'on ne doit pas les augmenter à la taille à cause de leurs fonctions sauf s'ils acquièrent des immeubles (1). Ces privilèges sont conservés à ceux des anciens employés qui, ayant quitté le service par vieillesse ou infirmité, ne peuvent subsister qu'au moyen d'une pension alimentaire servie par le fermier (2). Si l'on retient la capitation sur les appointements des commis c'est afin de leur ménager un taux de faveur (3).

Aussi nombreux sont ceux qui recherchent les pos-

1. Bail Domergue, art. 11. du titre commun à toutes les fermes du roi. Une partie des employés sont exempts de taille parce qu'exécutant un service public.

2. Bail Mager, art. 14. Doivent de plus n'avoir pas de propriétés immobilières et n'exercer aucun commerce.

3. Les tarifs de 1695 et de 1701 prévoyaient une somme fixe pour chaque classe d'employés. En 1722 le contrôleur général Dodun fixe leur capitation à 6 deniers pour livre pour les appointements de plus de 400 livres et 3 deniers au-dessous. *Arch. nat.*, G¹ 63. Ce sont aussi les fermiers qui paient le dixième. En vertu d'un arrêt de 1741 ils retiennent pour cela 130.000 livres par an sur les appointements et les versent au Trésor.

tes donnés par la ferme. « Pour s'exempter des logements continuels de gens de guerre, presque tous les bourgeois qui avaient quelque chose ont acquis des offices... Les autres habitants cherchent présentement à se mettre à couvert par des commissions pour la garde du tabac, et autres de pareille qualité (1). » En plusieurs paroisses les petits commis des fermiers et traitants sont de riches bourgeois qui, pour avoir ce titre, paient les principaux employés, au lieu d'en recevoir des gages (2).

Leur nomination a lieu par commission et l'employé n'a que les pouvoirs qui y sont énumérés, pouvoirs étendus, il est vrai, pour les agents supérieurs dont la commission se termine par la formule : « et généralement faire ce que nous ferions et pourrions faire si nous étions présents en personne (3) ».

Le fermier se vit priver un instant du droit de choisir certains de ses auxiliaires. Un édit de décembre 1694 créa en effet des offices de receveurs géné-

1. M. de Sève, intendant à Metz, au contrôleur général, 1695. De Boislisle, *Correspondance*, t. I, 1431. L'arrêt du 23 novembre 1675 étend aux commis du tabac l'exemption du logement des gens de guerre dont les employés des autres fermes jouissaient déjà.

2. Arrêt du Conseil du 14 juillet 1682 : « Les principaux habitants des paroisses font tous leurs efforts pour faire diminuer leur taux par les collecteurs d'une année, et ensuite ils prennent lesdites commissions, avec conditions avantageuses auxdits fermiers et sous-fermiers, pour se maintenir dans les taux qu'ils se sont procurés par ces mauvais moyens. » L'arrêt décide qu'à l'avenir ils seront taxés d'office à la taille par l'intendant. *Arch. nat.*, AD. XI, 48.

3. Commission de contrôleur général du tabac. *Arch. nat.*, G⁷ 1290.

raux et d'entreponeurs de tabac. C'était conforme à l'usage alors très fréquent du pouvoir royal qui, à bout de ressources, érigeait chaque jour pour la vendre quelque nouvelle fonction en titre d'office. Mais le fermier ne pouvait accepter une réforme qui, en contraignant les receveurs à verser une finance, les rendait par contre irrévocables, c'est-à-dire indépendants. En mars 1698 Duplantier obtint par arrêt la permission de racheter les offices (1). Il le fit, non sans difficulté, plusieurs receveurs voulant conserver ces charges protectrices, et devint propriétaire des offices. A chaque bail le nouveau fermier les acquérait de son prédécesseur en en remboursant la finance.

Un ordre pour la régie de la ferme de 1688 organisa en détail la vente du tabac dans les provinces. « Il sera établi dans chaque généralité un ou deux directeurs, selon l'étendue, pour donner les mouvements et tenir tous les employés en action ; visiter et faire garder l'ordre dans les bureaux et en régler et arrêter les comptes à la fin de l'année, et l'on y pourra joindre, s'il est nécessaire, un ou deux contrôleurs généraux pour le soulager. » Ces agents supérieurs dont en fait l'administration ne corres-

1. Les receveurs avaient des gages, les entreposeurs une remise de 2 sols par livre pesant. Leur finance variait de 500 à 4.500 livres. L'on proposa plusieurs fois de rétablir ces offices. On le disait de l'intérêt de la ferme qui aurait moins de frais de régie et de celui du roi qui recevrait l'argent des finances. Mauvaise ressource d'ailleurs qui, en échange d'un produit une fois versé, aurait astreint le Trésor à servir des gages annuels.

pondit pas toujours à la généralité assurèrent, à l'intérieur de leur département, l'unité de direction et de surveillance. Le plus souvent les contrôleurs généraux résidaient en d'autres villes et étaient astreints à des tournées plus fréquentes. Ils inspectaient les bureaux généraux et d'entrepôts où séjournaient les tabacs à leur sortie des manufactures jusqu'à leur vente aux débitants.

Les bureaux généraux, les plus importants, étaient au nombre de 52 vers la fin de l'Ancien Régime. Le receveur, qui les gérant, faisait marquer les tabacs, veillait à leur conservation, était responsable des magasins où ils étaient placés. Des instructions détaillées fixaient les conditions climatériques et autres que ces dépôts devaient réunir afin d'éviter toute altération, toute perte de poids. Le receveur sur une série de registres mentionnait toutes les opérations effectuées, la date des réceptions et des envois, le chiffre des ventes en espèces, en poids et en deniers, le détail des dépenses, et connaissait ainsi chaque jour sa situation à l'égard de la manufacture qui le fournissait et des entrepôts qu'il approvisionnait. Cela permettait le contrôle, facilité par l'envoi mensuel au directeur de la généralité d'un état détaillé, faisant ressortir le montant des recettes du bureau qu'encaissait à Paris le receveur général des fermes (1).

1. Ordre pour la régie de la ferme du tabac de 1688 et Commission de contrôleur général du tabac. *Arch. nat.*, G⁷ 1290. Cette organisation des bureaux généraux et des bureaux d'entrepôt est exposée par

Les contrôleurs, qui observaient de très près la marche du bureau général, devaient établir « dans les villes commodas pour le fournissement des habitants, le nombre de bureaux d'entrepôt qu'ils jugeront nécessaires, entre les mains de gens sûrs... » Approvisionner ces entrepôts, voilà la raison d'être des bureaux généraux qui ne pouvaient vendre qu'à ceux-ci. Cependant ils avaient un district particulier dans lequel ils remplissaient la fonction d'entreposeur en fournissant aux débitants le tabac nécessaire.

Le nombre des entrepôts, essentiellement variable, s'élevait à 556 en 1782. Leurs receveurs ne vendaient pas directement aux consommateurs mais seulement aux débitants dans un rayon de sept à huit lieues. Ceux-ci payaient comptant le tabac et avaient comme bénéfice d'abord un sol par livre pesant qui compensait en outre les déchets et les frais de transport, plus tard une remise s'élevant au fur et à mesure du plus grand éloignement du bureau général qui les approvisionnait.

Les receveurs, chargés de la gestion, ayant en mains le maniement des matières et des deniers, fournissaient un cautionnement. Les divers agents devaient résider sans exercer aucun autre emploi, trafic ou commerce, règle qui ne semble pas s'être maintenue jusqu'au bout. Certains d'entre eux, surtout les direc-

Guyot, dans son analyse de l'ordre pour la régie de la ferme du tabac de mars 1731. Guyot, *Recueil universel de jurisprudence*, t. XVI, p. 647 et suiv.

teurs, sont parfois chargés en plus du service des traites et des gabelles (1).

Outre leur traitement fixe, les employés depuis 1738 recevaient des gratifications. A cette époque les fermiers généraux avaient établi des fixations annuelles afin d'éveiller le zèle des entreposeurs et de les intéresser au développement des ventes. Quand celles-ci dépassaient le chiffre de la première fixation, ils touchaient 10 livres par quintal sur cet excédent et 20 sur la partie supérieure à la seconde (2). Une délibération de 1781 réduisit ces récompenses à 5 et 10 livres par quintal parce que les fixations étaient toujours dépassées (3). On ne les avait pas élevées, en effet, dans la mesure de la hausse de la consommation. Aussi n'étaient-elles plus un supplément gracieux destiné à reconnaître des soins attentifs, mais bien une partie intégrante du traitement. La réunion des secondes fixations arrêtées pour les entreposeurs formait dans chaque département celle du directeur et des contrôleurs généraux. S'ils l'atteignaient ils avaient une gratification fixe, majorée s'ils la dépassaient, diminuée dans le cas contraire.

1. L'on trouve souvent entre l'emplacement des entrepôts des tabacs et celui des greniers à sel une correspondance qu'explique suffisamment la nature des choses, mais l'impôt du tabac garde généralement ses organes spéciaux et tout à fait indépendants.

2. Lettre des fermiers généraux aux entreposeurs du 8 décembre 1739. *Arch. nat.*, A D XI, 51 a. Délibération pour la création d'un entrepôt à Craonne 1758. *Arch. nat.*, G¹ 107.

3. Délibération de MM. les fermiers généraux du 18 juillet 1781 contenue dans G¹ 115.

III

Comme de nos jours des débitants étaient chargés de revendre aux consommateurs le tabac acquis dans les entrepôts. Ces débitants, choisis en général grâce à la protection de quelque personne influente, ne jouissaient pas des privilèges des autres employés, mais la différence entre le prix de leurs achats en gros et celui de leur revente au détail leur constituait un traitement recherché. Nommés par commission, ils avaient d'abord dû les faire enregistrer, mais ils en furent dispensés en 1739 comme aussi de prêter serment (1). Le contrôleur qui les nommait les pouvait révoquer s'ils négligeaient de s'approvisionner ou vendaient au-dessus des tarifs.

L'on en comptait plus de 43.000 en 1782. Dès le début du siècle ils étaient 1.400 dans Paris et ses faubourgs (2). Necker les trouvait trop nombreux et de-

1. Dispense renouvelée par arrêts de mars 1765 et juillet 1766. La prestation de serment reste indispensable pour pouvoir suppléer les commis. Bail Mager, art. 18.

2. Pendant longtemps, la régie ne livrant pas de tabacs en poudre, les débitants de Paris fabriquaient des rapes de fer blanc vendues à leurs clients pour pulvériser le tabac en corde. D'où une contestation avec les maîtres ferblantiers terminée en 1706 par un traité conclu entre les jurés de cette communauté et Germain Gauthier, adjudicataire du tabac. Engagement pris par les ferblantiers de fournir des rapes aux débitants chez lesquels ils peuvent, accompagnés d'un commis du fermier, faire des visites et saisir les rapes non marquées de leur poinçon. *Arch. nat.*, G⁷ 1292.

mandait, au fur et à mesure des vacances, la réduction simultanée de leur nombre et de leurs profits (1).

Les fermiers les avaient répartis « de manière qu'il n'y en eût qu'un dans chaque petit bourg, deux dans les paroisses de plus grande étendue, dans les villes à proportion de leur grandeur, et qu'il n'y eût aucune paroisse, s'il est possible, sans débitant ». Ils observaient que, s'ils étaient trop rares, les consommateurs, n'en trouvant pas à leur portée, lieraient plus facilement partie avec les fraudeurs ; que, s'ils étaient trop nombreux au contraire, ils ne feraient aux entrepôts que de petites commandes, ce qui compliquerait les écritures, et ils ne réaliseraient que de faibles bénéfices, ce qui les inciterait à la contrebande (2).

Les fermiers les estimaient peu : « Quant à l'attachement pour la ferme du plus grand nombre d'entre eux, on n'a jamais pu y compter que par suite de la surveillance la plus exacte de la part de la régie. » A les croire, beaucoup méritaient leur destitution. « Le tableau en est effrayant et confirme la régie dans l'opinion, trop malheureusement fondée, que les débitants dont elle s'est servie jusqu'ici sont autant d'ennemis couverts et dangereux qui ruinent et détruisent le commerce du tabac (3). »

Souvent ils recevaient une dix-septième once à la

1. Necker, *De l'administration des finances de la France*, t. II, p. 112.

2. Commission de contrôleur général du tabac. Instruction pour la régie de la ferme de mars 1731.

3. *Arch. nat.*, G¹ 106, 114.

livre pour compenser la perte que devait entraîner la vente au détail, mais beaucoup mouillaient les tabacs afin d'augmenter leur poids ou même y mêlaient des corps étrangers. Cela faisait tourner à leur avantage l'inexactitude des pesées. Ces fraudes, plus faciles à pratiquer sur les tabacs en poudre, jetaient d'autant plus de discrédit sur les produits de la ferme que les malveillants l'accusaient de les avoir tolérées (1). La Cour des Aides ordonnait même en 1784 de visiter ses bureaux et d'en vérifier les tabacs. Le Conseil repoussa cette prétention qui donnait corps aux soupçons des consommateurs. Mais les fermiers, à la veille de la Révolution, prirent diverses mesures pour parer à cette situation.

Ils diminuèrent le nombre des débitants ce qui permit un choix plus sévère. Cela se fit d'abord à Rouen où les abus avaient eu une ampleur particulière. L'on essaya même de mettre les entreposeurs en contact direct avec le client quand cela était possible et le succès couronna cette entreprise.

De plus, comme le tabac en poudre avait été le plus fraudé, les fermiers firent interdire aux débitants d'avoir des moulins pour transformer le tabac en rôle (2). Ce travail dut s'effectuer seulement dans

1. Quand le 8 mai 1794 le tribunal révolutionnaire condamna à mort les fermiers généraux, il le fit, entre autres griefs, pour avoir mêlé au tabac des ingrédients nuisibles à la santé.

2. Déjà la déclaration de 1721, art. 21, et l'arrêt du 28 mai 1743 défendent aux débitants de vendre du tabac râpé, haché, broyé ou pulvérisé, sans la permission du fermier. L'on ne doit pas dénaturer le

les manufactures. Un arrêt du Conseil de 1784 ordonna de multiplier les ateliers de râpage pour éviter aux tabacs en poudre les transports excédant trente lieues et les avaries en pouvant résulter (1). Et pour protéger la santé publique contre les mélanges criminels des débitants (2), il prescrivit « d'avertir le commissaire départi dans chaque province ou son subdélégué, au moment de l'arrivée des tabacs, à l'effet d'en reconnaître l'état et la qualité et d'en prendre un échantillon qui sera sur-le-champ cacheté par lui et réservé pour servir au besoin de pièce de comparaison ».

IV

Il y a dans l'ancienne France de nombreux commis et gardes chargés de constater la violation des

tabac de la ferme ni modifier son aspect. Dès 1779 le râpage est exécuté dans les ateliers du fermier, tout au moins dans les directions de Bayonne et de Bordeaux.

1. *Arch. nat.*, AD XI, 51 a. Déjà pour sauvegarder la santé publique, un règlement du 13 juin 1777 avait interdit aux débitants de tabac l'usage des balances de cuivre. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XXV, p. 40.

2. En Bretagne c'est au fermier qu'est attribuée la mauvaise qualité du tabac en poudre. Aussi le Parlement de Bretagne proteste-t-il par quatre arrêts successifs contre l'arrêt du Conseil du 16 octobre 1784, défendant aux débitants de pulvériser le tabac. Le gouverneur de la province dut le faire enregistrer d'autorité. Une députation du Parlement alla même à Versailles, mais le roi déclara « n'avoir rien trouvé d'irrégulier dans tout le cours de cette affaire que les arrêts du Parlement ». Gomel, *Causes financières de la Révolution*, t. II, p. 206.

lois qui régissent tant les tabacs que les autres branches de revenus afferlés. Les commis doivent avoir vingt ans, savoir lire et écrire et prêter serment en justice. Une bandoulière aux armes du roi indique leur qualité. Il en est de sédentaires qui font les visites et exercices chez les délitants de la ville, et d'ambulants à pied ou à cheval surveillant ceux des campagnes. Les fermiers veulent un personnel alerte. Au XVIII^e siècle ils constituent des retraites par retenue sur les appointements, ce qui rend plus facile de congédier les commis âgés car l'inaction forcée de ces invalides est d'un mauvais exemple pour les autres.

Réunis en brigades avec une hiérarchie de sous-brigadiers, brigadiers, lieutenants et capitaines, les commis ont pour chef à la tête de chaque inspection un capitaine général qui dirige le service. Les brigades sont disséminées dans la France entière mais sur les limites de la ferme elles sont rangées en ligne ininterrompue, ligne doublée dans les provinces de l'Est. C'est une véritable armée dont chaque fraction garde une certaine étendue de frontière. Chaque jour des commis de ces brigades font des tournées obligatoires, prennent le contact avec les brigades voisines et relient ainsi l'un à l'autre les nombreux anneaux de cette chaîne. La maréchaussée doit leur prêter assistance (1) à la première réquisition.

1. Arrêt du Conseil du 4 juin 1738. Les maréchaussées prétendaient jusque-là que, par suite d'une déclaration de mars 1720, elles n'avaient

Très actifs, ces commis mettent en œuvre des droits très étendus. Le principal est celui de visiter, d'exercer non pas seulement les débitants, mais tous les Français. A tout moment ils peuvent pénétrer dans leur domicile sans formalité, assister au chargement des voitures et les visiter sur la route ou aux bureaux des messagers, fouiller les postillons et aussi les courriers dont ceux de cabinet (1), monter à bord des vaisseaux dans les ports et même arrêter les petits bâtiments à une ou deux lieues du rivage (2). Il n'y a pas de privilèges. Ils « sont autorisés à faire les visites les plus sévères dans toutes les maisons indistinctement et sans aucune exception, sans respect pour le rang, pour la naissance, pour les dignités (3) ». On apporte toutefois quelque adoucissement dans la forme pour les ecclésiastiques, nobles et per-

à agir que pour les affaires de la compétence des prévôts. *Code Louis XV*, t. X, p. 9.

1. Déclaration de 1721, art. 3. Les courriers mettent à profit le secret dû aux correspondances surtout d'État et la rapidité de leurs voyages. Les commis n'osent pas visiter leurs malles de peur de retard. Puis, pour en imposer, les courriers mettent les paquets de contrebande à l'adresse des ministres ou autres puissants personnages. M. de Chateaurenard, intendant à Moulins, au contrôleur général; décembre 1692. De Boislisle, *Correspondance*, t. I, 1154.

2. Arrêt du 17 novembre 1718. *Arch. nat.* G¹ 104. D'après l'ordonnance de 1681, art. II, le capitaine d'un navire doit déclarer dans les vingt-quatre heures de son arrivée dans un port les quantités de tabac existant à son bord pour sa provision. Un arrêt du 15 septembre 1733 ordonne même le dépôt de ces tabacs dans les bureaux du fermier. Chaque semaine l'on en rendra 12 onces par homme d'équipage.

3. Cour des Aides. Remontrances de mai 1775.

sonnes considérables d'une part, pour les couvents de femmes d'autre part.

Un arrêt du Conseil du 14 août 1688 qui permet la visite des « châteaux, maisons royales, même celles des princes, seigneurs et autres personnes considérables, communautés et autres lieux prétendus privilégiés », oblige les commis à s'y faire accompagner d'un élu (1). Si ce dernier refuse ils pourront exercer seuls, dit un arrêt de 1714; assistés de tels officiers des traites ou des greniers à sel que bon leur semblera, ordonne la Cour des Aides en 1736 (2). En cas de résistance, leur droit est de forcer la porte des privilégiés, toujours « en présence du premier juge sur ce requis des sièges des élections, ou juridictions des traites où il n'y a pas d'élections (3) ». Une ordonnance de 1762 permet même à l'adjudicataire de faire visiter le château de Versailles (4). Puis, pour éviter les abus, l'on astreint les commis, sauf le cas de flagrant délit, à ne pénétrer chez les ecclésiastiques, nobles et bourgeois notables qu'en vertu

1. En Provence et Languedoc, comme il n'y a pas d'élus, les commis sont assistés d'un consul, Bail Domergue, art. 417.

2. *Code Louis XV*, t. VII, p. 516.

3. Déclaration de 1721, art. 19. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 197.

4. Ordonnance du 10 avril 1762. Si l'on trouve de faux tabacs chez les particuliers domiciliés au château « ils seront privés sur le champ de leur logement, fonctions et état, rayés des états de la Maison ». Ce texte est complété par une ordonnance du 3 juillet suivant qui vise surtout les demeures des princes du sang. Guyot, *Recueil universel de jurisprudence*, t. XVI, p. 656.

d'une autorisation écrite d'un juge des fermes (1), précaution qui ne s'impose pas aux employés supérieurs.

Les fermiers tiennent avant tout à une exacte recherche « particulièrement chez les gentilshommes et dans les couvents, où les cultures et plantations se font ordinairement plus que partout ailleurs. (2) » Dans les couvents de femmes plus d'égards semblent nécessaires. Aux termes de lettres patentes du 19 octobre 1734 les commis n'y peuvent pas pénétrer « si ce n'est en cas de soupçons de fraude apparents et bien fondés ». Un prêtre et un officier des élections les accompagnent alors et, sauf s'il y a urgence, l'autorisation préalable de l'évêque est indispensable(3).

Le droit de visite les commis l'ont même sur les troupes. « Veut Sa Majesté que les majors se rendent aux portes par lesquelles lesdites troupes entreront, et leur enjoint très expressément... de les faire mettre en bataille avant d'entrer dans les villes et places... afin que les employés des fermes puissent aisément visiter ceux qui seront chargés de faux sel, faux tabac et autres marchandises de contrebande. (4) »

1. Bail de Forceville, art. 563.

2. Ordre pour la régie de la ferme du tabac de 1688. *Arch. nat.*, G⁷ 1290.

3. *Code Louis XV*, t. V, p. 408. Souvent les commis se voient refuser l'entrée des couvents, les religieuses alléguant la règle de leur ordre et la nécessité d'une permission du général ou du provincial de leur ordre.

4. Ordonnance du 6 octobre 1744. *Arch. nat.*, G¹ 105. Plusieurs textes de ce genre sont reproduits dans le *Code militaire de de Briquet*, t. III, p. 63 et suiv., 73 et suiv., 90 et suiv.

Droit illusoire d'ailleurs, auquel se refuse l'esprit indépendant du militaire. Les officiers couvrent leurs hommes et ne répondent que par des railleries aux requêtes des commis.

Quand une contravention est constatée, les gardes dressent procès-verbal. Là encore ils ont des facilités spéciales. A l'encontre des règles de droit commun, leurs pouvoirs dépassent les limites de la juridiction où ils ont prêté serment et ils peuvent quelquefois faire usage du papier timbré d'une généralité autre que celle où il a été dressé (1). Ils constituent même les fraudeurs prisonniers si leur fuite est à craindre.

Si le procès-verbal entraîne une condamnation, les fermiers remettent aux commis partie des amendes perçues. De plus ils les intéressent aux saisies. Par règlement de mars 1722 ils établissent un tarif détaillé (2), mesurant la récompense à la difficulté de la capture, à la quantité et à l'espèce du tabac saisi, depuis deux livres pour l'arrestation d'une petite fille trouvée dans les rues, jusqu'à cinquante pour celle de plusieurs hommes armés. Ces gratifications incitent les commis à combattre la fraude. Seulement, non contents de la découvrir, elles les poussent à la supposer (3). C'est, dit-on, une prime aux

1. Lettres patentes du 23 juin 1734 et arrêt du Conseil du 2 décembre 1738. *Code Louis XV*, t. V, p. 192 ; t. X, p. 367.

2. Ce tarif ne fait que remplacer de nombreuses dispositions sur le même sujet. *Arch. nat.*, G¹ 114.

3. Aussi quand le privilège est établi dans de nouvelles contrées, les fermiers ont soin de modérer le zèle des commis. « Recommandez-

accusations injustes ; c'est le budget des dénonciations calomnieuses.

En fait les gardes ne sont pas sans défaillances. Les témoignages en abondent. Les contemporains décrivent « cette armée de commis, sans cesse en guerre, non seulement avec les fraudeurs, mais encore avec les plus honnêtes gens de la province », qui « rangonnent les fermiers », « qui sont tous très malhonnêtes gens », accusés de friponneries, de vols et d'assassinats (1). La Cour des Aides en montre « faisant une recherche violente qui a plus l'air d'une expédition militaire que d'une visite de gens ayant serment en justice ». L'on se récrie sur leur inhumanité : leur cupidité est souvent égale. Elle les entraîne à s'associer aux faux tabatiers et, moyennant finance, à faciliter leur négoce, bien qu'ils y risquent la tête et la perdent parfois (2). « Il peut se faire, avouent les fermiers, que dans le grand nombre de commis qui servent dans la ferme, il y en ait plus de mauvais que de bons, quelque précaution que l'on prenne pour les choisir (3). »

leur surtout beaucoup de prudence et de ménagements vis-à-vis du public. Il ne faut pas qu'ils s'attachent dans ce premier moment à des affaires minutieuses... Ils doivent s'abstenir également de toute saisie domiciliaire d'ici à quelque temps. » Instructions données en 1771 pour le Clermontois, *Arch. nat.*, G¹ 22

1. Cahier du Tiers État du Boulonnais. Réponse de subdélégués à l'intendant de Limoges. *Arch. dép. du Puy-de-Dôme*, C 4887. Nombreux documents aux *Archives nationales*.

2. Déclaration du 2 août 1729 contre les contrebandiers, punit de mort les employés complices. *Code Louis XV*, t. III, p. 96.

3. *Arch. nat.*, G⁷ 1291 et 1293.

Les fermiers sont civilement responsables des actes de leurs commis (1). Voilà qui les engage à les surveiller. D'où ces instructions données à un inspecteur : « Il s'informera de la conduite des commis, de leur manière de vivre en général ; s'ils sont sages, appliqués, sociables et expéditifs, ou si, au contraire, ils sont fiers, arrogants, emportés, vains, aimant la dépense et le jeu, et s'ils ne sont point accusés de tirer des gratifications des redevables ; s'ils sont mariés ; s'ils ne se mêlent d'aucun commerce ou autres fonctions que leurs commissions (2). » A la fin du XVIII^e siècle ce contrôle porte ses fruits. Du moins est-ce l'opinion de Mollien : « Une telle discipline était introduite dans cette milice qui tenait presque toutes les propriétés et toutes les personnes à la discrétion de son serment, que les abus de pouvoir envers les contribuables étaient rares, les infidélités presque sans exemple (3). » L'impopularité des commis reste entière, mais elle tient alors, semble-t-il, moins à leurs exactions personnelles qu'aux impôts vexatoires qu'ils protègent.

1. Ordonnance de juillet 1681, art. 10 du titre commun à toutes les fermes du roi. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XIX, p. 279.

2. Instructions données au sieur de Mouy, inspecteur des fermes. DeBoislisle, *Correspondance*, t. I, p. 548.

3. Mémoires d'un ministre du Trésor, t. I, p. 66. Le témoignage de Mollien est d'autant plus intéressant qu'il fut longtemps employé à l'administration centrale des fermes.

CHAPITRE IV

Culture, commerce, fabrication et vente

I

En 1674 de nombreux laboureurs cultivaient le tabac dans les sols chauds et humides qui seuls y étaient propices. Nulle production n'exigeait de soins plus continus. Semis sur couche en avril, plantation au début de juin dans des terrains plusieurs fois labourés, nombreuses façons pour renouveler la terre autour des racines, écimage pour concentrer la sève dans un nombre de feuilles restreint, récolte en septembre par un temps sec, ces travaux remplissaient toute la saison d'été. L'hiver c'était l'enfilage des feuilles que l'on suspendait en longues guirlandes dans les greniers ou sous les hangars, à l'abri de la pluie, mais à l'air afin de les faire sécher. Une fois cette opération terminée, c'était l'enlèvement des côtes en profitant de l'humidité ou en humectant les feuilles de peur de les déchirer. Alors enfin l'on obtenait le tabac en feuilles sèches, le tabac marchand vendu seulement d'habitude au printemps suivant.

Malgré ces longues opérations, les laboureurs s'adonnaient volontiers à cette culture par suite de son rendement élevé. Le monopole de la vente, établi en 1674, modifia cet état de choses en les plaçant dans l'alternative de vendre au fermier ou d'exporter. Vendre au fermier, c'était subir le prix établi souverainement par un acheteur unique et privilégié. Exporter, cela nécessitait des transports énormes, opérés à grands frais, au risque de voir pendant le trajet les tabacs en feuilles altérés par les intempéries. C'était pour le petit cultivateur, ignorant des usages de l'étranger et incapable d'attendre un paiement à échéance lointaine, la vente forcée à des intermédiaires qui gardaient le plus clair du bénéfice. Encore si le marché étranger eût fourni avec certitude un prix rémunérateur ! Mais l'on y trouvait soit un monopole, c'est-à-dire l'acquéreur unique redouté en France, soit la liberté, c'est-à-dire la concurrence de produits non dépréciés par les transports. Cependant l'exportation devenait obligatoire si le fermier français refusait l'achat.

Combien préférable pour les producteurs la vente libre, directe et locale, telle qu'elle existait auparavant ! Il était tentant pour eux de contrevenir à la déclaration et de vendre secrètement leurs tabacs dans le pays ou tout au moins d'en conserver pour leur usage. L'augmentation des prix depuis la mise en ferme doublait leur intérêt. De là des fraudes incessantes de leur part et une méfiance continuelle chez le fermier. Ce dernier obtint du Conseil du roi

une réglementation minutieuse et une limitation de plus en plus étroite des cultures.

Réglementation d'abord. L'ordonnance de juillet 1681 l'établit (1). Les habitants sont tenus « de déclarer tous les ans par-devant les juges des lieux, greffiers, notaires, curés ou autres personnes publiques, la situation et la quantité des terres qu'ils entendent ensemençer de tabac, et de remettre leurs déclarations en bonne forme au commis du plus prochain bureau, un mois au plus tard après que les terres auront été ensemençées ». Muni de cette pièce capitale, le commis surveille la culture. Il visite le champ, compte les plantes, fait la part des intempéries, évalue la récolte, établit des rendements moyens. Il lui faut délivrer un congé pour qu'on puisse filer le tabac et le mettre en rôle. Ce travail terminé, une nouvelle déclaration lui indique avant tout enlèvement les résultats qu'il a produits. A l'aide de ces éléments d'information il peut constater chaque jour la présence de la matière monopolisée, enregistrer ses variations, constater les soustractions. Avec un pareil système la fraude se découvre sans peine. Si le tabac filé n'est pas transporté de suite à l'étranger, on le dépose dans les magasins du fermier où toute soustraction devient impossible. Enfin le fermier a un droit de préférence : il peut se substituer à tout autre acquéreur en payant le même prix.

En même temps son effort tend à réduire les cul-

1. Art. 16 à 19. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XIX, p. 276.

tures que la déclaration de 1674 laisse subsister dans la France entière. Il établit des commis, chargés de la surveillance, aux lieux ordinaires de plantations, mais les cultivateurs, peu satisfaits de ce voisinage, ensemencent des terres en d'autres régions. Le fermier réclame, et le roi, par arrêt du 14 mars 1676, restreint les cultures pour la première fois (1). Il « permet aux habitants des généralités de Bordeaux et Montauban, et des environs de Mondragon, Saint-Maixent, Léry et Metz, de continuer la récolte des tabacs..., fait défense à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, hors des lieux ci-dessus, d'ensemencer leurs terres de tabacs ».

Aussitôt le fermier place des commis dans les deux généralités là où l'on a coutume de cultiver. Avec une égale rapidité les habitants d'autres villes et paroisses de ces contrées, s'appuyant sur les termes généraux de l'arrêt, ensemencent des terres fort éloignées de la résidence des commis. Nouvelle réclamation du fermier, nouvel arrêt du 6 février 1677 citant nominativement les paroisses ayant seules la permission (2).

1. *Arch. nat.*, AD XI, 48.

2. *Arch. nat.*, AD XI, 48. La faculté s'étend aux habitants « des deux Tonneins, Clérac, Aiguillon, Damazan, Montheurt, Peuch, Gonteau, Villeton, Le Mas d'Agenois, La Gruère, Bouseau, Favillet, Grateloup, La Parade, la Fitte, Caumont et Verteuil, pour la généralité de Bordeaux; et pour la généralité et diocèse de Montauban aux habitants de Mauzac, Villeneuve-la-Garde, Villemade, Saint-Porquier, Lescatallans, Montescl et Castel-Sarrazin ». L'ordonnance de 1681, art. 17, reproduit cette énumération.

En somme à partir de 1677 la culture n'est plus autorisée, outre Saint-Maixent, Mondragon et Metz, crus sans importance, que dans deux centres: celui de Léry en Normandie, dont les quatre paroisses produisent 500.000 livres de tabac inférieur, et celui de Clérac, au bord de la Garonne, composé de dix-sept paroisses, avec cinq lieues de circonférence et une production de 4.000.000 de livres pesant de bonne qualité (1). C'est peu comparé à l'état antérieur; mais c'est trop encore pour le pouvoir royal, car « Sa Majesté ne veut pas soulager les tabacs qui se recueillent dans le royaume, écrit Colbert; au contraire, elle veut les ruiner s'il est possible (2) ». C'est trop surtout pour le fermier qui, malgré les règles sévè-

1. Le cru de Léry comprend les paroisses de Léry, Lesdamps, Saint-Cyr et Vaudreuil; celui de Clérac englobe celles des généralités d'Agen et de Montauban désignées à l'arrêt de 1677. De plus certaines paroisses eurent, semble-t-il, des autorisations temporaires de planter. C'est le cas, par exemple, de communautés dont les terres, inondées l'hiver par la Garonne, n'ont pu êtreensemencées en céréales et qui demandent au printemps à planter du tabac afin de pouvoir payer la taille. Requête des paroisses de Marcellus et de Gaujac en Guyenne. *Arch. nat.*, G⁷ 1290.

2. Beaucoup d'habitants contreviennent aux arrêts et s'obstinent à planter. Colbert s'emploie à les décourager, mais recommande d'user d'indulgence à leur égard « sans rien leur en témoigner, et tout en laissant marcher les poursuites ». Il faut même « faire quelques démonstrations de vouloir arracher les tabacs qui sont plantés, afin que, s'ils continuent l'année prochaine, on puisse sans difficulté les faire arracher ». Colbert aux intendants. Juin 1677 et mars 1679. *Lettres, instructions et mémoires de Colbert* par Pierre Clément, t. II, p. 95 et 105.

res de l'ordonnance de 1681, redoute des versements.

Comme ceux-ci sont patents pour le cru de Léry, un arrêt du Conseil de 1688 limite la faculté d'y planter à cent acres dont le fermier devra acheter la récolte moyennant 10 livres par cent pesant. L'intendant de Rouen répartit cette étendue entre les quatre paroisses et les habitants de chacune d'elles. La mesure est insuffisante et l'on détourne encore le tabac, si bien que les fermiers demandent à l'acquiescer vert au lieu de sec, pour le laisser moins longtemps entre leurs mains. Ils n'ont pas assez de greniers pour le faire sécher mais, afin d'éviter la fraude, ils sont disposés à un sacrifice : « Il semble que leur dessein serait de se rendre maître de tous les tabacs pour les brûler plutôt que pour les faire apprêter (1). »

La surveillance la plus active ne sert à rien. « Le seul cru de Léry qui n'est que de cent acres coûte plus de cinquante mille livres. Les fermiers y ont actuellement soixante commis et cependant on fraude la moitié de la récolte. C'est une chose publique dans tout le pays. A l'égard du cru de Guyenne qui est près de vingt fois plus étendu, les fermiers ont été obligés d'abandonner la garde de la plus grande partie quoiqu'ils y fassent une dépense très considérable (2). »

Le cru de Guyenne ou de Clérac est le dernier

1. *Arch. nat.*, Mémoires, lettres et pièces diverses sur cette affaire dans G⁷ 1290, année 1705.

2. Mémoire des fermiers du tabac. Non daté. *Arch. nat.*, G⁷ 1292.

vestige de cultures étendues (1). « Le tabac de Clérac convient au menu peuple, les honnêtes gens veulent des tabacs étrangers, » disent les fermiers intéressés à le décrier. Mais les intendants, juges plus impartiaux, le défendent : « On assure que la qualité des tabacs de Guyenne est très bonne et que les Italiens les préfèrent à tous les autres (2). »

Là il y a « les cultivateurs qui sont ceux qui ont des terres semées en tabac ; les fabricants qui sont gens du pays qui achètent les feuilles de tabac des particuliers qui en ont semé et qui le font fabriquer ; les négociants qui l'achètent des fabricants et qui le répandent dans les pays étrangers ». Les cultivateurs n'ont pas à se louer des fabricants : « Ces messieurs ont introduit le pernicieux usage de ne point fixer le prix des tabacs que le simple peuple leur porte, de les payer longtemps après qu'ils les ont reçus et d'une manière inégale, et toujours à un prix fort au-dessous de celui auquel ils le paient aux bourgeois... J'ai ouï chaque année toutes sortes de personnes se plaindre de la conduite des marchands de tabac, soit de leur faux poids, soit de leur manque de parole

1. « Avant l'établissement de cette ferme, presque tous les habitants de la Guyenne et une grande partie de ceux du Haut-Languedoc plantaient leurs terres en tabac. » M. de Drégné au contrôleur général, Pour se protéger contre la fraude les fermiers obtinrent un arrêt de mars 1691 réglant la manière dont les tabacs de Guyenne seront emballés et voiturés pour gagner l'étranger. *Arch. nat.*, G¹ 104.

2. M. de Bâville au contrôleur général, 1708. De Boislisle, *Correspondance*, t. III, 106.

sur le prix..., soit du retardement du paiement de six, de douze, de dix-huit mois et souvent davantage... (1) »

Mais la haine de la ferme est si forte que les cultivateurs prennent cependant le parti des négociants qui trustent le tabac contre les fermiers qui se plaignent de cette mainmise. Aidés par l'ordonnance de 1681 dont le texte est obscur, ils ne reconnaissent aux fermiers de droit de préférence que sur les tabacs fabriqués et consentent aux négociants des marchés pour plusieurs années de leurs tabacs en feuilles. Certains d'avoir la récolte, ces derniers préparent son exportation et parfois même font des avances aux cultivateurs. Le résultat c'est la difficulté pour la ferme de s'approvisionner. « Les fermiers ont toutes les peines du monde à tirer de ce cru les tabacs dont ils ont besoin quoiqu'ils les paient une moitié en sus au delà des premiers prix (2) », et ils sollicitent l'intervention du Conseil. Un arrêt de 1712 leur reconnaît sur les tabacs en feuilles la même préférence que sur les autres, défend aux habitants de passer des marchés pour plusieurs années et les contraint à traiter devant notaire car la plupart des ventes sont supposées et ne servent qu'à éviter l'achat par la

1. M. de Courson, intendant de Bordeaux, au contrôleur général, 1713. De Boislisle, *Correspondance*, t. III, 1219. Certificats des 29 prêtres-curés des paroisses environnant Clérac. *Arch. nat.*, G⁷ 1293.

2. Les sous-fermiers du Midi affirment en 1711 que quelques marchands accaparent les tabacs de Guyenne pour les faire surpayer par la ferme. Le quintal de tabac commun a été porté de 9 à 18 livres.

ferme (1). Consternation des fabricants qui ne sont plus certains de trouver la matière première. Qu'arrivera-t-il ? « Les fabricants abandonneront leurs fabriques et ce commerce tombera entièrement. C'est cependant une manufacture qui occupe tous les ans plus de 10.000 personnes de tout âge. »

Les fermiers d'ailleurs sont opposés au tabac de France. Un acte grave souligne cette animosité : « Le fermier de son autorité privée a exclu entièrement le débit du tabac du cru de France et n'y laisse vendre que du tabac étranger », affirme-t-on en 1715 (2). Cela dans les deux tiers du royaume. Et l'on en donne pour motif la différence du prix de vente entre les tabacs français et étrangers qui assure un bénéfice plus grand par la vente de ces derniers.

L'intérêt du fermier le pousse à demander constamment l'interdiction complète des cultures (3). En échange il promet de fortes augmentations. L'arrêt du 29 décembre 1719 qui remplace le privilège exclu-

1. *Arch. nat.*, G⁷ 1293.

2. *Arch. nat.*, G⁷ 1295.

3. De leur côté les planteurs imaginent une distinction entre le tabac et la nicotiane dont ils disent la culture libre. Malgré les arrêts du Conseil de juin 1689 et décembre 1710, certaines élections admettent la différence et acquittent les planteurs si le procès-verbal ne parle que de nicotiane. En 1711 les officiers de l'élection d'Abbeville dans une affaire de saisie permettent de prouver « que ces plantes sont herbes à la reine qui croît sans semer ». En 1723 le Parlement de Bretagne casse une sentence des juges des traites de Brest qui ont débouté le fermier « attendu qu'il s'agit de nicotiane ». *Arch. nat.*, G⁷ 1292 et AD XI, 49.

sif par un droit à l'entrée lui donne satisfaction et prohibe la culture. De ce jour il y a une nouvelle critique contre la ferme : elle empêche les Français de produire une richesse qui croît sur leur sol et confère aux étrangers pour l'approvisionnement un véritable monopole. Cela dure jusqu'en 1791.

II

Tant qu'il y a culture en France, la ferme y achète des tabacs, mais elle préfère en acquérir à l'étranger, car elle y a plus de bénéfice et enlève au ministre la connaissance du chiffre de ses achats et par conséquent de ses gains. Pour satisfaire le goût des consommateurs, des commissionnaires lui en envoient de toute provenance, Alsace ou Palatinat, Hollande ou Hainaut, Havane ou Virginie. En temps de guerre, la mer n'étant pas libre, cela ne va pas sans difficultés et plus d'une fois le fermier doit soit employer des navires neutres, soit réclamer les navires ennemis, porteurs de ses tabacs, capturés par les corsaires français. Souvent il obtient pour ces vaisseaux des passeports du contrôleur général.

Ce dernier, dans plusieurs baux, lui impose l'obligation d'acquérir des tabacs dans les colonies françaises (1). Comme le roi ne trouve pas suffisamment rémunérateur le prix de 25 livres par quintal auquel il paie ceux de la Louisiane, un arrêt de 1750 le porte

1. Notamment Bail Duverdier, art. 9

à 30 livres, « afin de procurer aux habitants un débouché prompt et avantageux de leurs tabacs et de les inciter à s'adonner de plus en plus au défrichement des terres (1) ». Le roi n'accepte de supporter que la moitié de cette augmentation.

L'achat des matières premières exige des sommes dont l'accroissement n'est pas régulier. Les prix sont en effet très instables et varient du simple au double lors des époques de guerre (2).

Les frais de transport, déjà énormes, sont presque doublés par les droits qu'il faut solder à chaque pas. L'abonnement de 100.000 livres, souscrit en 1697 par les fermiers du tabac aux directeurs des cinq grosses fermes (3), limite leur contribution aux droits d'entrée, sortie, passages et autres appartenant au roi et faisant partie de ses fermes ; il ne les empêche pas d'avoir à acquitter les taxes municipales. Si la plupart des tarifs d'octroi passent le tabac sous silence parce qu'antérieurs à son usage, il est compris au contraire dans quelques-uns des tarifs plus récents. Véritable anomalie qui aboutit à faire participer l'État

1. Arrêt du Conseil du 13 octobre 1750. *Arch. nat.*, AD XI, 51^a.

2. Necker, *De l'administration des finances de la France*, t. II, p. 105.
« Les achats de tabac, pendant le cours de la dernière paix, se sont montés à environ six millions par année... La dépense de la ferme générale a plus que doublé, pendant quelques années de la guerre, non seulement à cause de la hausse survenue dans le prix de la denrée, mais aussi parce que cette cherté, en diminuant l'action de la contrebande, a donné plus d'étendue aux ventes de la ferme. »

3. Cet abonnement est continué dans tous les baux où le tabac est séparé des fermes générales.

aux charges des villes. Bientôt le fermier fit réflexion « que le tabac n'étant plus une marchandise et composant une ferme du roi ne devait point être assujéti au paiement des droits ». L'on commença par ne plus le taxer dans les nouveaux tarifs, puis le fermier en 1706 présenta une requête tendant à être exempté de sa contribution aux octrois de la ville de Caudebec. Il eut gain de cause. De nombreux arrêts en conformité suivirent (1). En 1738 le bail de Forceville contient une décharge générale de toutes sortes de droits de péages, passages, octrois et autres appartenant aux villes, corps et communautés, pour tous les tabacs et l'outillage des manufactures.

A côté des tabacs acquis par la ferme, jouissant de ce traitement privilégié, il en existe d'autres en France jusqu'en 1719. Ce sont ceux recueillis dans le royaume et transportés à l'étranger, le fermier en ayant refusé l'achat. Celui-ci en surveille l'envoi et en vérifie la sortie grâce à la nécessité d'un congé préalable émanant de ses commis et à la désignation par arrêt du 25 janvier 1676 d'un petit nombre de ports par où seule l'exportation est permise (2).

1. Ces arrêts rendus par le Conseil du roi, le plus souvent après avis des intendants, avaient dès 1713 exclu le tabac de la ferme des tarifs d'Orléans, Avranches, Nantes, Pont-Audemer, Mézières, Alençon, Argentan, comme aussi des octrois de la Saône perçus au profit de la province de Bourgogne, *Arch. nat.*, G⁷ 1293.

2. « Les tabacs du cru du royaume... ne pourront sortir que par les ports de mer de Bordeaux, les Sables d'Olonne, la Rochelle, Nantes, Morlaix, Saint-Malo, Rouen, Dieppe et Saint-Valéry pour le Ponant,

Quant à l'importation, si par terre elle est rigoureusement interdite, par mer elle reste au contraire permise. Un commerce de tabac subsiste ainsi jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Déjà en 1668 le roi permet à une compagnie coloniale de « décharger les sucres et pétuns, venant des pays de sa concession, pour les renvoyer ensuite dans les pays étrangers, sans payer aucun droit que de ce qui sera consommé dans le royaume (1) ». Cette faculté d'entrepôt, le privilège la respecte tout en la limitant. Le bail Breton énumère comme seuls ports où elle existe ceux de Dieppe, Rouen, Saint-Malo, Morlaix, Nantes, la Rochelle et Marseille. En 1721 l'on y ajoute celui de Lorient. Aux termes d'une déclaration de 1720, le tabac, pour jouir de cette faculté, doit pénétrer dans les ports sur des bâtiments d'au moins cinquante tonneaux, condition que les fermiers veulent étendre à leur sortie (2), car la fraude redoutée de petits navires, qui se glissent et déchargent dans les moindres anses, peut se produire après le départ comme avant l'arrivée. Le Conseil rejette cette prétention. C'est que trop d'entraves détourneraient de ce commerce.

En cas de séjour dans les ports les tabacs sont placés dans des magasins d'entrepôt aux frais des mar-

et par les ports de Narbonne, Cette, Agde, Marseille et Toulon pour la mer Méditerranée. » *Arch. nat.*, AD XI, 48.

1. Arrêt du Conseil du 10 septembre 1668, *Arch. nat.*, AD XI, 48.

2. Réclamation des échevins de Marseille contre cette prétention. *Arch. nat.*, F¹² 78, folio 762.

chands, puis rechargés s'il n'y a pas vente à la ferme. Il faut alors soumissionner à très haut prix de rapporter certificat de la décharge au fermier afin de lui prouver que la cargaison n'a pas été versée en fraude sur les côtes françaises. « Tel aura pour 100 pistoles de tabac, qui est obligé de donner une soumission de 50.000 livres. Cela fait trembler parce qu'il arrive que, quand un vaisseau périt à la mer, ce sont des procès à essuyer (1). » Dans l'espoir d'acquérir les tabacs à bas prix, les employés des fermes fatiguent d'ailleurs le marchand par une infinité de tracasseries, retardent la délivrance des acquits nécessaires au rechargement, empêchent le transport en temps convenable et compromettent ainsi leur qualité et leur valeur.

Si l'état de guerre met parfois obstacle à l'approvisionnement partiel de la ferme dans les entrepôts devenus déserts, elle trouve une légère compensation dans l'achat des tabacs provenant des vaisseaux capturés. Elle a en effet, depuis 1721, un droit de préférence sur les tabacs de prise, que leur vente ait lieu de gré à gré ou par autorité de justice devant les officiers des amirautés. L'affiche qui en fixe la date fait mention de cette faculté qui permet au fermier de se substituer à l'adjudicataire à prix égal. Il peut l'exercer pendant une période longtemps indéterminée, puis fixée en 1781 à deux mois à compter du jour de l'ad-

1. Mémoire du sieur des Cazaux du Hallay, député de Nantes, sur l'état du commerce, mars 1701.

judication (1). Là, comme pour les tabacs d'entrepôt, l'acquisition par le fermier est presque une nécessité, car seule elle évite l'obligation de nouvelles traversées, tout autre acquéreur devant, dans l'un ou l'autre cas, exporter par mer seulement.

III

Antérieures au monopole, les manufactures privées sont supprimées en 1674 (2), sauf dans les lieux où subsistent les cultures (3). Toutefois elles y disparaissent rapidement, faute de liberté. Les tabacs étrangers sont acquis par la ferme ou n'entrent pas dans le royaume; les plantations françaises sont très réduites : l'industrie privée ne peut plus s'alimenter.

1. Lebeau, *Nouveau code des prises*, I, p. 259 et 459 ; II, p. 93, 236, 306 et 363. Le droit de préférence, établi par la déclaration d'août 1721, art. 39, fut confirmé par le bail de Forceville, art. 482, et limité à deux mois par un arrêt du 15 octobre 1781.

2. De là des doléances des fabricants, notamment de ceux de Dieppe. « Ceux qui ont des manufactures de tabac dans cette ville se plaignent qu'ils ont fait de grands frais... depuis huit ou dix ans, croyant de faire une chose agréable à Sa Majesté et utile à l'État; qu'ils faisaient gagner la vie à plus de 300 à 400 personnes en cette ville et à plus de 400 à 500 familles aux environs où l'on a planté du tabac; que néanmoins ils se trouvent maintenant ruinés. » Le président Pellot à Colbert, juin 1675. *Correspondance*, Depping, t. III, p. 228.

3. Encore faut-il distinguer. L'ordonnance de 1681, art. 17, permet de le fabriquer, filer et mettre en rôle, mais interdit de le mettre en poudre.

C'est en Guyenne qu'elle subsiste le plus longtemps. En 1700 le roi y donne le privilège d'établir une manufacture à Tonneins (1). L'on doit en vendre les produits à l'étranger et l'on y organise l'exercice des commis du fermier. Cette tentative ne réussit pas et, quand la déclaration d'août 1721 défend de façonner ou de fabriquer aucun tabac, elle sanctionne un état de fait, semble-t-il, bien plutôt qu'elle n'entrave une jouissance.

Au début du XVIII^e siècle la ferme possède les manufactures de Morlaix, Paris, Mondragon et Dieppe. Cette dernière « est une des plus considérables de la ferme du tabac. Il y a jusqu'à 1.000 ou 1.100 ouvriers qui y travaillent continuellement, les uns à préparer le tabac, et les autres à le filer et à le mettre en corde. On se sert pour la préparation de jeunes enfants depuis l'âge de neuf à dix ans jusqu'à quinze ou seize et l'on emploie pour le filage ceux d'un âge

1. Beaucoup demandaient la culture en France de tous les tabacs nécessaires à la consommation. Le roi donna alors à Roland-Duclos un privilège pour faciliter l'approvisionnement de sa manufacture. Cette mesure se présente comme une expérience. Roland-Duclos avait été au Brésil et prétendait avec les tabacs de Guyenne en fabriquer « à la manière du Brésil, aussi bons et meilleurs ». Il en fabriqua pendant deux ans mais de si mauvais qu'il ne put les vendre. Le privilège fut transféré en 1710 à un sieur Henriquez, portugais, qui ne réussit pas davantage. L'échec de la tentative semble imputable non à la qualité des tabacs de Guyenne, mais à la mauvaise méthode de fabrication. Proposition de Roland-Duclos dans de Boislisle, *Correspondance*, t. II, p. 521 et suiv. Pièces diverses aux *Arch. nat.*, dans G⁷ 1290 et 1291.

plus avancé (1) ». La déclaration de 1721 exempte « de guet et de garde et autre service public » les ouvriers et gens de peine des manufactures (2), et la ferme générale alloue des secours aux ouvriers infirmes ou malades.

Avec les progrès de la consommation, le nombre des manufactures augmente. En 1774 « il y en a sept principales dont six dans les provinces, savoir à Cette, Toulouse, Tonneins, Morlaix, Dieppe, au Havre, et une à Paris, située vis-à-vis le Palais des Tuileries (3) ». La Révolution en trouve aussi à Nancy et à Arles.

« On a placé dans les différents ports de mer et sur les rivières des manufactures où toutes les espèces de tabacs nécessaires à la consommation sont fabriquées (4). » On les a réparties sur le territoire de manière à approvisionner avec rapidité et à peu de frais les bureaux généraux. Chacune d'elles fournit ceux d'entre eux qui sont les plus rapprochés. Cette organisation évite de trop longs transports mais n'empêche pas de spécialiser certaines manufactures. Telle celle de Paris qui s'adonne aux tabacs de luxe.

1. Mémoire de 1715. Les ouvriers soustraient les tabacs. Les fermiers voulant réagir, il y a des grèves, attroupements et violences. *Arch. nat.*, G¹ 1294.

2. Art. 25.

3. *Arch. nat.*, G¹ 106. Il y eut à Marseille une manufacture supprimée vers 1774. Celle de Nancy existait au début du XVIII^e siècle mais dépendait alors de la ferme de Lorraine. En 1747, le fermier général Dupin en cite une à Clermont-Ferrand. *Œconomiques*, t. 1, p. 331.

4. Moreau de Beaumont, *Mémoires concernant les droits et impositions*, t. IV, p. 37.

L'approvisionnement de toutes les manufactures n'ayant pas lieu dans les mêmes contrées, il y a quelque diversité dans les produits. Le fermier en expose les conséquences : « Si les qualités de tabac diffèrent à chaque manufacture, il paraît intéressant de ne pas exciter l'inquiétude du consommateur en lui faisant goûter des tabacs supérieurs à ceux qui se vendent dans le pays. En user autrement, c'est l'engager à préférer des approvisionnements moins faciles, et diminuer la consommation en proportion du plus ou moins de célérité des envois, c'est exciter à la contrebande par le dégoût des tabacs dont les bureaux sont pourvus, c'est enfin ralentir l'activité du service des brigades que l'on ne saurait bien diriger sans connaître l'état effectif des ventes qu'elles protègent (1). » Au reste la ferme s'efforce de contenter les consommateurs. La demande « règle l'assortiment des bureaux..., étant de principe que le moyen le plus efficace de propager les ventes est de placer sous la main de l'acheteur la qualité et l'espèce de marchandises qu'il préfère ».

Les fermiers généraux surveillent de près les manufactures et les visitent souvent. Tous proclament la qualité de leurs produits. « Les autres nations, même les Anglais et les Hollandais qui nous fournissent des feuilles, reconnaissent la supériorité des manufactures françaises. » Et Necker : « L'on doit en grande partie la grande vogue du tabac en

1, *Arch. nat.*, G¹ 22, 83.

France à la perfection des manufactures royales (1). »

Au sortir des fabriques les tabacs en corde sont marqués d'un plomb, ceux en poudre mis en sacs cachetés. L'ordonnance de 1681 contraint à cette formalité qui certifie la provenance des produits. Dépôt est fait au greffe des élections des empreintes tant des marques que des cachets, dépôt renouvelé à chaque modification des empreintes (2). Comme le fermier marque tous ses tabacs et contremarque ceux de son prédécesseur, celui de fraude, par l'absence de ce signe, se dénonce lui-même.

La vogue porte la consommation de 2.432.000 livres pesant en 1708 à plus de 15 millions en 1780 (3). La plus grande partie représente les tabacs en poudre, les plus demandés alors (4). Cependant, durant une longue période, l'on ne fabrique que des tabacs

1. Mémoire de 1774. *Arch. nat.*, G¹ 106. Necker, *De l'administration des finances de la France*, t. II, p. 110.

2. Ordonnance de 1681, art. 2 et 3. Déclaration de 1721, art. 6.

3. Cela ferait une consommation de près de 3/4 de livre par tête, la population des provinces de monopole étant estimée vers 1780 aux environs de 22.000.000. Ce chiffre est de Necker. Un mémoire de la ferme de 1774 déclare : « Les ventes de tout le royaume, la Lorraine excepté, n'excéderont pas de beaucoup 13 millions de livres pesant. » G¹ 106. Forbonnais les évalue à 20 millions vers 1750 et Le Trosne à 24 millions en 1779, dont les deux tiers à peine vendus par la ferme à cause de la contrebande. *Recherches et considérations sur les finances de France*, t. I, p. 539. *De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt*, livre III, ch. 4.

4. Suivant Necker le tabac à fumer ne formerait que le douzième du total. En 1786 un état des ventes par direction montre que la proportion des diverses sortes de tabacs consommés varie beaucoup

en corde car ils se conservent mieux et l'on laisse aux consommateurs le soin de les râper, ou bien encore l'on achète les poudres toutes façonnées à l'étranger. Plus tard la ferme produit des tabacs de toutes sortes.

Les frais de transport et de fabrique sont à peu près inconnus. Aussi ignore-t-on la différence entre le coût de production et le prix de vente, c'est-à-dire le montant de l'impôt versé par les consommateurs.

IV

Du jour de l'établissement du monopole, le jeu naturel de l'offre et de la demande se trouve interrompu et la détermination du prix devient arbitraire. Ce prix varie selon qu'il s'agit de tabacs à priser en poudre ou de tabacs à fumer ou à mâcher en corde ou en rôles ; il varie de plus avec la qualité et la provenance.

Le bail de 1674, confirmé par l'ordonnance de 1681, permet de vendre les tabacs en corde 40 sols la livre en gros et 50 au détail s'ils sont étrangers, 20 et 25 seulement s'ils sont de la métropole ou des colonies. En 1718 l'on unifie les tabacs à 40 et 50 sols pour pousser le fermier à s'approvisionner en France et à la Louisiane. La déclaration d'août 1721 crée

avec les provinces. Le tabac râpé forme les $\frac{3}{4}$ en poids dans la direction de Montpellier et à peine moitié dans celle de Saint-Etienne
Arch. nat., G¹ III.

trois classes de tabacs de corde (1) et estime la catégorie la plus marchande 50 sols en gros et 60 au détail.

Quant aux tabacs en poudre, on les tarife d'abord aux prix énormes de 10 à 35 sols l'once (2) car la ferme les achète alors à l'étranger tout fabriqués et à grands frais. Soucieuse d'en augmenter la consommation, elle en assure ensuite la production à des prix très inférieurs. Le tabac en poudre tombe à 5 sols l'once, c'est-à-dire peu de sols de plus à la livre que le tabac en corde, légère différence que les frais de râpage justifient.

Les prix fixés en 1721 subsistent jusqu'à l'abolition du monopole, mais, par trois fois, le pouvoir royal crée des droits additionnels au prix principal. En 1730 un arrêt permet sur les tabacs supérieurs une hausse de deux sols par livre pour le ficelage. Deux majorations, concernant tous les tabacs, suivent. La première en 1758 est de 4 sols pour livre (3). C'est une extension aux tabacs d'un droit qui existe déjà à ce moment sur la plupart des produits afferlés. On ne l'établit que pour dix ans, mais on la renouvelle

1. Brésil 3 livres 10 sols et 4 livres, supérieurs 50 et 60 sols, inférieurs 25 et 32 sols. Art. 7.

2. Tabacs en poudre: Malthe, Pongibon et autres 35 sols, moyens 30 sols, communs 10 sols. Bail Breton.

3. La déclaration du 24 août 1758 qui l'établit supprime par contre les deux sols pour livre de ficelage mais on les rétablit en février suivant. Une déclaration de mars 1767 proroge les 4 sols pour livre jusqu'en décembre 1774. A ce moment on la prorogea de nouveau. *Arch. nat.*, AD XI, 51 a.

jusqu'en 1781, année où l'on y ajoute un second droit égal.

A la suite de ces augmentations, le tabac vaut vers 1789: en poudre 5 livres environ, en corde ou rôle 3 livres à 3 livres 12 sols selon les qualités. En détail les débitants le vendent jusqu'à 4 livres.

Ce sont là les prix officiels, ceux que le fermier ne peut dépasser sous peine de concussion, mais il ne les atteint pas toujours. Parfois, surtout dans les débuts, il vend à moindre prix, soit pour donner moins d'attrait à la fraude, soit pour développer les ventes. Ainsi il n'augmente pas le prix des tabacs en poudre à la suite des 4 sols pour livre de 1758 et les cède encore à 3 livres 12 sols et 4 livres pour en avoir le débouché. En 1703 il proteste « que, loin de vendre les tabacs 40 sols l'étranger et 20 sols celui du royaume, comme l'ordonnance le permet, il est obligé pour en avoir le débit de les donner à 30 et à 15 sols ». Sur le tabac du cru, plus facile à se procurer en dehors de la ferme, les réductions sont considérables: « Les fermiers ont été forcés d'en réduire le prix à 12, 10 et même jusqu'à 8 sols dans certains endroits ce qui est à peine le prix coûtant (1). »

Une inégalité choquante existe longtemps entre les provinces soumises au privilège exclusif. Les textes officiels indiquaient le prix par livre pesant sans distinguer entre le poids de marc et le poids de table. Or ce dernier était plus faible, la livre ne contenant

1. Mémoires des fermiers de 1703 et de 1711, *Arch. nat.*, 1290 et 1292.

que 14 onces au lieu de 16 et le poids de l'once étant à peu près égal dans les deux systèmes. « Le poids de table est le seul dont on se sert dans la généralité de Toulouse et dans tout le Languedoc. » Le fermier s'en sert donc dans ces régions mais emploie celui de marc dans le reste du royaume. Il en résulte que le tabac coûte environ un huitième en plus dans les pays de poids de table que dans les autres provinces. La Cour des Aides de Montauban proteste en 1709 contre cette anomalie et ordonne la vente au poids de marc mais, à la demande du fermier, le Conseil maintient l'ancien usage jusqu'à la fin du bail. La même tolérance est laissée à ses successeurs et les prix ne sont rendus uniformes que par une déclaration de 1758 qui oblige à l'usage du poids de marc dans les généralités de Montauban, Montpellier, Toulouse et le pays de Roussillon (1).

Fait remarquable: l'égalité fiscale, à l'encontre des habitudes de l'époque, se rencontre dans le monopole. Il n'y a d'autres exceptions que celles consenties dans l'intérêt même de la ferme. C'est pour la protéger que l'on établit les deux seuls privilèges qu'elle connut jamais : baisse de prix pour les troupes et pour les habitants des pays frontières.

Quand les habitants usent trop de tabac de fraude, les fermiers s'adressent au contrôleur général qui charge le plus souvent l'intendant de prendre des mesures. L'une d'elles est de vendre du tabac à

1. *Arch. nat.*, AD XI, 51 a.

meilleur marché afin de diminuer l'intérêt du fraudeur. Cela se fait d'abord sans plan général, à un prix variable avec chaque province (1). C'est de là que naît le système des zones que l'on généralise aux limites de la ferme. L'on y crée des bandes de terrain où l'on débite le tabac moins cher qu'à l'intérieur, afin d'éviter entre les pays de monopole et les autres une opposition de prix trop brusque qui inciterait les habitants des premiers à s'approvisionner frauduleusement dans les seconds. Dans ces zones l'on vend des tabacs à 33 et même à 16 sols la livre et l'on en rend l'achat facile aux habitants (2) à la condition de les consommer dans l'étendue du bureau où on les a achetés. Autre part ils seraient dits tabacs de fraude.

A côté de ce privilège territorial, il en est un personnel en faveur des troupes. Celles-ci, grandes con-

1. Il y a notamment une intervention de ce genre en Roussillon dès 1691. Là les habitants achetaient des tabacs aux troupes. Le roi ne voulant pas qu'ils profitent au détriment de la ferme de la diminution faite aux troupes, l'intendant établit un tarif commun pour la garnison et les habitants. M. Trobat, intendant en Roussillon, au contrôleur général. De Boislisle, *Correspondance*, t. I, 925.

2. « Dans les départements où pour se garer du voisinage de la fraude, on est obligé de faire distribuer des tabacs à bas prix, on ne saurait établir trop de débitants sur la frontière limitrophe des provinces d'où viennent les versements; mais à l'égard de celles qui avoisinent les lieux où les tabacs se vendent à un prix plus fort, on doit toujours laisser une distance au moins d'une lieue, dans laquelle il n'y ait point de débitants à bas prix qui puissent verser sur les paroisses à haut prix. » Instruction pour la régie de la ferme de mars 1731.

sommatrices de tabac, usent généralement de celui de contrebande par suite du haut prix de celui du roi. Aussi leur attribue-t-on, moyennant 12 sols la livre (1), un tabac inférieur, dit de cantine, car l'on crée des cantines pour le leur fournir. De crainte des abus, de nombreuses ordonnances règlent les distributions (2) auxquelles les officiers ne prennent pas part. Chaque homme ne reçoit qu'une livre par mois et le fermier peut même la remettre en détail, once par once (3).

1. Parfois même le fermier le cède à moindre prix. Ainsi en Béarn il le cède à 9 sols sans pouvoir empêcher la contrebande. Si les soldats n'achètent plus de tabac étranger, ils revendent celui que leur procure la ferme. Le contrôleur général au lieutenant du roi en Navarrenx, 1709. De Boislisle, *Correspondance*, t. III, 645.

2. Ordonnances des 16 octobre 1688, 20 décembre 1719, 30 juillet 1720, 1^{er} octobre 1743, 6 octobre 1744, 15 septembre 1745, 1^{er} octobre 1747, 13 juin 1748, etc. Ces textes sans cesse renouvelés prouvent bien leur propre inefficacité. Une ordonnance de février 1712 fait participer les troupes de la marine aux distributions. *Code militaire*, par de Briquet, t. III, p. 279 et suiv.

3. Le fermier recule devant cette mesure car la journée n'y suffit pas. D'accord avec les gouverneurs, il vend à un sergent le tabac nécessaire à la compagnie pour le mois et celui-ci le revend par petites parties. Lettre de l'intendant de Bretagne, 1694. De Boislisle *Correspondance*, t. I, 1357.

CHAPITRE V

La contrebande et les tribunaux

I

Un fait domine toute l'administration de la ferme : la crainte de la contrebande qui la pousse aux mesures les plus sévères. Est dit de contrebande tout tabac qui n'est pas marqué des plombs ou cachets du fermier et ne sort pas de ses bureaux (1). De plus, hors les zones avoisinant les provinces franches, user du tabac qui y est cédé à moindre prix est un fait de contrebande. L'on s'efforce même de limiter aux habitants du territoire correspondant les ventes de chaque bureau afin d'en connaître plus facilement les hausses ou baisses de consommation et d'en estimer la prospérité par comparaison.

La contrebande s'exerce surtout de deux façons : les uns cultivent le tabac malgré les défenses, d'autres introduisent dans les pays de privilège exclusif celui de l'étranger.

En dépit des visites répétées des commis, les plantations subsistent en bien des lieux et, jusque dans

1. Déclaration du 6 décembre 1707, art. 2.

les jardins des couvents, il y a de véritables luttes à soutenir pour les détruire (1). Il faut en appeler aux troupes et faire passer quelques dragons dans les paroisses. Le roi rappelle souvent les prohibitions. La déclaration du 17 octobre 1720 défend même de posséder des graines de tabac et les lettres patentes du 16 septembre 1777 interdisent, sous les peines les plus rigoureuses, les plantations dans les forêts du roi et autres étendues boisées où la fraude se réfugie (2).

Mais cette contrebande n'est rien auprès de celle qui consiste en versements. Ceux-ci anéantissent le produit de la ferme dans les régions frontières. Elle est d'autant plus difficile à extirper qu'elle présente au fraudeur un gain considérable. Il s'approvisionne à bon compte dans les provinces franches et dans certains États tels le pays de Liège, où il n'existe qu'une taxe d'un denier par livre, et la Hollande, où le droit d'importation n'atteint pas 2 % de la valeur, ceux de détail étant plus modiques encore (3). « Une livre de tabac revient tout au plus à 12 sols y compris un bénéfice honnête pour celui qui le fabrique.

1. MM. Le Camus et Bosc, premier président et procureur général de la Cour des Aides de Paris, au contrôleur général, septembre-octobre 1714, *Arch. nat.*, G⁷1766. Observations de M. Turgot. « Les plantations sont communes non seulement aux environs de Mayenne, mais dans toutes les autres villes, bourgs et villages. » *Arch. nat.*, G⁷1291.

2. Guyot, *Répertoire universel de jurisprudence*, t. XVI, p. 657.

3. Moreau de Beaumont, *Mémoires concernant les droits et impositions*, t. I, p. 184 et 219.

Que le contrebandier le vende en France 30 à 36 sols, il gagne par livre pesant environ 18 à 24 sols faisant le double de sa mise, et le consommateur français en gagne autant, gain certainement très intéressant en ce que eu égard au poids et au volume de cette matière un cheval et même un homme en peut porter pour une somme importante (1). » Aussi les professionnels préfèrent-ils le transport du tabac à celui du sel qui ne se vend que 8 sols et craint davantage les intempéries.

Ainsi rémunérés, les fraudeurs, à l'aide des guerres continuelles du règne de Louis XIV qui facilitent le désordre, étendent chaque jour leur industrie. Le récit de leurs tristes exploits encombre la correspondance des intendants et des employés de la ferme. « On ne voit à présent à Carignan que chariots chargés de tabac. Il n'y a presque pas de bourgeois qui n'en fassent commerce. » La ville de Bordeaux « regorge de tabacs d'Espagne dont on fait commerce presque ouvertement ». « Le désordre et l'insolence dans la distribution du faux tabac sont venus à un tel excès que la ferme ne peut plus se soutenir. Les fraudeurs le vendent publiquement dans la campagne, à l'issue des messes ou des vêpres, avec des balances ; ils le font passer dans les villes, en sorte que les fermiers n'ont presque plus de consom-

1. Mémoire adressé en 1774 par les fermiers généraux au roi. *Arch. nat.*, G¹ 106. Le Trosne, *De l'administration*, etc., p. 157. « Il y a plus de trente sous à gagner en revendant quarante sous une denrée qui n'en vaut pas dix. »

mation. » Les hommes « s'attroupent au nombre de six et de huit bien armés et crient le tabac hautement en tous les endroits où ils passent (1) ».

Heureux encore quand leur nombre est si faible. D'ordinaire ils forment de véritables armées. Les fermiers ont plutôt une guerre à soutenir qu'une ferme à régir. Une troupe montée et en armes vient faire le commerce du sel et du tabac jusqu'aux portes de Rouen sans qu'on puisse s'y opposer avec succès. En Bourgogne « les fraudeurs ne vont que par centaines et armés jusqu'aux dents, en sorte qu'il est impossible aux brigades de les pouvoir attaquer. Les maréchaussées ne veulent point seconder les gardes, quelques récompenses qu'on leur promette ». Il n'y a qu'à reconnaître son impuissance : « Quand on aurait une fois plus de commis, un si grand nombre de fraudeurs les mettra toujours en déroute (2). »

Alors ce sont les faux tabatiers qui prennent l'offensive, contraignent les gardes à délaisser leurs captures, à battre en retraite, les assiègent dans les maisons et les obligent même parfois « à leur rendre le tabac avec de l'argent et un billet d'indemnité sans quoi il n'y aurait point de vie pour eux ».

1. Lettres des entreposeurs de Carignan et de Coulommiers, du receveur de Bordeaux 1709. Plaintes des fermiers généraux au contrôleur général 1707. *Arch. nat.*, G¹ 1290, 1219.

2. Lettre de M. de Courson, intendant de Rouen, 1707. De Boislisle *Correspondance*, t. II, 1228, Lettre des receveurs de Dijon et de Tours ; des entreposeurs de Château-Thierry et de Steuay, 1706-1713. *Arch. nat.*, G¹ 1290, 1293.

Sur le littoral la fraude est plus intense, s'il est possible. Les tabacs, amassés dans les îles, sont versés de nuit au signal de complices qui allument sur les côtes les feux convenus. Les fermiers doivent équiper des vaisseaux pour croiser sans cesse (1).

Les troupes participent activement à la contrebande et à chacune de leurs entrées dans le royaume versent quantité de tabacs. Une série d'ordonnances leur défendent de se charger de marchandises prohibées (2), mais comment « s'opposer au grand nombre de cavaliers, dragons ou soldats qui le font à force ouverte et en partis de quinze, vingt et jusques à trente et quarante hommes, bien armés et bien résolus de ne se point laisser prendre ? » Vainement d'aucuns veulent-ils « tâcher de les jeter dans un lucré opposé » en les intéressant aux saisies qu'ils peuvent opérer (3). Les mandements du roi qui généralisent cette mesure ne remédient pas au mal (4).

1. Les fermiers qui se sont d'abord contentés de petites barques dites pataches en viennent en 1775 à construire des bâtiments importants, de trente hommes d'équipage. *Arch. nat.*, G¹ 83.

2. Ordonnances des 30 octobre 1689 ; 18 octobre 1690 ; 17 octobre 1694 ; 27 septembre 1711.

3. Très nombreuses lettres sur ce sujet dans de Boislisle. Le contrôleur général recommande souvent de protéger la ferme « contre les soldats qui y sont naturellement opposés ».

4. Mandement du 17 février 1712 pour les troupes de marine. Les troupes recevront les chevaux, charrettes et équipages des fraudeurs qu'ils arrêteront, puis 15 livres par cent pesant de tabac, 15 livres par faux tabatier armé et 10 s'il est sans armes. Parfois le roi retient sur la solde et abandonne au fermier une somme représentative de la valeur du tabac de fraude vendu par les troupes.

En 1709 le contrôleur général des finances apprécie ainsi la situation : « Depuis quatre mois il ne s'est pas passé de semaine sans qu'il y ait eu quelque sédition. Il a fallu des troupes dans presque toutes les provinces pour les contenir. Celles qui y seront envoyées après la campagne finie empêcheront les peuples de se révolter ; mais elles feront le faux saunage, elles feront entrer le tabac et les marchandises en fraude des droits et sans payer les douanes, et ces désordres réduiront les fermes du roi à la moitié de leur produit ordinaire (1). »

Si les faux tabatiers peuvent opérer de plein jour avec une audace aujourd'hui inconnue, c'est qu'ils ont pour complice la presque unanimité de la population. Une déclaration d'octobre 1720 défend de leur donner asile ; une autre d'août 1729 ordonne « aux syndics, manants et habitants des bourgs et villages par lesquels passeront des particuliers attroupés avec port d'armes et des ballots sur leurs chevaux de sonner le tocsin (2) ». On tient ces textes pour lettres mortes. L'on fait ample provision de marchandises quand elles traversent une ville et on les recèle jusque dans les églises (3). Bien mieux, les faux taba-

1. Mémoire de Desmaretz, contrôleur général, au roi. De Boislisle, *Correspondance*, t. III, p. 603.

2. *Code Louis XV*, t. III, p. 96.

3. Arrêts du Parlement de Bretagne des 23 avril 1699 et 11 août 1713 défendant aux recteurs, marguilliers, sacristains et à ceux qui ont la clef des églises d'y mettre de faux tabacs. *Arch. nat.*, G¹. 105. Le sieur Vezian, visiteur général des gabelles, au contrôleur général. De Boislisle, *Correspondance*, t. II, 351.

tiers sont populaires. Une rencontre met-elle aux prises commis et fraudeurs ? C'est à ces derniers, généralement des compatriotes, que va l'appui des habitants contre les représentants de l'arbitraire fiscal. Pour eux ils se lèvent en armes, saccagent les entrepôts, assaillent les gardes à coups de fourches ou de haches, multiplient sur tous les points du pays les rébellions et les émeutes. Le maire, le curé, le procureur du roi sont souvent à leur tête.

De leur côté les classes privilégiées les soutiennent. Cette conduite ne leur paraît point répréhensible, car elles aussi s'adonnent volontiers à la contrebande. Fraudeurs ces cadets de noblesse bretons qui s'associent pour aller charger du tabac à Jersey. Fraudeurs les membres de la maison des princes qui, lors des voyages de la cour, marquent son passage de ventes de faux tabacs (1).

Et cela subsiste tant que dure le monopole. Les faits sont journaliers. En certains lieux ce sont de vraies batailles, telle une rencontre de gardes avec cent cinquante-cinq contrebandiers de Cerdagne qui se termine après trois heures de combat par la fuite

1. Les cartons des Archives nationales sont remplis de requêtes au contrôleur général, l'informant d'émotions et de rébellions. M. de Nointel, intendant en Bretagne, au contrôleur général, avril 1698. De Boislisle, *Correspondance*, t. I, 1713. Rapport de M. de Beaumont, fermier général, sur l'état de la direction d'Orléans (1745). « La consommation aurait augmenté pendant la présente année si les gens de la suite de Madame la Dauphine n'avaient point versé considérablement de faux tabacs dans leur route. » *Arch. nat.*, G¹ 21.

des commis (1). Même Paris n'est pas respecté. Une déclaration de 1723 y montre les soldats, vagabonds et autres qui « rôdent une partie des nuits avec attroupement autour des barrières et dans les marais, après la retraite sonnée, portent des armes à feu, ont de gros bâtons et de gros chiens à leur suite ». Travestis, de crainte d'être reconnus, ils « forcent les bureaux, insultent et maltraitent les commis, et viennent en grand nombre enlever de force les saisies qu'ils ont faites sur aucuns d'eux (2) ».

Plus on hausse les prix, plus l'intérêt du fraudeur augmente, plus les frais de surveillance s'élèvent. Mais celle-ci reste inopérante car, dit la Cour des Aides, « l'attrait de la contrebande est tel, que les lois les plus terribles et l'administration la plus rigoureuse... n'y apporteront jamais un obstacle suffisant ».

II

Ce sont bien des lois terribles que celles régissant cette matière. Ce sont aussi des lois très variables. Le système n'acquiert qu'au bout de soixante ans sa forme définitive.

L'on peut distinguer trois périodes. La première est caractérisée par l'existence de peines presque exclusivement pécuniaires. Toute personne qui vend du tabac sans permission du fermier est passible,

1. Arch. dép. des Pyrénées-Orientales, C 1034.

2. Auger, *Code des tailles*, p. 1723.

d'après la déclaration de 1674, d'une amende de 1.000 livres. Somme manifestement exagérée que le contrevenant ne peut le plus souvent fournir, ce qui pousse les juges à la modérer. Le pouvoir royal l'abaisse alors à 100 livres puis, l'année suivante, fixe une échelle selon l'importance des saisies (1). La condamnation, qui est prononcée solidairement contre le propriétaire des tabacs et ses complices, entraîne confiscation, tant des denrées que des chevaux et voitures ayant servi à leur transport.

Une autre phase est instituée par l'ordonnance de 1681. Elle maintient l'amende (2), mais établit le principe de sa conversion en peine afflictive en cas d'insolvabilité. Seulement celle du carcan, prévue par l'ordonnance, n'atteint pas le but visé car elle n'effraie pas les fraudeurs. « La peine du carcan n'en est pas une pour eux puisqu'ils le demandent pour être plus tôt en état de retourner à la fraude. » En fait, des condamnés réclament sa mise à exécution malgré le fermier qui les veut retenir en prison. C'est un moyen commode, dit-il, de ne pas payer l'amende. Il critique cette peine insuffisante, moins sévère que celles sanctionnant les gabelles.

D'où la déclaration du 6 décembre 1707 d'après laquelle, faute de consigner une somme de 300 livres dans le mois, la peine est commuée sur simple requête

1. Arrêts du Conseil des 20 février 1677 et 27 septembre 1678. *Arch. nat.*, AD XI, 48.

2. Cette amende est de 300 livres pour la contrebande simple, art. 9 1.000 livres en cas de récidive.

du fermier en cinq années de bannissement de la province pour les femmes, en trois puis cinq années de galères pour les hommes (1).

Enfin cette législation, déjà draconienne, est complétée en 1729 par des règles spéciales contre les attroupements (2), règles qu'une déclaration du 25 janvier 1733 exagère encore (3). Celle-ci punit de mort et de confiscation de biens les hommes armés qui fraudent s'ils sont trois, qui escortent simplement les fraudeurs s'ils sont cinq (4). Elle envoie aux galères perpétuelles ceux qui, sans avoir droit au port d'armes, sont rassemblés armés au nombre de cinq, même sans avoir de marchandises. C'est la troisième période, celle qui s'étend jusqu'à la Révolution et où l'on en vient à condamner sur simple soupçon, sans fraude effective.

1. Art. 2. L'analyse de cette déclaration est dans Moreau de Beaumont, *Mémoires concernant les droits et impositions*, t. IV, p. 17 et suiv. La déclaration n'oublia que d'indiquer la durée. Sur la demande du procureur général près la Cour des Aides de Paris, on la fixa à trois années en mai 1709. La déclaration du 1^{er} mars 1723 la porta à cinq ans. Une déclaration du 30 mars 1756 décide que ceux qui ont été condamnés aux galères par conversion et faute de paiement seront admis à payer même après le jugement de conversion. *Arch. nat.*, AD XI, 51 a.

2. *Code Louis XV*, t. III, p. 96.

3. Attroupement dans la déclaration du 2 août 1729 signifie au nombre d'au moins cinq. Dans celle du 25 janvier 1733, le plus souvent c'est au nombre de trois ou plus. Guyot, *Répertoire universel de jurisprudence*, t. XVI, p. 650.

4. Déjà un mandement de 1712 concernant les troupes et une déclaration de 1723 concernant Paris ont établi des peines de ce genre mais à titre exceptionnel. Auger, *Code des tailles*, p. 1723.

Une déclaration d'octobre 1720 établit un principe aussi exorbitant. Étendant aux faux tabatiers les règles édictées contre les faux sauniers, elle défend d'informer contre les gardes s'ils tuent des contrebandiers qui résistent ou pénètrent armés en France. Elle impose silence sur ces faits au procureur du roi.

« Les fermiers généraux, affirme la Cour des Aides, ont obtenu de ces lois qui exciteraient une guerre intestine dans le royaume, si on voulait les faire exécuter littéralement (1). » Les fermiers le sentent bien. Aussi, quand la fraude a lieu chez des personnes de haute condition, en réfèrent-ils au contrôleur général plutôt que de brusquer les choses. On les voit modérer les amendes et obtenir souvent du roi des lettres de cachet contre les religieux et les nobles contrebandiers (2). Ils n'usent pas de ce texte de la déclaration de 1721 : « Déclarons les nobles qui seront assez lâches pour commettre le crime de fraude du tabac déchus pour eux et leur postérité des avantages de la noblesse. Voulons qu'ils soient privés de leurs charges et emplois et que leurs maisons, qui auront servi à la fraude ou de retraite aux fraudeurs, soient rasées (3). »

1. Cour des Aides, Remontrances de 1775.

2. Cependant il y a quelques exemples de rigueur. La Cour des Aides de Languedoc condamne aux galères ou au bannissement plusieurs récollets de Saint-Andéol. *Arch. nat.*, G¹ 105. De même le Parlement de Bretagne condamne plusieurs nobles aux galères, peine bientôt réduite à l'amende. De Boislisle, *Correspondance*, t. 1, 1713.

3. Art. 36 qui se borne à rendre applicable au tabac l'article 13 du titre 17 ayant trait au faux saunage de l'ordonnance de mai 1680.

Mais le fermier peut toujours employer ces armes, et elles sont d'autant plus redoutables que la loi est rarement certaine. Il y a foule de droits douteux que les employés essaient d'exercer sur les gens obscurs et sans crédit. Or comment les connaître ? « Le Code de la ferme générale est immense et n'est recueilli nulle part. C'est une science occulte que personne, excepté les financiers, n'a étudié ni pu étudier (1). » Si le fermier ne fait pas observer d'habitude les droits les plus odieux, cette conduite ne provient que de son intérêt ou de sa bienveillance et conserve toujours le caractère précaire et incertain d'une faveur.

III

D'après l'ordonnance de 1681, la connaissance de toutes les contestations, au criminel comme au civil, appartient en première instance aux officiers des élections et en appel aux Cours des Aides. Ce sont les juges de droit commun en matière d'impôts. Dans les pays d'États, où il n'existe pas d'élus, juridiction est attribuée aux officiers des traites et des ports, ou à ceux spécialement commis à cet effet.

De sa seule autorité, la Cour des Aides de Mont-

1. Remontrances de la Cour des Aides du 6 mai 1775. Auger, *Recueil*, p. 632 Les fermiers avaient déjà dit : « Les juges et les commis peuvent errer de bonne foi dans bien des cas lorsqu'il est question de fixer une jurisprudence dont les principes sont, pour ainsi dire, dispersés dans un aussi grand nombre de règlements. » *Arch. nat.*, G¹ 105.

pellier assure l'exécution de ce texte en nommant des juges en Languedoc. Le ministre s'en étonne. Le pouvoir royal révoque les commissions données par la Cour et choisit pour juges de premier ressort en cette province des subdélégués de l'intendant (1).

Devant ces juridictions il y a deux moyens de procéder. L'on peut suivre, selon les règles générales de la procédure de l'époque, la voie ordinaire ou la voie extraordinaire. La première s'emploie quand il ne s'agit que de plantations ou de simple saisie ; la seconde s'il y a rébellion, transport par bandes armées, imitation du cachet du fermier ou complicité de ses agents. La voie extraordinaire est donc réservée aux affaires criminelles pouvant entraîner condamnation à des peines afflictives. L'instruction y est longue et se fait à l'aide d'une procédure écrite et savante. Au contraire quand l'accusé n'encourt que des peines pécuniaires sauf conversion, quand on suit la voie ordinaire, la cause est jugée sommairement à l'audience sur le vu du procès-verbal. Il n'y a même pas d'interrogatoire à moins que le fermier n'en réclame.

Un simple procès-verbal, signé de deux commis, fait regarder les faits comme constants et la fraude comme prouvée. L'inculpé ne peut discuter son contenu qu'en usant de la procédure singulièrement périlleuse de l'inscription en faux. Point n'est suffi-

1. Colbert à l'intendant de Toulouse. Commissions données aux sieurs_s Boisson et Robert de Molard, subdélégués de l'intendant. *Arch. nat.*, G¹ 1292.

sant d'affirmer son inexactitude ; il faut encore prouver directement sa fausseté (1). Puis l'inscription en faux est entourée d'un grand nombre de formalités obligatoires, sans parler de la consignation préalable d'une forte amende et du délai trop bref accordé pour se déterminer et consulter les hommes de loi.

L'on doit condamner sur la déposition concordante de six témoins dont peuvent être les acquéreurs du tabac (2). Les commis s'efforcent alors d'avoir des espions et encouragent les délateurs en donnant une récompense « à un associé, à un commensal, à la femme qui a dénoncé son mari, au fils qui a dénoncé son père ».

Le plus souvent il n'y a même pas la garantie d'un second degré de juridiction, car le roi défend de recevoir l'appel des faux tabatiers s'ils ne consignent 300 livres dans le mois du prononcé de la sentence (3), ce qui équivaut pour les insolubles à la suppression de cet appel.

La Cour des Aides dénonce ces procédés légaux excessifs. « Ces moyens sont tels qu'il n'est plus permis aux juges de chercher où est la vérité ni où est la justice, et qu'ils sont presque toujours forcés de

1. La déclaration du 6 décembre 1707, qui interdit dans son article 7 d'user de la voie extraordinaire pour les simples saisies, oblige dans son article 6 à s'inscrire en faux à l'audience ou dans les trois jours. Il faut consigner 60 livres si l'affaire est pendante devant une élection, 100 si elle l'est devant une Cour des Aides.

2. Déclaration du 18 septembre 1703. *Arch. nat.* AD., XI, 49.

3. *Mémorial alphabétique pour les gabelles et les cinq grosses fermes*, paru en 1714, au mot Tabac. La décision du roi est de 1689.

juger d'après des pièces qui, aux yeux de la raison, seraient légitimement suspectes (1). »

Le fermier a d'ailleurs la plus large action sur la marche des procès. C'est ainsi que, comme d'après son bail il perçoit le produit des amendes, le roi l'autorise, chose interdite aux juges, à transiger et à les modérer, comme bon lui semble, sans attendre le jugement et sans demander le consentement du ministère public (2). L'on ne peut pas convertir une peine en une autre sans sa permission (3). De même, tenu d'entretenir les fraudeurs prisonniers, il en laisse s'enrôler par motif d'économie. Le service militaire est considéré comme une peine équivalente. Les officiers, qui manquent d'hommes, prennent volontiers ceux qui ont bonne contenance (4), cela malgré les élus dont les réclamations ne sont pas écoutées.

Les officiers des élections, devenus ainsi en quelque sorte les subalternes du fermier qui éprouve la faveur du pouvoir royal, supportent cette situation avec impatience. Magistrats, possesseurs de charges vénales et héréditaires, leur indépendance s'accom-

1. Remontrances du 6 mai 1775. Auger, *Recueil*, p. 638.

2. Arrêt du 7 juin 1740 faisant application de l'article 577 du bail de Forceville. *Code Louis XV*, t. XII, p. 228.

3. Déclaration du 13 juin 1705. *Arch. nat.* AD., XI, 49.

4. Les fermiers renoncent bientôt à ce système car les officiers renvoient parfois les hommes à prix d'argent. Ils reparaissent alors « à la tête des bandes encore plus animés qu'auparavant ». Les fermiers au contrôleur général 1710. De Boisliisle, *Correspondance*, t. III, 664.

mode mal des atteintes portées aux règles ordinaires de la justice. Forts du soutien des Cours des Aides, ils rendent nombre de sentences qui déplaisent au fermier et nécessitent l'intervention du Conseil du roi. Celui-ci casse fréquemment leurs décisions et le fait sans renvoi, même pour les arrêts de Cours souveraines, si bien que le recours au Conseil devient un appel interjeté à un juge supérieur, un degré de juridiction de plus.

Les élus prétendent à un droit de surveillance sur les bureaux de la régie. Le Conseil leur interdit de les visiter (1) s'ils n'en sont requis par le fermier, ses procureurs ou commis, ou par les acquéreurs de tabacs, incidemment à une contestation déjà formée.

Ils éludent les dispositions qui les obligent d'assister les commis dans certaines de leurs visites ou y mettent des conditions qui nuisent à leur rapidité et à leur résultat. Les uns « veulent garder l'ordre du tableau ou suivre des règles qu'ils se sont faites eux-mêmes de n'aller en visite que chacun à son tour par mois ou par semaine ; d'autres ne veulent accompagner les commis que préalablement ils ne leur indiquent les personnes soupçonnées de fraudes lesquelles le plus souvent se trouvent être leurs parents, alliés ou amis qu'on ne manque pas d'avertir (2) ».

1. *Code Louis XV*, t. X, p. 260. En 1717, le Conseil casse un arrêt de la Cour des Aides de Clermont-Ferrand, permettant ces visites aux officiers des élections. *Arch. dép. du Puy-de-Dôme*, C 4887.

2. Préambule d'un arrêt d'août 1714. *Arch. nat.*, AD XI, 48. Les mêmes difficultés existent en Languedoc. « Il y a aussi des consuls et

Le mécontentement des élus s'accroît de ce fait que le fermier obtient, en ce qui le concerne, une réduction notable de leurs honoraires comme de ceux des Cours des Aides et des trésoriers de France. En 1697 l'on abaisse à trois livres le droit perçu par chaque élection quand l'adjudicataire y présente son arrêt de prise de possession (1). Les officiers de ces sièges « se récrient sur la nouvelle déclaration qui les rend valets d'une ferme, qui sans aucune connaissance de cause les oblige de juger à l'audience et leur ôte toutes sortes d'émoluments dans le temps où on les accable de taxes ».

Ils en viennent à refuser d'instruire : « Le fermier a voulu suivre cette affaire sur les lieux mais les juges ont fait entendre qu'ils ne voulaient point en connaître. » « Les officiers de l'élection m'ont tous assuré en corps qu'ils ne rendront aucune sentence..., qu'on n'avait rien à leur dire..., qu'on pouvait prendre d'autres juges (2). »

Ces résistances des élus, leur éloignement pour les

habitants qui refusent tous les jours d'accompagner aux visites les commis qui les en requièrent. » M. de Basville, intendant, *Arch. nat.*, G⁷ 1290.

1. Plusieurs Cours refusent des droits trouvés trop modiques et n'enregistrent pas le bail. Dans ce cas elles nient toute qualité au fermier qu'elles déboutent de toutes ses instances. Parfois il ne peut même pas faire signifier l'arrêt du Conseil, ce qui tiendrait lieu d'enregistrement, car aucun huissier ne veut s'en charger. Contestation avec le Parlement de Grenoble au début du bail d'Henriet, *Arch. nat.*, G¹ 7.

2. *Arch. nat.*, G⁷ 1291 et 1293. Du receveur du tabac d'Amiens.

moyens légaux excessifs accordés au fermier, l'augmentation constante de la contrebande, tout cela porte peu à peu le Conseil à leur enlever dans certains cas la connaissance des affaires de fraude. Le fermier le presse d'instituer d'autres juges, prétextant la partialité des tribunaux supérieurs et subalternes créés pour connaître des matières fiscales. « D'ailleurs le but principal de ces établissements, qui était d'accélérer le jugement des affaires en même temps que d'économiser les frais, n'a pas toujours été rempli. » Ils sont guidés par des règles spéciales pour l'instruction des objets de leur compétence mais, dit le fermier, s'en écartent souvent. « Ces règlements ne peuvent être bien observés que par des juges qui, étant initiés à l'administration, ont senti la nécessité de les faire exécuter (1). »

Aussi les fermiers généraux travaillent-ils à dépouiller les élus dont l'indépendance est une garantie pour les contribuables et détruisent-ils le dernier frein qu'oppose encore à l'arbitraire la justice régulière.

IV

Quand un fait présente un caractère de gravité exceptionnelle, quand une juridiction fait preuve de faiblesse, le Conseil du roi évoque l'affaire et la

1. Réponse des fermiers généraux à la lettre du premier président de la Chambre des Comptes de Rouen au garde des sceaux. Février 1788, *Arch. nat.*, G¹ 26.

renvoie devant l'intendant de la province, son commissaire.

L'intendant a toujours exercé un certain contrôle sur les fonctionnaires d'ordre judiciaire : « Vous devez examiner, écrit le contrôleur général à propos de la régie des tabacs, si les juges ordinaires sont bien intentionnés pour les droits de la ferme et, en ce cas, leur laisser la connaissance des affaires et la punition des contraventions; mais s'ils ne font pas leur devoir, l'intention de Sa Majesté est que vous preniez connaissance des affaires qui naissent pour raison de cette ferme (1). » L'intendant n'use pas pour cela des pouvoirs étendus contenus dans sa commission générale mais, à chaque procès, demande au Conseil un arrêt d'attribution particulière.

Cet acte ordonne « d'être par lui le procès instruit, fait et parfait suivant la rigueur des ordonnances ». Comme la loi exige la pluralité des juges, l'intendant doit appeler avec lui un certain nombre d'officiers ou, à leur défaut, des gradués en droit, mais la Cour des Aides, faisant allusion à l'influence décisive de ce fonctionnaire, peut toutefois déclarer « que ce n'est pas donner des juges au peuple, que de ne lui donner que le tribunal d'un seul homme ». Le plus souvent sa commission lui donne pouvoir de commettre pour l'instruction. Il la confie alors à un subdélégué qui entend les témoins s'il y a

1. Aux intendants, 1679. *Lettres*, etc., par Pierre Clément, t. II, p. 91.

lieu. L'intendant juge sur pièces écrites, sans avocat. Procédure simple et expéditive, mais offrant peu de garanties.

Au mépris du principe qui autorise l'appel du délégué au déléguant, l'intendant reçoit d'ordinaire attribution pour statuer souverainement en dernier ressort. Dans le cas opposé le juge d'appel est la section du Conseil du roi dite Conseil des Finances. Or, composé d'intendants des finances et du contrôleur général avec lequel l'intendant est en correspondance constante, ce Conseil, qui parfois a déjà presque été partie dans l'affaire, n'est pas pour les justiciables d'une grande utilité. Ses membres, non contents de couvrir l'intendant par tendance professionnelle, vont jusqu'à lui demander des avis qu'ils transforment en jugement. On les voit même statuer d'accord avec les fermiers généraux, comme l'intendant le fait avec le directeur de la ferme.

Malgré les réclamations de la Cour des Aides, les attributions, chaque jour plus nombreuses, deviennent valables pour une période déterminée. En Bretagne, où les commis sont en butte à des violences continuelles, l'intendant est saisi en 1713 de tous les faits de rébellion pendant un an, pouvoir prorogé l'année suivante à la demande du fermier. C'est que, dit-il, le Parlement de Bretagne doit respecter la lenteur des règles de procédure, tandis que l'intendant peut user d'autorité (1). En 1718 on leur donne

1. Les fermiers au contrôleur général. De Boislesle, *Correspondance*, t. III, 1626.

connaissance des procès concernant les navires faux tabatiers, capturés à une ou deux lieues en mer (1). De même, en 1724, les intendants voisins de la vicomté de Turenne sont l'objet pour ce pays d'une attribution dont la durée n'est plus limitée (2).

C'est qu'en présence de l'énormité des fraudes, « l'insuffisance de ces sortes d'attributions fut reconnue. Le Conseil jugea que les circonstances en exigeaient une plus générale. Il rendit en conséquence l'arrêt du 17 septembre 1728 par lequel MM. les intendants des généralités de Paris, Amiens, Soissons et Châlons furent commis indéfiniment pour juger souverainement les particuliers faisant dans leurs généralités commerce de faux sel, faux tabac et de marchandises prohibées avec attroupement et port d'armes (3) ». Mesure bientôt étendue hors des pays de monopole, notamment par arrêt de 1732 à la Franche-Comté (4).

En somme l'extension des tribunaux extraordinaires correspond à la sévérité toujours croissante des lois. Elle atteint son apogée lorsque la ferme générale prend en mains la régie. A ce moment toutes les affaires pouvant entraîner la mort ou les galères perpétuelles, c'est-à-dire toutes celles prévues par la déclaration de 1733, sont de leur compétence.

1. Arrêt du Conseil du 23 décembre 1718, *Arch. nat.*, AD XI, 49.

2. *Arch. dép. de la Gironde*, C 1351. *Arch. nat.*, AD XI, 49.

3. Réponse des fermiers généraux, etc. *Arch. nat.*, G¹ 26.

4. Arrêt du 15 juillet 1732 commettant le sieur de la Neuville. *Arch. nat.*, G¹ 113.

L'attribution aux intendants semble elle-même inefficace. « Les occupations ordinaires de MM. les intendants nuisaient à la célérité nécessaire des instructions ; leur juridiction d'ailleurs étant bornée à l'étendue de leur généralité, les coupables avaient toute facilité de se mettre à l'abri des poursuites en passant d'une généralité dans une autre ; les récidivistes demeuraient inconnus », car ils changeaient de nom dans leur nouveau pays. « Il fut donc établi d'abord un commissaire particulier dont la compétence embrassait toutes les généralités, mais cependant sans résidence fixe ; on reconnut bientôt la nécessité de fixer le siège de cette commission à Reims (1). » Cela à une époque inconnue mais voisine de 1739. Auparavant l'on avait créé une juridiction semblable à Valence et on le fit dans la suite à Saumur et à Caen.

Ces commissions, compétentes pour les gabelles comme pour le tabac, n'ont aucun rapport avec les Cours des Aides, et n'y font pas enregistrer leurs pouvoirs. Un seul homme, assisté de gradués qu'il appelle à sa volonté, juge en dernier ressort (2). La Cour des Aides proteste contre l'établissement de ces tribunaux informes qui ne sont pas les juges naturels des sujets, contre la forme irrégulière de leurs jugements qui « excitent presque toujours l'in-

1. Réponse des fermiers généraux, etc *Arch. nat.*, G¹ 26.

2. Cette organisation est rappelée par la Cour des Aides en ce qui concerne la Commission de Saumur. *Mémoires pour servir, etc.*, Auger, p. 374.

dignation et le murmure des peuples », qui les terrifient par « le grand nombre d'exécutions sanglantes qui se sont faites sous leur autorité ». Elle leur reproche leur cruauté et demande « comment, dans l'origine, on a pu prononcer la peine de mort contre des citoyens pour un intérêt de finance (1) ».

Ces réclamations sont entendues. Le roi, par une série de lettres patentes déclarant les anciennes Commissions illégitimes, les détruit et en établit de nouvelles en 1764 à Saumur, en 1765 à Reims, en 1768 à Caen (2). Elles ont pouvoir de subdéléguer pour l'instruction et, sauf quelques cas, statuent en dernier ressort. Elles comprennent trois commissaires et un substitut du procureur général du roi, tous choisis dans le sein des Cours des Aides sur le territoire desquelles s'étendent leurs juridictions.

Ces Cours consentent alors à enregistrer les let-

1. Auger, *Mémoires pour servir*, etc., p. 13, 32, 631.

2. Lettres patentes des 23 août 1764, 21 novembre 1765, 9 octobre 1768. Comme la Commission de Reims a juridiction sur les Trois-Évêchés, l'un de ses membres est pris parmi ceux de la Cour des Aides de Metz. *Arch. nat.*, AD XI, 51.

La Commission irrégulière de Valence ne fut pas supprimée à cette époque, à cause, semble-t-il, de la difficulté de concilier les différentes Cours des Aides intéressées. Le Parlement de Dijon propose de la remplacer soit par une Commission composée d'autant de commissaires qu'il y a de Cours des Aides intéressées, soit par deux Commissions ce qui la mettrait en état de mieux remplir ses fonctions car elle a un ressort trop étendu. On ne la supprima sans doute qu'en 1775, date où elle fut remplacée par des conseillers des Cours des Aides, comme cela eut lieu alors pour la seconde fois pour les autres Commissions. *Mémoires pour servir*, etc., p. 381 et suiv.

tres-patentes qui les instituent, non toutefois sans observations car elles préféreraient le retour aux tribunaux ordinaires. Loin de là, l'hostilité du chancelier Maupeou à l'égard des Parlements le conduit en 1771 à rétablir les juridictions d'exception. Elles sont de nouveau composées de commissaires du Conseil, indépendants des Cours des Aides. Enfin en 1775 l'on revient d'une manière définitive au régime innové en 1764.

La ville de Paris possède un tribunal spécial créé en 1729 et jugeant souverainement, non seulement les faits de contrebande violente, mais même ceux de simple fraude, complicité ou recel. Il comprend le lieutenant général de police et les conseillers au siège présidial du Châtelet. En 1771 le lieutenant général a seul la connaissance, puis en 1775 on lui adjoint cinq conseillers de la Cour des Aides, nommés par le roi (1). Cette Commission, qui juge aussi les prévarications des débitants et employés des fermes, a juridiction « dans la ville de Paris et celle de Versailles, et dans l'étendue des prévôtés et vicomtés en dépendantes ». A l'encontre des règles régissant les autres Commissions, les accusés de crimes pouvant entraîner des peines afflictives ou infamantes sont renvoyés en la Cour des Aides qui juge « en première et dernière instance ».

Malgré les remontrances des Cours souveraines, le

1. Arrêts du Conseil des 8 mars 1829 et 30 mai 1771 et lettres patentes du 29 août 1775. *Nouveau Code des tailles*, t. IV.

roi maintient les Commissions de Paris, Reims, Saumur, Valence et Caen. En vain la Cour des Comptes, Aides et Finances de Normandie refuse-t-elle en 1775 d'enregistrer les lettres patentes de celle de Caen. Le roi l'ordonne par arrêt de jussion, puis, comme elle y introduit des modifications, l'enregistrement est cassé (1). En ce qui concerne les gabelles et le tabac la justice ordinaire reste dépouillée de la plupart de ses attributions jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Seule la loi du 23 septembre 1789 supprime ces tribunaux extraordinaires (2). C'est que les Commissions évitent les lenteurs et les frais des juges de droit commun, permettent en dépit des fraudes l'accroissement continu des ventes et, en exécutant avec zèle les lois excessives, donnent, dit le fermier, des preuves de sagesse et de vigilance, c'est-à-dire de complaisance.

1. *Arch. nat.*, AD XI 51 a.

2. Art. 10. Collection Duvergier, t. I, p. 48.

CHAPITRE VI

Les provinces hors du monopole

I

Les limites de la ferme ne coïncidaient pas exactement avec celles de la France. Plusieurs provinces avaient conservé des législations spéciales. « Tout le royaume est assujetti à l'impôt du tabac, dit Necker, excepté la Flandre, l'Artois, le Hainaut, la Franche-Comté, le pays de Gex, la ville et le territoire de Bayonne, et quelques lieux particuliers dans la généralité de Metz (1). » Ces provinces exemptes ne se confondaient ni avec les pays réputés étrangers, ni avec ceux d'étranger effectif, ni avec quelque une des nombreuses divisions concernant les gabelles. C'était une frontière de plus sur la carte de France, une anomalie nouvelle dans une organisation financière qui en comptait tant.

D'où provenaient ces exceptions ? Si l'on en croit l'État ce fut d'abord en 1674 de la guerre qui empêcha « les différents fermiers de faire aucun établissement dans ces provinces ». Ce fut ensuite du ca-

1. Necker, *De l'administration des finances de la France*, t. II, p. 100.

ractère de pays conquis de la plupart d'entre elles « parce que, comme dans le Labour, qui était affranchi des autres droits des fermes, ces établissements auraient été onéreux (1) ». Ce fut ensuite de l'impopularité du monopole qui fit renoncer à l'établir dans les régions frontières déjà indisposées par de longues années d'occupation militaire constante. Ce fut enfin de la déclaration de 1721 qui, respectueuse de l'usage, déclara hors du monopole « les provinces de Franche-Comté, Artois, Hainaut, Cambrésis, Flandre et Alsace (2) », ce qui fut déterminé, observe curieusement le roi cinquante ans plus tard, « non comme une exception qui leur était acquise, mais pour des raisons particulières et par simple tolérance (3) ». Aussi, même après 1721, nie-t-on le titre légal et, le jour où en 1787 l'on présente aux notables un mémoire qui dit modifier et en fait supprime les privilèges, reproduit-on cette théorie de la concession gracieuse et révocable.

1. La ferme, préoccupée non de l'égalité devant l'impôt mais des résultats financiers de sa régie, ne levait pas les droits dans les contrées où les frais de recouvrement auraient dépassé le produit. L'impôt du tabac, par exemple, n'existe pas encore dans le pays de Soule, en 1686. M. de Vaubourg, intendant en Béarn, au contrôleur général. De Boislisle, *Correspondance*, t. I, 225. C'est pourquoi, à part la Lorraine où le monopole existait déjà avant l'annexion à la France, presque tous les pays conquis ou d'étranger effectif restèrent hors du monopole.

2. Art. 1, Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 194.

3. L'arrêt du Conseil du 4 juin 1773, à propos d'une contestation relative au pays de Labour, expose la théorie royale. *Arch. nat.*, AD XI, 51.

Les provinces franches ont un langage tout autre. Elles s'appuient sur des motifs d'équité, rappelant que leur situation de pays frontière les oblige à des corvées, à des convois supplémentaires et les expose à des dangers, à des pertes, à des invasions dont elles garantissent les autres provinces. Mais leur argument principal est tiré de leur histoire. Elles disent, comme la Flandre, que lors de leur réunion on leur a garanti leurs privilèges et par conséquent la liberté du tabac dont elles jouissaient sous les dominations antérieures (1).

Quoi qu'il en soit elles conservent jusqu'à la fin cette liberté non toutefois sans l'avoir vu restreindre. Le fermier, en effet, dans un but de protection, obtient du roi un grand nombre d'entraves spéciales à chaque province, mais dont deux sont générales.

La première est la création d'une zone intermédiaire entre ces pays et la ferme. Déjà le bail Domergue prohibe tout entrepôt en Artois dans les trois lieues limitrophes du monopole et autorise le fermier à y exercer la surveillance nécessaire par ses commis et gardes (2). La déclaration de 1721 généralise cette mesure. Elle défend à tous dans les provinces où la vente exclusive n'a pas lieu « d'avoir ni faire aucunes plantations et cultures, manufactures, magasins, amas ni entrepôts de tabac dans l'étendue de trois lieues

1. Mémoire sur les avantages de la culture du tabac dans la Flandre wallone, par M. Huvino de Bourghelles, maîtreur de Lille, 1787. *Observations de l'Assemblée des Notables*, t. I, p. 163 et suiv.

2. Arrêt du 10 septembre 1686 et bail Domergue, art. 340.

des limites de la ferme (1) ». Une série d'arrêts du Conseil désigne nominativement les paroisses atteintes ou charge les intendants de ce soin (2). La consommation y est sévèrement réglée : fixation du nombre et de la résidence des marchands, de la quantité de tabac qu'ils peuvent posséder, du poids qu'ils en peuvent vendre par mois à chaque chef de famille. En Alsace les visites des commis s'étendent même à une quatrième lieue où il est possible de cultiver et d'acquérir plus de deux livres de tabac par mois. Comme un obstacle naturel facilite la surveillance, l'on donne parfois à la zone une certaine élasticité pour l'étendre jusqu'à un cours d'eau important (3). Encore faut-il se souvenir que la ferme livre du tabac à bas prix sur les limites de sa régie, et qu'il y a ainsi en plusieurs points deux zones contiguës, l'une sous un régime de monopole atténué, l'autre de liberté diminuée.

Voilà qui annihile presque la liberté dans partie de chacune des provinces franches, mais les verse-

1. Déclaration d'août 1721, art. 1.

2. Principaux arrêts du Conseil : avril 1743 et mai 1746 pour l'Artois et le Hainault ; septembre 1746 pour le Cambrésis ; octobre 1774 seulement pour l'Alsace ; septembre 1724, décembre 1725 et juillet 1739 pour la Franche-Comté, ce dernier arrêt indiquant les paroisses longeant les duchés de Lorraine et de Bar. En Artois il y a eu un mandement des députés des États à ce sujet dès juillet 1678. *Arch. nat.* AD XI, 49 et 50.

3. L'arrêt du 11 décembre 1736 défend tout entrepôt dans les villes de Franche-Comté situées à l'ouest de la Saône, même si elles sont hors des trois lieues. *Arch. nat.*, AD XI, 51 a.

ments sur la ferme continuent et cela d'autant plus que, pour améliorer leurs tabacs, les habitants les mélangent avec d'autres tirés de l'étranger et en fabriquent alors des quantités plus considérables. Une déclaration du 4 mai 1749 empêche cette importation en établissant indistinctement à l'entrée de toutes les provinces du royaume un droit de 30 sols par livre pesant. Tous les tabacs étrangers le paient sauf s'ils sont importés par la ferme générale (1). C'est une grande gêne pour les provinces privilégiées, car le nouveau droit élève leur coût de production en des proportions telles qu'elles ne peuvent plus acquérir de tabacs étrangers comme elles le faisaient auparavant.

II

Le fermier s'efforce de rapprocher de plus en plus la condition des provinces franches de celle des pays de privilège exclusif. Il use dans ce but d'une grande variété de moyens et fait établir en plusieurs une réglementation très minutieuse.

A cause de la densité de la population, l'on ne produit en Flandre qu'une partie du blé nécessaire.

1. Guyot, *Répertoire universel de jurisprudence*, t. XVI, p. 655. En fait, malgré ses termes généraux, cette déclaration ne peut s'appliquer qu'aux provinces franches, puisque seul le tabac destiné à la ferme générale peut pénétrer dans les autres. Les bureaux d'entrée sont indiqués par arrêt de juin 1749, modifié en janvier 1750 pour l'Alsace. *Arch. nat.*, G¹ 104.

L'on voit dans le tabac un article utile à échanger contre les grains importés, un moyen facile de maintenir la balance du commerce. Le tabac y est médiocre et a grand besoin d'être amalgamé avec ceux de l'extérieur (1). L'imposition à l'entrée y met obstacle et entraîne la baisse des manufactures de Dunkerque et l'émigration d'une partie de leurs ouvriers.

En Hainaut il n'y a longtemps qu'un droit de sept patards ou sols imposé par le souverain sur chaque livre de tabac. Un arrêt du 1^{er} mai 1725 le convertit en un privilège exclusif de la vente donné à la ferme générale qui le sous-ferme d'abord, puis l'exploite directement depuis 1738. « Ce sont les fermiers généraux seuls qui vendent le tabac en Hainaut, mais à des prix beaucoup plus bas que dans le reste du royaume, en vertu des privilèges de cette province (2). » La modération de ces prix, fixés par l'intendant, permet de conserver la culture sans trop craindre la contrebande.

La ville de Valenciennes, située en Hainaut, a une situation spéciale. Exempte de la vente exclusive, elle jouit d'un droit d'octroi de douze sols par livre se consommant dans ses murs. La ferme générale devient fermière de ce droit pour mieux surveiller la matière imposée. D'autres villes conservent dans les provinces privilégiées du Nord un droit d'octroi sur les tabacs. Il en est ainsi à Cambrai et aussi à Arras où « la ferme du droit de 5 sols pour livre a été établie

1. *Mémoire*, etc., par M. Huvino de Bourghelles, maître de Lille.

2. *Mémoire de la ferme au roi*, *Arch. nat.*, G¹ 106.

en 1680, pour en être les deniers employés aux travaux que le roi ordonne tous les ans pour les fortifications de ladite ville (1) ». Le rendement du droit est assuré par la défense d'établir des magasins de tabac dans un rayon de trois lieues aux alentours.

Sauf sur cet octroi d'Arras, la ferme générale a peu d'action en Artois. Les laboureurs ne sont d'ailleurs pas sans cultiver dans les trois lieues de la frontière de Picardie et sans se soulever à main armée quand les commis arrachent leurs plants. Les États d'Artois ont plusieurs fois à intervenir (2). Leur existence protège la province.

Comme le fermier se plaint des tabacs qui se cultivent et se façonnent dans le Cambrésis, le roi ordonne en 1686 de le subroger au bail fait précédemment par les magistrats du Cateau-Cambrésis pour quelques droits qu'acquitte le tabac en ce pays. Une fois dans la place, il peut parer à tout abus (3).

C'est en Alsace que la culture du tabac a la plus grande importance. A la fin du xvii^e siècle elle n'y couvre pas moins de 8.000 arpents, situés en majorité dans la basse Alsace où la plante vient meilleure et plus belle. A cette récolte énorme se joignent dans

1. M. Chauvelin, intendant d'Amiens, au contrôleur général, 1691. A Aire et à Bapaume il y a aussi un impôt sur le tabac affecté à l'entretien des fortifications. *Arch. dép. du Pas-de-Calais*, C 262 et 552.

2. L'intendant d'Amiens au contrôleur général, août et septembre 1687.

3. Le contrôleur général à M. de Bagnols, intendant en Flandre, avril 1686.

les manufactures de Strasbourg les tabacs du Palatinat et de la Souabe, pays où la fabrication est inconnue (1). De cette alliance naît un produit agréable, recherché en Suisse, en Bavière et jusque dans l'Allemagne la plus reculée. Il procure à l'Alsace, en plus du renom de ses manufactures, une grande source de richesses qu'elle peut croire indéfinie le jour où en 1736 un arrêt la confirme dans le privilège des plantations et du commerce.

Les 30 sols par livre pesant, imposés en 1749 sur l'entrée des tabacs étrangers, rendent leur achat trop coûteux et obligent les manufactures à renoncer au mélange qui assurait la qualité.

C'est, comme en Flandre, la ruine des fabriques et aussi des ouvriers dont 3.000 vont à Kehl ou en d'autres villes allemandes créer de nouvelles industries. La ferme générale espère fatiguer les cultivateurs et s'emparer de la vente exclusive. Son espoir est trompé : seules les dépenses augmentent avec le nombre des brigades nécessaires pour interdire aux tabacs étrangers l'entrée de l'Alsace.

A la demande des habitants l'on aboutit à une sorte de transaction qui ménage les intérêts divers. Un arrêt du 23 octobre 1774 suspend en Alsace le droit d'entrée, mais y substitue le régime des trois lieues, non encore établi dans cette province, presque isolée

1. Mémoire sur la culture du tabac en Alsace, adressé au contrôleur général des finances en 1696 par le sieur de Pflügk, bailli d'Oberbronn.

de la ferme avant l'annexion de la Lorraine (1). Aussitôt la fabrication du tabac y reprend son essor dans trente à quarante manufactures et l'argent allemand y afflue de nouveau, retour nécessaire, car beaucoup de seigneurs de l'Empire dépensent chaque année à l'étranger plusieurs millions de revenus qu'ils possèdent en Alsace et seul ce commerce peut faire rentrer cette somme (2). Jusqu'à la Révolution cette province exporte et reste le centre le plus vivant des pays privilégiés.

A côté de l'Alsace, province la plus libre, voici celle de Franche-Comté, soumise à la législation la plus restrictive. Aux termes d'un arrêt du 11 décembre 1736 elle introduit chaque année dans la ferme deux millions de livres en contrebande. « Sa Majesté étant résolue de maintenir ses sujets de Franche-Comté dans la liberté de faire le commerce du tabac pour leur usage, malgré la mauvaise conduite de ces particuliers, qui semblent ne chercher qu'à faire perdre ce privilège à leur patrie (3) », établit, outre une zone frontière de trois lieues (4), une surveillance étroite dans l'intérieur du pays. Déclaration annuelle

1. *Arch. nat.*, AD XI, 51 a.

2. *Observations pour la province d'Alsace*, par M. le Baron de Spon, premier président du Conseil souverain de Colmar. *Observations de l'Assemblée des Notables*, t. I, p. 158 et suiv., 123 et suiv.

3. *Arch. nat.*, AD XI, 51 b.

4. Cette zone est déjà prévue par la déclaration de 1721. Plus tard l'on institue une quatrième lieue où les marchands ne peuvent débiter que 6 livres à la fois et n'en doivent pas avoir plus de 600 en magasin.

d'abord de la contenance et de la situation des terres emblavées, ensuite des tabacs récoltés, enfin des quantités fabriquées avant d'en disposer ; justification de la vente dans les trois mois de la récolte ou mise en magasin : voilà pour la production. Achat des tabacs étrangers par les seuls marchands de Besançon qui les importent par des bureaux et des chemins désignés ; achat de ceux du cru par les seuls négociants autorisés et connus dont les subdélégués contrôlent les registres ; défense de vendre au détail à un particulier plus de deux livres à la fois : voilà pour le commerce. Les commis du fermier occupent la province entière ; l'intendant statue sur leurs procès-verbaux. État de choses qu'accompagnent des mesures uniquement vexatoires. Ainsi, pour toute la province, il n'y a qu'un, puis que deux magasins, ce qui oblige à des transports lointains.

En 1645 l'intendant décide que pour semer du tabac sa permission préalable est nécessaire. Puis il entreprend de limiter les cultures. « Nous avons réglé, dit-il, sur les ordres du Conseil qui nous ont été adressés, le montant des permissions que nous avons accordées cette année pour la plantation des tabacs dans cette province. » Ce total, fixé pour la première fois par le roi en 1749 à 600 journaux, est réduit ensuite par échelons à 400, chacun ne plantant qu'un journal en une seule parcelle. Chaque année l'intendant dresse l'état des permissions de culture et en envoie à chaque communauté l'extrait la concernant. Le syndic en donne copie aux intéressés.

Bientôt il faut acheter les permissions sous prétexte que « bien loin d'avoir été employées au profit de ceux qui dans chaque communauté ont le plus besoin de ce secours, elles n'ont servi jusqu'à présent qu'à augmenter le revenu de quelques particuliers ». Il serait facile à l'intendant de mieux faire dresser l'état, mais il songe plutôt « à profiter de l'abus même pour le diriger à un objet d'utilité publique ». Et il exige des planteurs des soumissions élevées (1).

Rien d'étonnant de voir cette culture diminuer de jour en jour et le fermier à peu près maître de la Franche-Comté. Il y vend même du tabac, non comme fermier, mais comme marchand autorisé, « en concurrence avec celui du cru de la province; attendu que la culture du tabac y est tolérée dans quelques parties de l'intérieur..., à la charge d'une redevance de 80 livres par arpent, dont le produit est employé à différents objets de dépenses pour le service du roi (2) ».

Culture réduite dont les derniers vestiges sont mis aux enchères, commerce dont les représentants ont moins comme concurrent que comme maître la toute-

1. Succession d'ordonnances des intendants de Sérilly, Moreau de Beaumont et de Boynes de 1745 à 1754. Moreau de Beaumont le premier tire un revenu du tabac. « Il a affecté à la construction des casernes de Favernay le produit de la plantation de quarante journaux de tabac. » *Arch. nat.*, AD XI, 51 b.

2. *Arch. nat.*, G¹ 106. Cette réglementation sévère rend impossibles les versements. Aussi, avant la Révolution, a-t-on supprimé la ligne de brigades qui occupait la Saône. G¹ 113.

puissante ferme générale, choix arbitraire des seuls bénéficiaires d'une liberté mourante, intervention incessante du pouvoir royal par l'entremise de l'intendant, telle est en résumé la condition de la Franche-Comté vers la fin de l'Ancien Régime.

Le petit pays de Gex, qui lui est contigu, a une situation intéressante parce que unique au regard du monopole. Il n'est pas vraiment privilégié, mais abonné. Le versement annuel d'une somme fixe, imposée sur les biens-fonds et payée par les syndics des trois ordres, le libère de toute autre contribution afférente aux tabacs (1), comme aussi aux traites et aux gabelles.

Viennent enfin la ville et le territoire de Bayonne, formant le pays de Labour. Il n'est pas compris dans l'énumération de 1721 et semble donc pays de monopole, mais un souci d'économie y fait différer l'installation des bureaux. Les Bayonnais se disent bientôt hors de la vente exclusive, plantent des tabacs et opèrent de grands versements dans les provinces de Guyenne, Navarre et Béarn. Cela attire l'attention du fermier qui obtient, le 1^{er} janvier 1754, l'interdiction des cultures. L'on remet à statuer sur le point de savoir si le pays fait partie du monopole. Oui, affirme le fermier, car le texte des déclarations de 1674 et de 1721 est général. Non, répliquent les habitants, car

1. Un édit du 22 décembre 1775 établit ce régime. Auparavant le pays de Gex fut, semble-t-il, régi par la ferme comme les autres provinces du monopole. Il contribue à l'impôt par une somme de 8.000 livres que le fermier encaisse.

nous avons la liberté immémoriale du commerce et nous payons le droit de 30 sols à l'entrée qui frappe les provinces franches.

L'arrêt du 4 mai 1773 qui tranche le conflit les soumet néanmoins au privilège exclusif (1). Puis des lettres patentes du 4 juillet 1784 apportent une solution opposée : « La ville de Bayonne, celle de Saint-Jean-de-Luz et toute l'étendue du pays de Labour continueront d'être exemptes... et, pour leur donner une marque encore plus spéciale de notre bienveillance, nous les exemptons même du droit de 30 sols. » Faveur inattendue qui, du moins pour le commerce, donne au Labour une condition équivalente à celle de l'Alsace, l'une et l'autre province n'étant soumises qu'à une police de frontière. Cette zone s'étend de l'Adour à la Nive et a un caractère spécial. S'il y a surveillance de l'intendant, il n'en est pas de la ferme. De plus les dépôts sont tenus dans chaque paroisse par l'abbé ou le jurat, ou encore par un habitant nommé dans les formes usitées pour l'élection des officiers municipaux. Voilà une marque de confiance comme on en voit rarement dans la régie de cet impôt.

La Corse ne supporte pas le monopole et l'on peut en rapprocher quelques îles, exemptes il est vrai non en droit mais en fait, car les frais d'administration y dépasseraient le produit. Ce sont celles

1. Le préambule de cet arrêt retrace l'historique de la question. Cet arrêt et les lettres patentes qui suivent sont compris aux *Arch. nat*, dans AD XI, 51 a.

de Ré, d'Oléron et d'Yeu (1). La ferme demande le jugement du procès pendant au Conseil sur les prétendus privilèges de cette dernière et la réduction de la quantité de tabac qu'elle importe, afin de faire disparaître cet entrepôt de contrebande.

III

Dans leur dernier état les provinces franches supportent des régimes très divers. Ainsi l'Alsace est entièrement maîtresse de son commerce et de sa culture, le Labour vend librement sans pouvoir planter, le Hainaut allie la culture volontaire à la vente exclusive, la Franche-Comté ne conserve qu'à peine une apparence d'autonomie. Pour l'Etat l'existence de ces pays exempts est gênante et coûteuse. Les lignes de douaniers qui les entourent doublent les frais de perception et, malgré les précautions prises, les fraudeurs ont beau jeu. Selon Necker les incorporer à la ferme serait augmenter de trois millions les rentrées annuelles du Trésor (2). Ce serait aussi un progrès dans la voie de l'unité, si désirée des hommes du XVIII^e siècle, et ce progrès paraît

1. Le bail Domergue permettait déjà en 1687 de soumettre au monopole les îles de Ré, Noirmoutier et Belle-Isle. Le bail Fitz de 1714 y joint celles de Bouin, d'Oléron et autres du royaume. Le monopole fut mis en vigueur à Bouin et à Noirmoutier sous le règne de Louis XVI. Lettre du directeur de Nantes de 1783. *Arch. nat.*, G¹ 109.

2. Necker, *De l'administration des finances de la France*, t. II, p. 102.

facile car, avec le temps, les causes des privilèges s'effacent et leur illogisme subsiste seul.

Le pouvoir royal, à bout de ressources, ayant réuni en 1787 l'Assemblée des Notables, leur proposa, entre autres réformes, l'abolition des barrières intérieures, également condamnées par les économistes et les commerçants. Une réglementation nouvelle des provinces franches en est le corollaire obligé. Un mémoire, soumis aux notables, atténue le plus possible l'importance de la question (1). S'il déclare la culture précieuse pour l'Alsace, comme pour la Flandre, il la signale au contraire en pleine décadence ou même en voie de disparaître partout ailleurs. Il projette l'interdiction d'importer et de fabriquer, l'obligation de déclarer les terrains emblavés et les quantités récoltées avant leur vente à l'étranger ou à la ferme générale. C'est une réédition, quoique moins rigoureuse, des règles instituées en 1681 dans les régions de monopole. Elle eut sans doute abouti tôt ou tard à la destruction des cultures.

Mais ce plan soulève l'hostilité à peu près unanime. A l'idée d'égalité les députés d'Alsace opposent celle de liberté. En vain le pouvoir royal promet-il des indemnités aux fabriques supprimées, la franchise de Strasbourg pour y maintenir les manufactures, en vain déclare-t-il que la ferme générale

1. Mémoire sur les modifications nécessaires dans la jouissance des privilèges qui sont accordés à quelques provinces relativement à l'impôt du tabac. *Collection des mémoires présentés à l'Assemblée des Notables*, p. 38 et suiv.

tiendra compte aux assemblées provinciales d'Alsace du bénéfice de cette vente. Les différents bureaux de l'Assemblée supplient le roi de peser longuement une décision qui fera disparaître une culture qui, dit-on, à celui du duc de Penthievre, « n'est pas l'effet d'une simple tolérance, comme on l'annonce dans le mémoire, mais bien celui d'un droit naturel auquel il n'a jamais été contrevenu et dont on ne peut aujourd'hui empêcher l'exercice sans porter atteinte à la propriété ». Certes, ils pensent bien, comme Necker, que, si l'on voulait abolir les franchises, « il faudrait s'astreindre aux principes de justice et indemniser les provinces qui ne sont pas soumises au privilège exclusif (1) ». Mais ils désirent par-dessus tout la liberté : « Rien ne pourrait les indemniser de cette perte, car la liberté n'a pas de prix. » Et ils repoussent les conclusions du mémoire.

Quatre ans plus tard, la Révolution devait réaliser l'unification désirée. Moins soucieuse d'intérêts financiers que de droits naturels, elle le fit non par l'extension du monopole, mais par la généralisation de la liberté.

1. Necker, *De l'administration des finances de la France*, t. II, p. 101.

CHAPITRE VII

L'abolition du monopole

I

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, nombreuses sont les critiques contre le monopole du tabac. Elles émanent d'un groupe d'hommes assez restreint, mais important par la personnalité de ses membres, celui des économistes physiocrates. Les représentants de cette doctrine sont en effet des adversaires résolus de toutes les taxes indirectes dont ils désirent le remplacement par un impôt unique et foncier.

Contre le tabac ils ont des arguments spéciaux. Le monopole empêche la culture. Or, « prohiber une production, c'est supprimer une portion de richesse et de revenu possible : c'est donc s'appauvrir (1) ». Si elle était libre, l'usage du tabac ne serait plus un mal économique « car c'est acquérir une nouvelle source de richesse que de découvrir une propriété nouvelle qui donnera de la valeur à une production qui jusque-là n'en était pas susceptible. C'est créer

1. Le Trosne, *De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt*, livre III, chap. 5.

une nouvelle culture et donner l'être à un accroissement de population qui, par le moyen de l'échange, trouvera moyen de vivre sur ce nouveau produit dans un pays où de longtemps la terre ne manquera pas ».

En détruisant la culture au contraire le privilège exclusif crée nécessairement une sorte de monopole en faveur des étrangers qui l'ont conservée.

Puis les économistes font observer le chiffre considérable de l'imposition comparé au produit réellement perçu par le Trésor. Le Trosne estime à 72 millions par an le déboursé des consommateurs alors que le roi n'en reçoit que 24 (1). Ils se plaignent de l'énorme tribut prélevé par les financiers, des fortunes immenses qu'ils amassent, des droits parfois inhumains qu'ils mettent en œuvre.

Pour eux le tabac est une matière utile. « Le tabac n'est pas une denrée nécessaire par elle-même, mais elle l'est devenue par habitude, ce qui revient au même quant à l'effet, c'est-à-dire quant à la dépense. » Aussi demandent-ils la suppression du monopole qu'ils estiment aussi vexatoire que la gabelle ou que les autres droits sur les consommations.

Les physiocrates ne veulent même pas d'impôt de remplacement. Le Trosne, qui accepte de substituer aux aides une taxe sur les vignes, refuse d'en établir une sur les plantations de tabac car elles n'ont pas

1. Le Trosne, *De l'administration...*, etc., livre III, chap. 4 et 5. Les chiffres donnés par Le Trosne ne sont qu'approximatifs car à cette époque on les gardait secrets.

le caractère permanent des vignobles (1). Loin de là elles sont annuelles et on les quitte et reprend à volonté. Il ne faut pas distinguer cette petite branche de culture afin d'en tirer une recette particulière, mais la frapper comme les autres par l'impôt foncier.

Forbonnais avait plus anciennement développé un projet qui maintenait un droit spécial sur cette denrée. « Il ne s'agit point de renoncer à un produit sur la consommation du tabac mais de régler la perception de ce produit de manière que l'État augmente d'autres branches de revenus (2). » Il laissait subsister la prohibition de culture et réclamait un droit d'entrée qui, perçu sans frais, serait plus productif bien que modéré, et favoriserait le commerce maritime et les colonies. Mais si le droit était trop modique le revenu serait nul et le tabac renchérirait encore s'il était assez élevé.

Au reste, si les critiques sont vives et abondantes, les remèdes restent le plus souvent vagues et mal définis dans les ouvrages des théoriciens qui n'ont ni la libre disposition des documents officiels (3), ni la connaissance exacte des nécessités techniques, ni parfois même le sens véritable des réalités.

Puis la majeure partie du public éclairé n'attache à ces projets qu'un intérêt platonique, spéculatif, et sup-

1. Le Trosne, *De l'administration...*, etc., livre III, chap. 7.

2. Forbonnais, *Recherches et considérations*, etc., t. I, p. 539.

3. Avant le *Compte rendu au roi*, publié en 1781 par Necker et qui donne le chiffre des revenus publics, tout ce qui concernait les finances était soigneusement caché.

porte patiemment le monopole. Jamais peut-être depuis 1674 l'opinion n'a moins protesté contre lui que dans les années les plus proches de la Révolution. Sans doute, quand les assemblées de bailliage rédigeaient leurs cahiers, il en est une trentaine qui réclament son abolition, quelques-uns même avec une emphatique énergie. « Que l'on rende le tabac au commerce, s'écrie la ville de Vienne, et l'on délivrera la France de cette multitude effrayante d'employés et de commis, malfaiteurs soudoyés, dont l'infailibilité fiscale révolte la raison et la justice, que le riche écarte facilement de sa route, et qui creusent des précipices sur celle du pauvre. » Et le tiers de Poitiers : « Que d'autres ressources et d'heureuses économies le remplacent, que la libre culture de cette plante dans toutes les provinces amène une augmentation dans les productions de la terre ! Puisse l'anéantissement de ces deux impôts, gabelle et tabac, fléaux de l'humanité, être pour leurs malheureuses victimes, le signal de la liberté (1) ! » Mais ce n'est pas là l'attitude habituelle des cahiers. En général ils passent l'impôt du tabac sous silence car ils le jugent nécessaire et placent l'intérêt du Trésor avant la satisfaction de leurs préférences. Quelques-uns prévoient la diminution ou la modification des droits. Le tiers de Blois, de Sens et de Troyes, désire substituer une taxe sur la superficie emblavée à celle sur le produit fabriqué (2). Celui du Mans demande le maintien

1. *Arch. parl.*, t. III, p. 85 ; t. V, p. 418.

2. *Arch. parl.*, t. II, p. 390 ; t. V, p. 759 ; t. VI, p. 81.

d'un impôt qui porte sur un objet de luxe. Celui de Cusset applaudit à une mesure qui frappe le tabac car, « de l'avis des médecins, il altère la mémoire et concourt à la production des maladies nerveuses ». Enfin la noblesse de Gien reconnaît cette disposition comme étant « la plus heureusement conçue (1) ».

Ainsi, à côté des hommes qui attaquent le monopole, il en est d'autres qui le soutiennent avec ardeur. D'après *l'Encyclopédie méthodique* « l'impôt sur le tabac est de toutes les contributions la plus douce et la plus imperceptible ». Necker déclare que, « si l'on a interdit la culture du tabac dans un temps où le produit de la vente exclusive était infiniment modique..., on ne peut raisonnablement attendre que la liberté de la culture soit rétablie, à l'époque où la ferme du tabac rapporte au souverain près de trente millions... Ce serait courir un risque sans utilité, que de détruire des fabriques consommées dans leur art, pour y substituer une multitude d'établissements, conduits par des particuliers, et qui pourraient souvent, à l'envi des uns des autres, chercher l'épargne au détriment de la qualité (2) ».

La régie s'est améliorée. « Les fermiers généraux, presque tous distingués par l'éducation, ne sont plus les financiers d'autrefois (3). » Si des droits exorbi-

1. *Arch. parl.*, t. III, p. 402. Cependant la noblesse de Gien désire la suppression pour éviter les commis.

2. Necker, *De l'administration des finances de la France*, t. II, p. 107 et 110.

3. Necker, *Compte rendu au roi*.

tants sont toujours entre leurs mains, ils en usent le moins possible. Mirabeau le reconnaît pour les visites domiciliaires : « On en faisait très rarement ; et il s'est passé des années sans qu'on en fit une seule dans de très grandes villes (1). » Le Trésor trouve dans les fermiers des agents consciencieux et probes. « Les chefs avaient porté si loin l'exactitude dans les comptes qu'ils se faisaient rendre et dans ceux qu'ils rendaient eux-mêmes qu'on ne pouvait leur reprocher que la surabondance des explications, des raisonnements, des preuves morales qui établissaient que cette Compagnie versait exactement au Trésor le prix stipulé par son bail, et qu'elle ne retenait pour elle que les bénéfices que lui assurait ce traité (2). »

Cependant la ferme générale devait disparaître, victime moins peut-être de la haine qu'inspireraient bientôt les lois excessives dont on l'avait armée que de l'instinct de nouveauté qui, sous prétexte de réformes, allait bouleverser la France. A cette époque, il est vrai, elle ne répondait plus à un besoin. La rentrée des impôts devenait assurée et la création de la régie générale avait dès 1780 habitué les agents de l'État à recouvrer une partie des impôts indirects. Mais, il faut le dire, la discipline, la clarté, l'ordre apportés dans les services, les perfectionnements de toute nature introduits dans la régie, en un mot ce qui rendit plus facile la suppression de la ferme gé-

1. *Arch. parl.*, t. XXII, p. 753.

2. Mollien, *Mémoires d'un ministre du Trésor*, t. I, p. 67.

nérale, fut avant tout le résultat de ses efforts et de ses soins.

II

Cette ferme, si puissamment organisée, contre laquelle ne s'étaient élevées jusqu'en 1789 que des critiques isolées, déclina dès les premiers jours de la Révolution avec une rapidité inouïe.

L'effervescence, créée par les premières séances des États généraux, par la proclamation de l'Assemblée nationale, fut fatale au monopole du tabac. Comme on lui promettait la suppression de toute entrave, le peuple, sans souci des nécessités financières, tourna ses efforts contre lui. Aux déclarations de liberté, il répondit par l'exigence de cette liberté sans examen ni délai. Il la fit passer dans les actes avant même sa consécration légale.

Bientôt la correspondance des fermiers généraux ne fait plus que constater l'impossibilité des perceptions. « Les fermiers généraux reçoivent journellement des détails affligeants sur les obstacles multipliés que les employés éprouvent. La licence paraît être portée au plus haut point, les propos les plus séditeux annoncent la détermination à la résistance la plus opiniâtre, si perdant de vue la modération et la prudence qui leur sont recommandées, les employés voulaient mettre une résistance... L'impunité ne fait qu'enhardir et accroître l'audace des mauvais

sujets... Les employés ne peuvent exercer leurs fonctions sans être exposés à la fureur du peuple et même souvent au danger de perdre la vie (1). » Sont-ils attaqués? Ils ne trouvent pas plus de secours chez les troupes qu'auprès de la milice nationale qui non seulement refuse de les soutenir, mais fait partie le plus souvent des bandes révoltées.

Vainement les commis s'interdisent les recherches à l'intérieur des domiciles et s'abstiennent de citer dans leurs procès-verbaux le nom d'hommes reconnus dans les émeutes. Vainement les fermiers, « dans toutes les circonstances épineuses qui se sont présentées, se sont constamment bornés à commander à leurs proposés d'employer toutes les voies de conciliation propres à ramener la paix et la tranquillité ». Cet essai d'adaptation au nouvel état des esprits n'aboutit qu'à hâter l'anéantissement du produit. « Les approvisionnements qui alimentaient le monopole du sel et du tabac furent pillés en plusieurs lieux; la perception était troublée partout où elle n'était pas suspendue; la contrebande exécutait elle-même à main armée le renversement des douanes intérieures (2). »

Roederer déclarait à la tribune de l'Assemblée Constituante : « Une très grande quantité de tabacs étrangers est entrée en France; on en a formé des magasins; beaucoup de particuliers en ont fait leurs

1. *Arch. nat.*, G¹ 26.

2. Mollien, *Mémoires d'un ministre du Trésor*, t. I, p. 144.

provisions ; dans plusieurs provinces cette espèce de culture a été entreprise. » Un autre membre reconnaît que « depuis un an les cantons de Clérac, de Tonneins, de Turenne, de Forcalquier, les pays limitrophes du Cambrésis ont été plantés en tabac (1) ».

Cette contrebande provoque un brusque fléchissement du produit de l'impôt. Dans la direction d'Orléans il tombe de 313.467 livres en 1789 à 102.345 en 1790 (2). En cette dernière année le revenu brut n'est plus que de 29.826.171 livres contre 51.034.495 en 1788. Le revenu net n'a pas diminué dans de moindres proportions. Rœderer l'estime en 1790 à 13 ou 14 millions au lieu d'au moins 30 les années précédentes (3). Il semble qu'à l'avenir il ne produira même pas cette somme. C'est donc sur le maintien d'un impôt déjà à demi supprimé en fait que l'Assemblée Constituante fut appelée à se prononcer.

III

Devant l'Assemblée Constituante la discussion se renferma entre deux conclusions extrêmes : monopole sans culture ; culture sans monopole. Ce dernier semblait, par son existence même, condamner, d'une

1. *Gazette Nationale* du 14 septembre 1790. Séance du 13 septembre *Arch. parl.*, t. XX, p. 408.

2 *Arch. nat.*, G¹ 120.

3. *Arch. parl.*, t. XXII, p. 752. Observations de Mirabeau. Discours de Rœderer du 12 février 1791.

façon absolue et incontestable, la production indigène. C'est qu'il « faudrait imaginer des inquisitions bien extraordinaires pour se rendre maître des productions de chaque terroir et pour empêcher l'exercice habituel d'une fraude encore plus difficile à prévenir que celle dont il faut se défendre aujourd'hui (1) ».

Dans son mémoire sur les moyens de combler le déficit du 6 mars 1790, Necker disait aux députés : « Vous ne hasarderez pas sûrement, sans les réflexions les plus mûres, les revenus importants que procure la ferme du tabac, revenus susceptibles encore d'augmentation par la seule perfection de la régie (2). » Imbu de cette idée, le contrôleur général Lambert adressa à l'Assemblée un mémoire signalant les diminutions du produit de l'impôt et proposant de continuer la vente comme par le passé (3).

Au nom du Comité des impositions, l'abbé Gouttes, son rapporteur, le demanda le 23 avril 1790 : « Cette ^{branche} branche, dit-il, est la moins onéreuse et la plus sûre de toutes puisque cette contribution est volontaire, libre, journalière, au comptant (4). » Pour appuyer cette proposition, Dupont de Nemours sacrifia ses opinions physiocratiques. « Cette imposi-

1. Necker, *De l'administration des finances de la France*, t. II, p. 107. Seul le député d'Estourmel proposa un système imité de la Prusse, avec culture surveillée et récolte acquise obligatoirement par l'État à un prix convenu d'avance. C'est le système français actuel dans ses grandes lignes. *Arch. parl.*, t. XX, p. 408.

2. *Arch. parl.*, t. XII, p. 57.

3. Mémoire du 29 mars. *Arch. parl.*, t. XII, p. 403.

4. *Arch. parl.*, t. XV, p. 265 et suiv.

tion n'est pas une de celles qui peuvent être remplacées par une autre. On ne doit pas imposer le travail pour soulager des fantaisies et faire payer 30 millions par an au plus grand nombre de citoyens qui ne prennent pas de tabac, afin de le procurer à meilleur marché au plus petit nombre de ceux qui en prennent. » Il proposa même d'assujettir les provinces franches à la prohibition. Leurs députés protestèrent. L'Assemblée, mal éclairée, renvoya l'affaire aux Comités d'imposition, d'agriculture et de commerce.

Ceux-ci se concertèrent longuement. Le 12 juin le nouveau rapporteur, Røederer, demanda l'ajournement (1). Il désirait le maintien de l'impôt et son extension au territoire tout entier, mais les députés de ces provinces demandaient la liberté. Or « la liberté de la culture ne peut subsister avec l'impôt, et empêcher la culture c'est violer la propriété et la liberté ». Les Comités remirent toute décision jusqu'après l'examen des dépenses nécessaires pour 1791.

Les ressources pour y faire face étaient insuffisantes mais, bien qu'il rendît 30 millions, le Comité des impositions influencé par la volonté populaire ne croyait plus possible de conserver l'impôt du tabac sous sa forme ancienne. Røederer, converti à de nouvelles idées, les soutint dans un rapport du 13 septembre. Après une violente diatribe contre le régime condamné, il résume le plan du Comité. « Le

1. *Arch. parl.*, t. XVI, p. 177.

Comité vous propose (1) : de rendre absolument libre la culture du tabac dans le royaume ; de rendre libres la fabrication et le débit du tabac provenant de la culture nationale ; de réserver à une régie, faite pour le compte du Trésor public, l'importation et la fabrication des tabacs étrangers ; de laisser aux législateurs le soin de fixer le prix des tabacs qui seront vendus par cette régie. »

Le 13 novembre la discussion s'ouvrit sur ce second projet. Un grand nombre d'orateurs y prirent part et parmi eux Mirabeau, Malouet, Rewbell, Merlin, Barnave, l'abbé Maury. « Au lieu de diminuer l'impôt du tabac, dit ce dernier, il serait à désirer qu'on pût l'augmenter, et, si je ne craignais d'exciter la contrebande par l'appât du gain, je ne balancerais pas à vous proposer le doublement du tarif. » Et l'abbé Charrier : « C'est un impôt volontaire. S'il n'était pas établi il faudrait le créer, et dans nos besoins actuels cette création serait un véritable bienfait. » Plusieurs membres défendirent le privilège exclusif avec énergie. En général l'on s'étonna du monopole attribué à l'État sur les tabacs étrangers, de la concurrence, de l'opposition d'intérêts ainsi établie entre la régie d'État et les commerces particuliers. L'on ne crut pas avec ce système pouvoir trouver les 12 millions qu'il annonçait ; on le jugea peu convenable à la dignité de la nation. L'Assemblée vota l'impression du discours de Péthion qui demandait la substitution

1. *Moniteur universel* du 14 septembre 1790. *Arch. parl.*, t. XVIII, p. 729 et suiv.

d'un simple droit de douane au monopole (1). Puis la discussion s'égara. Elle aboutit le 16 novembre à un nouvel ajournement. Le principe du remplacement de l'impôt était à peu près admis ; le moyen restait à trouver.

Røederer l'indiqua dans un troisième projet du 29 janvier 1791. Il prévoyait encore une régie nationale mais ne lui donnait plus l'approvisionnement exclusif des tabacs étrangers (2). La discussion décisive s'engagea. Partisans et adversaires du monopole intervinrent en sens divers.

Que lui reprochait-on ? D'être contraire à la liberté et à la propriété en proscrivant une culture. Il viole le droit inaliénable qu'a chaque propriétaire de cultiver ses terres comme il le juge convenable. « La liberté des nations, répondait Delley, consiste à n'être soumis qu'à la loi, organe de la volonté générale. La propriété consiste dans le droit de jouir, user et disposer conformément à la loi. » La loi peut créer des monopoles. Autant un peuple qui s'organise doit repousser les privilèges individuels, autant il peut parfois être sage d'en instituer en faveur de l'État, puisqu'alors l'intérêt national s'enrichit de tout ce qu'on retranche à l'intérêt particulier (3). Røederer objectait : un privilège peut exister quand il est consenti par tous et dans l'intérêt de tous, mais dans le cas présent tous n'ont pas fait un même sacrifice car

1. *Arch. parl.*, t. XX, p. 456 et suiv.

2. *Arch. parl.*, t. XXII, p. 549.

3. *Moniteur universel* du 4 février 1791.

tous les terrains ne sont pas propres à la culture du tabac. Il faut donc indemniser, si l'on veut étendre le monopole, tous les citoyens qui ont consacré des capitaux à ce genre d'entreprise (1).

La question de savoir si l'État pouvait monopoliser une culture devait être débattue avec passion à une époque remarquable pour la prédominance des discussions théoriques et pour son amour des déclarations de principes. Mirabeau admettait ce droit sans difficultés (2), ajoutant plaisamment : « L'Assemblée Nationale a décrété l'égalité des hommes ; mais elle n'a pas encore décrété l'égalité des plantes. »

D'aucuns disaient que la prohibition de la culture, conséquence obligée du monopole, stérilisait pour recueillir, créait un impôt, non pas sur un revenu, mais sur la suppression d'un revenu. D'autres la déclaraient heureuse, car cette culture épuisait le sol et en détruisait la fertilité. Son interdiction permettait de consacrer plus de terres à la récolte des grains, fait important en un siècle de famine périodique. « La France doit être soigneuse de ne pas favoriser chez elle des cultures dont le produit ne sert ni à nourrir, ni à vêtir. »

L'on représentait avec une inquiétude exagérée le premier moment où la culture serait rendue libre, l'attrait d'une production nouvelle et l'espérance d'un gain inconnu poussant chacun à s'y consacrer, la

1. *Moniteur universel* du 31 janvier 1791.

2. *Moniteur universel* du 31 janvier 1791.

concurrence inspirant à la cupidité de criminels mélanges. « L'intérêt même du consommateur sollicite la vente exclusive. Si elle devient libre, il sera corrompu, mal fabriqué et nuisible à la santé. »

Maintenir le monopole c'était l'obligation de l'étendre aux provinces du Nord et d'Alsace car les barrières intérieures n'existaient plus et les membres de l'Assemblée voulaient avant tout l'unité. Or l'état de fermentation de ces régions impressionne. « Pourrait-on sans danger les priver de la liberté dont elles ont joui ? L'une est voisine du théâtre d'une guerre civile, l'autre est environnée de princes puissants et mécontents. » Mais, répondent les partisans du monopole, leur situation privilégiée doit forcément disparaître. Elles ne produisent pas de bons tabacs. Seuls les départements méridionaux sont favorisés à cet égard par la nature. Elles ne doivent les profits de leur culture qu'à la loi qui interdit aux autres de l'entreprendre et ils disparaîtront le jour où l'on établira la liberté.

L'on dit encore pour combattre le monopole qu'il y aurait inconséquence à conserver un régime prohibitif au milieu des principes de la liberté. Au surplus toutes les perceptions s'opéraient autrefois par une association d'agents et de moyens. Comme la plupart des recettes sont détruites, les frais supportés jusqu'ici par leur ensemble ne pèseraient plus que sur le tabac et dès lors seraient hors de proportion avec le produit. Cet argument ne restait pas sans réponse. L'abolition des gabelles et des barriè-

res intérieures importait peu puisqu'en incorporant les provinces franches au régime de monopole la ligne de commis nécessaire à la perception des droits de douane suffirait à empêcher la fraude.

Enfin des préoccupations de politique extérieure se firent jour. Seul le monopole rendait possible le commerce avec l'Amérique car ce pays n'échangeait que son tabac. Ne plus l'acheter, c'était fermer son marché à nos produits.

L'on développa ces arguments longuement. D'éloquents plaidoyers furent prononcés en faveur du monopole. « Une compagnie intelligente et fidèle, disait l'abbé Charrier, se livre avec succès à tous les détails d'une administration parfaitement montée pour la faire valoir. » Le rapporteur lui-même convenait de ses avantages. « Si on le compare avec le droit d'enregistrement, on voit qu'il n'a pas l'inconvénient de se payer en grosses sommes ; qu'il ne détruit pas de capitaux. Si on le compare avec le droit de timbre, on voit qu'il n'a pas le défaut de charger également des profits inégaux. Si on le compare avec d'autres droits indirects, on voit qu'il n'occasionne pas le renchérissement des comestibles, renchérissement qui produit celui de la main-d'œuvre, qui nuit aux manufactures et au commerce (1). »

Mirabeau intervint dans la discussion. Il fit valoir avec la clarté et l'autorité qu'il apportait dans tous les débats, qu'avant tout il était nécessaire de sauve-

1. *Arch. parl.*, t. XXII, p. 549.

garder les intérêts du Trésor et que pour cela le monopole était indispensable, et avec le monopole la prohibition de culture. Il reconnut que, s'il n'y avait pas d'impôt bon en lui-même, l'impôt du tabac était le meilleur des mauvais impôts, parce qu'impossible à remplacer par un autre moins désastreux. Il proposa de réduire le prix du tabac, espérant que la hausse de consommation produite par cette diminution et par l'extension du régime à la France entière maintiendrait le revenu à près de 30 millions. L'on abrogerait les dispositions légales trop rigoureuses ; l'on donnerait quelques années aux anciennes provinces franches pour renoncer aux cultures (1). C'était là un projet dicté par le bon sens. Il offrait un progrès certain, facilement réalisable, au lieu d'un bouleversement redoutable d'inconnu ; il substituait une évolution à une révolution.

Ce discours fit une sensation profonde. L'impres-
sion en fut votée. Tout fut remis en question et les
débats suspendus. Mais quelques jours plus tard
le duc de La Rochefoucauld annonça, qu'à la suite
d'entretiens au Comité diplomatique avec les députés
des provinces franches, Mirabeau avait reconnu l'uti-
lité de ne pas asseoir un impôt sur une prohibition
de culture (2). Il fit connaître aussi le montant des
besoins et des ressources de l'État et, grâce à l'appar-

1. *Arch. parl.*, t. XXII, p. 553 et suiv. Mirabeau, sur la demande d'un grand nombre de députés, rédigea un mémoire pour prouver les chiffres avancés dans son discours, *Arch. parl.*, t. XXII, p. 750 et suiv.

2. *Arch. parl.*, t. XXII, p. 745 et suiv.

rent équilibre de ce budget, donna à l'Assemblée la force d'une décision radicale.

La droite était favorable au maintien du privilège exclusif. Mais chaque jour la trouvait plus affaiblie, plus abandonnée de l'opinion (1). Celle-ci, maintenant montée, l'avait compris « dans le nombre des impôts proscrits d'avance par l'imagination des peuples (2) ». Puis l'on trouvait contradictoire de confirmer un monopole en parlant sans cesse de liberté. Enfin dans l'état actuel de la régie, il s'agissait moins de continuer que de rétablir un système déjà détruit.

La partie gauche, au souvenir de certaines règles arbitraires de l'impôt, préférait faire table rase, désespérant d'apporter des remèdes suffisants. Le 13 février 1791 elle voulut aller aux voix et l'Assemblée adopta l'article 1^{er} du projet : « A compter de la promulgation du présent décret il sera libre à toute personne de cultiver, fabriquer et débiter du tabac dans le royaume (3). »

Elle décida bientôt de maintenir la faculté d'entre-pôt et aussi l'interdiction d'importer du tabac étranger, si ce n'est en feuilles, dans certains ports et en

1. Les pouvoirs locaux adressaient des vœux en sens divers à l'Assemblée. Ainsi le directoire du district de Strasbourg et le Conseil général de cette commune réclament la liberté. Au contraire le Conseil général du Morbihan demande la conservation de l'impôt. Procès-verbaux de l'Assemblée Constituante, 2 décembre 1790.

2. Duvaucel, *Réflexions importantes sur l'impôt du tabac*.

3. Duvergier, *Collection*, t. II, p. 324.

payant un droit de 25 livres par quintal. Celui provenant d'Amérique sur vaisseaux français obtint une réduction d'un quart (1). Une régie nationale fut chargée de fabriquer et de vendre du tabac au profit du Trésor sans se voir conférer aucun avantage sur les autres industries ou commerces.

Ces dispositions formèrent l'objet du décret des 20-27 mars 1791. Un autre décret des mêmes jours supprima la ferme générale à partir du 1^{er} avril. Le monopole des tabacs et l'organisme chargé de le faire valoir disparurent donc en même temps.

IV

Dans ses discussions l'Assemblée avait substitué des idées abstraites à des vérités pratiques. Des préoccupations philosophiques et de droit naturel l'avaient détournée d'un revenu certain, éprouvé, et cela au moment même où il devenait plus indispensable encore. Ses principes de gouvernement l'avaient entraînée à une mesure qui devait rendre ce gouvernement plus difficile en abaissant davantage le chiffre de ses ressources. C'était une grande faute politique.

L'avenir le démontra. Dès le lendemain du vote de

1. Péthion avait demandé des avantages pour les tabacs américains dans son discours du 15 novembre 1790. Mais, si l'on en croit un témoin d'ailleurs américain, la droite de l'Assemblée était mal disposée pour un pays considéré comme révolutionnaire. *Journal de Gouverneur Morris*, par E. Pariset, p. 209.

liberté le régime institué parut inefficace. Les approvisionnements de la ferme, mis en vente, ne trouvèrent acquéreur qu'à des prix très modiques et après plusieurs interventions législatives abaissant les sommes demandées (1). Ce fut une première déception. La régie nationale ne fut pas organisée et le droit de douane sur les tabacs étrangers resta la seule source de revenus. Le décret de 1791 devint franchement improductif. De nombreuses lois, promulguées à court intervalle, augmentèrent et modérèrent tour à tour le droit d'entrée sans jamais parvenir ni à une perception importante, utile au Trésor, ni à la stabilité, condition première d'une hausse de produit.

Au milieu des événements décisifs qui sollicitaient alors l'attention des Assemblées, leur politique se montra inconséquente et contradictoire. La Convention classa le tabac au nombre des denrées de première nécessité en fixant son prix dans la loi du maximum. Le Directoire, moins soucieux des colères démagogiques et acculé aux pires expédients financiers, ajouta en l'an VII au droit de douane une taxe de fabrication sur tous les tabacs (2).

D'autres lois augmentèrent cet impôt. Celle des 5-15 ventôse an XII substitua au contrôle négligent

1. Décrets du 22 mars et du 12 juin 1792. Le prix est abaissé de 35 à 20 sols la livre. Duvergier, *Collection*, t. IV, p. 105 et 250.

2. Principales lois de cette époque : 9 vendémiaire an VI, art. 94 ; 22 brumaire an VII ; 29 floréal an X ; 5-15 ventôse an XII, art. 17 à 48 ; 24 avril 1806, art. 45 et suiv. Duvergier, *Collection*, t. X, p. 76 ; t. XI, p. 50 et suiv. ; t. XIII, p. 438 et suiv. ; t. XIV, p. 486 et suiv. ; t. XV, p. 409.

des administrations municipales sur les manufactures, l'exercice rigoureux des préposés de la régie des droits réunis. Cette surveillance incessante fit connaître l'importance de la production et facilita le rétablissement du monopole.

Les hommes de gouvernement le désiraient mais attendaient pour le faire revivre que l'opinion publique eût en partie désarmé. Le Directoire le souhaita sans l'oser. La liberté ne procurait ni argent au budget, ni bénéfice aux consommateurs car, malgré la concurrence, le prix de détail n'avait que peu diminué. Par contre tous étaient d'accord sur la mauvaise qualité des matières vendues et rappelaient, non sans regrets, l'ancienne réputation des tabacs de la ferme même à l'étranger. « S'il est écrit qu'il faille rouvrir cette source de revenus publics, disait un orateur du Conseil des Anciens, il n'y a de bon à admettre que le monopole national. Ses avantages du moins sont saillants et incontestables (1). » Il indiquait la conduite à observer : « Il serait insensé de tendre au but du premier bond et impossible de le toucher ; marchons-y donc pas à pas. En conséquence ne point exclure la libre fabrication et la libre culture, mais les gêner par des taxes et des entraves doucement et judicieusement combinées. »

Cette méthode ouvrit les voies au monopole qu'un décret du 29 décembre 1810 rétablit. Les tentatives infructueuses de la Révolution avaient témoigné de la difficulté d'innover en matière de finances. Elles

1. Laussat, séance du 21 germinal an VI, *Moniteur universel* du 29.

avaient montré combien l'œuvre législative demeurait stérile quand elle n'utilisait pas les matériaux amassés par les générations antérieures. Le nouveau monopole s'inspira donc largement du passé. Mais il sut en éviter les inconvénients les plus notables. A l'encontre des fausses idées propagées par la ferme, il montra la possibilité de faire coexister le monopole et la culture, en laissant subsister celle-ci dans la mesure fixée par la demande des consommateurs. Il en acquit la récolte complète ce qui diminua les moyens de frauder. L'État perçut directement l'impôt et n'en protégea le produit que par des lois de droit commun. Ainsi le monopole put de nouveau s'acclimater en France et devenir, comme sous l'Ancien Régime, l'une de ses principales ressources.

La période révolutionnaire n'avait été qu'un accident dans l'histoire de l'impôt du tabac, mais un accident instructif. Il prouvait que seul le monopole pouvait assurer en France une forte contribution de l'usage du tabac aux recettes publiques. Il justifiait donc dans une large mesure la politique fiscale de l'Ancien Régime.

Vu : le Président de la thèse

A. ESMEIN

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Archives nationales. — G⁴ 104 à 122.

G⁷ 1290 à 1295.

AD XI, 48 à 51 c.

AUGER. — Recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides depuis 1756 jusqu'au mois de juillet 1775.

DE BRIQUET. — Code militaire, 1761.

BRISSAUD. — Manuel d'histoire du droit français.

Code Louis XV, 1759.

Collection des mémoires présentés à l'Assemblée des Notables, 1787.

Collection des principaux économistes.

DARIGRAND. — L'Antifinancier, 1763.

DUPIN. — Œconomiques, 1747.

DUVAUCEL. — Réflexions importantes sur l'impôt du tabac, 1790.

Encyclopédie méthodique.

ESMEIN. — Cours élémentaire d'histoire du droit français.

FORBONNAIS. — Recherches et considérations sur les finances de France, 1758.

GUYOT. — Répertoire universel de jurisprudence, 1785.

JOURDAN, DECRUSY ET ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises, 1822-1827.

LE TROSNE. — De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt, 1779.

MARQUIS DE MIRABEAU. — Théorie de l'impôt, 1760.

MAVIDAL ET LAURENT. — Archives parlementaires, 1^{re} série.

Moniteur universel.

MOREAU DE BEAUMONT. — Mémoires concernant les droits et impositions, 1768.

NECKER. — Compte rendu au roi, 1781.

— De l'administration des finances de la France, 1784.

POULLEN de VIEVILLE. — Nouveau code des tailles de recueil des ordonnances concernant le fait du tabac.

Procès-verbal de l'Assemblée des Notables, 1787.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
CHAPITRE I. — L'établissement du monopole	8
I. — Introduction de l'usage du tabac.	8
II. — Période du droit de douane.	12
III. — Déclaration de 1674	14
IV. — Mode de recouvrement des impôts indirects.	19
CHAPITRE II. — Les Compagnies fermières du monopole.	23
I. — Ferme particulière et ferme générale . . .	25
II. — Compagnie d'Occident.	31
III. — Abolition temporaire du monopole . . .	34
IV. — Compagnies fermières du second monopole.	38
V. — Extension territoriale du monopole. . . .	44
VI. — Progrès de ses résultats financiers. . .	47
VII. — Unité de son histoire	50
CHAPITRE III. — La régie de la ferme.	52
I. — Administration centrale, fermiers généraux.	52
II. — Administration régionale, bureaux généraux et entrepôts.	56
III. — Administration locale, débitants	63
IV. — Surveillance, commis.	66
CHAPITRE IV. — Culture, commerce, fabrication et vente.	74
I. — La culture	74
II. — Le commerce.	83
III. — La fabrication	88
IV. — Les prix de vente	93
CHAPITRE V. — La contrebande et les tribunaux. . .	99
I. — La contrebande	99

II. — Les lois répressives.	106
III. — Les tribunaux ordinaires	110
IV. — Les tribunaux d'exception	116
CHAPITRE VI. — Les provinces hors du monopole . .	124
I. — Motifs de leurs privilèges et précautions prises contre elles.	124
II. — Condition de ces provinces	128
III. — Essai d'unification.	137
CHAPITRE VII. — L'abolition du monopole	140
I. — Opinion des contemporains sur l'impôt du tabac.	
II. — Situation de la ferme au début de la Révolution.	146
III. — Discussion à l'Assemblée Constituante . .	148
IV. — Période révolutionnaire	158

